

هكذا من لامل

DATES

Il y a quatre-vingts ans

Les cubistes au pilori



M. Léon : « La famille impériale bochée lubistée », 1914-1915. Musée d'histoire contemporaine.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-98
Tél. : 206.806 F
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
630 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :

Jacques Lesourne

Directeur général : Michel Cros

Membres du comité de direction :

Jacques Guin, Philippe Dupuis,

Isabelle Tiffet.

15-17, rue de Colonne-Picasso

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-62-72-72

Tél. : MONDIPUB 634 128 F

Tél. : 44-63-72-72 - Société civile

de la SARL Le Monde et de la SARL Le Monde

Imprimerie

de la « Monde »

12, rue de Colonne-Picasso

94882 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0249-2037

Représentations sur les publicités et

indus du Monde au (1) 40-65-30-33

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE

Compagnie 36-15 - Type LEMONDE

ou 36-15 - Type LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry,

94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-60-32-50

TARIF

FRANCE

3 mois

6 mois

1 an

400 F

750 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

1 200 F

BULLETIN

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les

numéros de la revue en capital et d'indiquer

PP. Poste RP 201 MCM 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne : gérant

directeur de la publication

Bruno Freppaz

directeur de la rédaction

Jacques Guin

directeur de la gestion

Manuel Luciani

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombari

(adjoint au directeur

de la rédaction)

Yves Agnès

Jacques Amélie

Thomas Farnesi

Philippe Herrold

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur

des relations internationales)

Anciens directeurs

Hubert Beuve-Méry (1944-1989)

Jacques Farnesi (1989-1992)

André Lesourne (1982-1989)

André Farnesi (1989-1991)

A propos de quelles œuvres et de quels artistes, ces insultes et ces caricatures épaisses ? Contre les cubistes, mot nouveau, mot incertain. Le Salon d'Automne de 1912, qui se tient comme à l'ordinaire au Grand Palais, en accueille un fort contingent, français pour l'essentiel, et a accepté qu'ils y disposent une « maison cubiste » afin de démontrer que ces nouvelles œuvres esthétiques n'étaient que des variations sur les thèmes classiques et mobiliers. Fernand Léger expose *La Femme en bleu*, Albert Gleizes *L'Homme au balcon*, Jean Metzinger *Danseuse au café*, autant de tableaux qui s'inscrivent logiquement dans leur évolution sans y introduire, au regard de l'histoire du cubisme du moins, des ruptures très marquées. Seul de ce groupe, Francis Picabia présente une œuvre qui peut passer pour véritablement provocatrice. Ses *Danses de la source*, sous un titre faussement élogique, systématisent les volumes coniques et cylindriques chers à Léger, et les enchevêtrent dans une composition si abondante et complexe qu'il est fort malaisé d'apercevoir danses et sources.

Le point culminant de la violence

Quant à la « maison cubiste », imaginée par le peintre et décorateur André Mare, elle n'a guère de cubiste que le nom. Elle se compose en vérité d'une façade néoclassique à peine géométrisée, dessinée par Raymond Duchamp-Villon — frère de Marcel, et d'une suite de pièces meublées de manière « moderniste », Jacques Villon — autre frère de Marcel Duchamp — est l'auteur du service à café, La Fresnaye, de la pendule et de la cheminée. Aux murs de cet appartement fictif sont accrochées des toiles de ces artistes.

Ce n'est assurément ni la première manifestation publique à laquelle ils participent ni leur exposition la plus virulente. Depuis que Braque, en 1908, a accroché chez Kahnweiler ses paysages de l'Estaque où il géométrise Cézanne, tous ont été largement montrés — Picasso, Braque, Derain et Léger chez Kahnweiler ; Le Fauconnier, Delaunay, Le Fresnoy, Gleizes, Metzinger et les peintres de leur cercle au Salon des indépendants, qui se tient en mars, et au Salon d'Automne, qui a lieu en octobre. On aurait pu croire les visiteurs accoutumés, à défaut d'être convaincus. On aurait pu supposer que la critique au bout de cinq ans aurait consenti à comprendre qu'il y avait, dans ces œuvres, un peu plus que la volonté de déconcerter. Apollinaire, non sans naïveté, annonçait quelques jours avant le vernissage que le Salon d'Automne n'était pas cette année cet aspect de loup de bataille qu'il avait en 1907, en 1908. Erreur. 1912 marque le point culminant de la violence anticubiste. Bataille il y eut, la plus rude que le cubisme ait eu à soutenir. L'un des combats confus, mais jugement esthétique, passion politique et sentiment national se mêlent.

Deux arguments s'appuient : le cubisme est anti-artistique, le cubisme est antinational. Anti-artistique ? C'est assez simple, sinon assez banal : un épisode de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX^e siècle. Delacroix en a été victime. Corot en a souffert jusqu'à l'âge de cinquante ans. Courbet en a éprouvé toutes les difficultés, jusqu'à la triste affaire de la colonne Vendôme. A partir des années 1860, la violence s'aggrave. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, provoque une émeute. Le Salon des refusés rallie tous ceux qui mettent sérieusement en doute les enseignements et les sentences de l'École des beaux-arts et de l'Académie. Après la guerre franco-prussienne, la III^e République ne fait pas preuve de plus d'intelligence de l'art que le Second Empire. La situation que le Salon d'Automne de 1912, le scandale de l'interminable querelle entre art moderne et classique, affrontement dont les premiers drames ont eu lieu dès le début du XIX

Face aux atermoiements britanniques

Cinq dirigeants européens réaffirment leur ferme engagement envers le traité de Maastricht

Après la semaine assez tourmentée qui a suivi le référendum français, le projet d'Union européenne inscrit dans le traité de Maastricht a recueilli, vendredi 25 septembre, le soutien quasi unanime des responsables politiques allemands lors d'un débat roboratif au Bundestag, ainsi que l'appui sans équivoque des dirigeants de cinq pays de la Communauté, lors d'une réunion des chefs de parti et de gouvernement démocrates-chrétiens à Bruxelles.

« Le traité de Maastricht reste une base adéquate et fiable pour l'unification européenne. Nous excluons une renégociation », ont déclaré dans un communiqué commun MM. Jean-Luc Dehaene (Belgique), Ruud Lubbers (Pays-Bas), Constantinos Mitsotakis (Grèce), Jacques Santer (Luxembourg) et le chancelier Helmut Kohl. Ils ont insisté sur « une ratification rapide du traité, si possible avant la fin de l'année » et

se sont déclarés « fermement déterminés » à faire aboutir l'Union économique et monétaire selon les conditions et délais prévus dans le traité.

M. Helmut Kohl, à qui l'on demandait à son arrivée à Bruxelles si l'on s'acheminait vers une « deuxièmement » à répondre : « Non, on n'aura pas à pécher cette idée ». Le gouvernement fédéral avait auparavant opposé un démenti formel aux informations selon lesquelles M. Kohl et Mitterrand auraient examiné secrètement cette éventualité, lors de leur rencontre du 22 septembre à Paris.

Point n'est besoin en fait de discussions secrètes pour imaginer une Europe à plusieurs vitesses. Comme le rappelle récemment M. Giscard, cette possibilité est inscrite dans le traité lui-même qui, outre la dérogation qu'il accorde à la Grande-Bretagne et la faculté pour le Danemark de consulter ses électeurs

avant le passage à la monnaie unique, stipule qu'il faudra apprécier le degré de convergence réelle des économies avant que les uns et les autres n'entrent dans cette phase ultime. La ratification par les Douze n'exclut donc pas des rythmes différents chez les uns et les autres.

Question de tactique

Ce que stipule en revanche le traité, c'est que l'objectif de l'Union économique et monétaire est commun (sauf les réserves de la Grande-Bretagne) et suppose donc une solidarité entre les Douze pour permettre aux moins avancés de rejoindre le peloton de tête. Quant à l'hypothèse selon laquelle certains États membres se rallieraient pas le traité, M. Kohl et Mitterrand l'ont envisagée tout à fait publiquement et depuis plusieurs mois.

C'était avant l'été, lors du sommet franco-allemand de La Rochelle, où ils affirmèrent avec vigueur que la France et l'Allemagne pour leur part traitent de l'avant ensemble, quoi qu'il arrive chez leurs partenaires.

La question de l'Europe à plusieurs vitesses est aujourd'hui de pure tactique : est-il opportun, alors que M. John Major ne se sent pas en mesure pour l'instant de faire approuver le traité par la Chambre des communes, d'apaiser la menace d'un isolement de la Grande-Bretagne ? C'est ce qu'a fait vendredi, après d'autres, le vice-président de la Commission de Bruxelles, le Britannique Leon Brittan. « Certains de nos partenaires sont déterminés à aller de l'avant. S'ils parviennent à la conclusion que cela est impossible avec les autres membres de la Communauté, ils le feront avec un nombre restreint de partenaires », a-t-il dit. M. Jacques Delors avait fait de même la veille en déclarant que si la Grande-Bretagne cherchait des « prétextes » pour retarder l'application du traité, il n'exclut pas « que certains pays membres prennent des initiatives ».

Répondant à M. Delors, le secrétaire au Foreign Office Douglas Hurd a fait valoir que l'enjeu n'était pas la ratification de Maastricht : « L'enjeu, c'est de faire accepter aux peuples d'Europe la manière dont fonctionne la Communauté ». « En certaines occasions Jacques Delors a prouvé qu'il comprenait », a ajouté M. Hurd, en faisant allusion aux idées défendues par le président de la Commission lui-même à propos du principe de « subsidiarité » touchant à la répartition des compétences entre les États et la Communauté. « C'est à cette question que les chefs d'État et de gouvernement vont s'attaquer lors du sommet de Birmingham et après », a poursuivi M. Hurd.

Le premier ministre britannique a l'intention de s'entretenir avec ses différents partenaires européens avant ce sommet extraordinaire prévu le 16 octobre et devant notamment rencontrer M. Mitterrand à Paris à une date non encore fixée.

ALLEMAGNE

Les grands partis unanimes pour pousser les feux de l'Europe

Le chancelier Helmut Kohl a reçu, vendredi 25 septembre à Bonn, l'appui officiel du chef de l'opposition, le président du Parti social-démocrate, M. Björn Engholm, pour défendre les objectifs du traité de Maastricht et pousser sans attendre les feux de l'Europe.

BONN

Avant même que le Bundestag ne se saisisse officiellement du traité, début octobre, une très large majorité s'y dessine en sa faveur, comme en a témoigné le débat qui a suivi la déclaration gouvernementale faite par le chancelier sur les résultats du référendum français. Au Bundestag, les dirigeants des Lander ont, dans une résolution, qualifié le traité de « pas important vers l'unification de l'Europe » et se sont engagés à achever le processus de ratification en décembre. Seul le Parti du socialisme démocratique (PDS), héritier des communistes est-allemands, a fait entendre une voix discordante. Il réclame un référendum, rejette le traité de Maastricht et « l'Europe des capitalistes ».

Le débat de vendredi au Bundestag se résume donc par un « oui » unanime de tous les grands partis pour ne pas laisser s'enliser l'Union européenne.

Attendre, c'est reculer

La majorité et l'opposition s'applaudissent mutuellement pour défendre cette Europe que les leaders politiques allemands appellent plus que jamais de leurs vœux malgré le scepticisme d'une bonne partie de l'opinion publique. Le maire « oui » des Français a été présenté aussi bien par le chancelier Kohl que par le président des sociaux-démocrates, M. Björn Engholm, comme un succès.

« Dans les jours qui ont suivi la chute du mur, l'Europe a dit oui à l'unité allemande. Maintenant l'Allemagne doit dire oui à l'Europe », a proclamé le leader du SPD, en

appelant « les hésitants, les sceptiques » à se souvenir que précisément au moment où « les tendances nationalistes redevenaient visibles » il est important de prouver l'Europe contre un retour de l'histoire. « Qui dit non risque l'éclatement de la Communauté européenne et le retour aux égoïsmes nationaux », a-t-il répondu en écho au chancelier Kohl, qui avait lui-même défendu dans sa déclaration la nécessité de maintenir le rythme de la construction européenne. « Attendre serait la mauvaise réponse, le surplace serait un retour en arrière », a affirmé le chancelier.

Dans son long plaidoyer pour le traité, M. Kohl a réaffirmé que l'objectif de Maastricht était de construire « une Europe démocratique et proche des citoyens, qui prenne en compte et enrichisse l'identité nationale, la culture de tous les pays membres et de leurs régions ». Soulignant qu'il comprenait la crainte des gens devant une « frénésie de réglementations », il a assuré que les correctifs nécessaires seraient pris. Attendant ses critiques du début de la semaine contre Bruxelles, il a souligné que la Commission n'était pas seule en cause et que les administrations nationales et régionales devaient, elles aussi, balayer devant leur porte.

Évoquant les remous monétaires de ces deux dernières semaines, le chancelier a pris la défense du système monétaire européen. Il a affirmé que ces remous monétaires ne sont que « pas un [pas] en Europe » et « je le souligne, pas un - ne devait se laisser aller à l'illusion qu'il peut tout seul » défendre sa stabilité économique et monétaire, son bien-être. Le chancelier s'est gardé de faire des reproches directs aux Britanniques, mais son message n'en était pas moins clair.

Le gouvernement allemand avait démenti que le chancelier et le président Mitterrand aient évoqué au cours de leur rencontre de mardi la possibilité de constituer un nouveau européen fédéral avec ceux qui veulent progresser dans l'intégration.

HENRI DE BRESSON

BOSNIE-HERZÉGOVINE

« Purification ethnique » à Banja-Luka

Les deux coprésidents de la conférence sur l'ex-Yugoslavie, M. Cyrus Vance et lord Owen, se sont rendus, vendredi 25 septembre, à Banja-Luka, au cœur de la région autonome serbe de Bosanska-Krajina, dans le nord-ouest de la Bosnie, pour vérifier des rapports « alarmants » relatifs à des opérations de « purification ethnique » en cours.

Selon plusieurs sources dignes de foi, une série d'explosions, d'arrestations et d'incidents sanglants ont provoqué une campagne serbe de purification ethnique dans cette ville de 195 000 habitants (dont 40 % de Croates et de Musulmans) jusqu'ici épargnée par une politique qui a frappé durement les petites villes et villages de la Bosnie-Krajina, où sont situés les principaux camps de détention serbes, contrôlés par les organisations paramilitaires. Le signal de la campagne, selon des

témoins, a été donné après des déclarations à la télévision locale de responsables serbes, affirmant qu'il y avait à Banja-Luka « place pour 1000 Musulmans et Croates loyaux », alors que leur nombre en ville se montait avant la guerre à quelque 60 000. « Tous les départs sont volontaires », a affirmé à l'AFP M. Radislav Vukic, président du Parti démocratique serbe de la région, tandis que le dirigeant des

3 000 Musulmans auraient été tués dans des camps serbes. Selon le New York Times, du samedi 26 septembre, les États-Unis possèdent des informations sûres sur le meurtre de près de trois mille Musulmans tués, en mai et juin derniers, dans des camps de détention serbes près de Beograd, à 120 kilomè-

tres au nord de Sarajevo. Le journal, qui cite de hauts responsables du gouvernement américain, écrit que les forces serbes ont tué, par groupes de cinquante, des hommes, femmes et enfants musulmans après avoir occupé la ville. Les corps des victimes étaient évacués secrètement la nuit. (AFP)

tres au nord de Sarajevo. Le journal, qui cite de hauts responsables du gouvernement américain, écrit que les forces serbes ont tué, par groupes de cinquante, des hommes, femmes et enfants musulmans après avoir occupé la ville. Les corps des victimes étaient évacués secrètement la nuit. (AFP)

RUSSIE : conséquence du conflit en Abkhazie

Manifestations contre Moscou dans le nord du Caucase

Le sud de la Fédération de Russie - le Caucase du nord - était gagné, samedi 28 septembre, par l'agitation antirussse, à la suite de l'arrestation, sur ordre de Moscou, du président de la « Confédération des peuples montagnards du Caucase, solidaires de leurs parents ethniques, les Abkhazes, contre les Géorgiens. Dans le Haut-Karabakh en revanche, un nouveau cessez-le-feu devait intervenir samedi.

MOSCOU

Un nouveau foyer d'agitation s'est allumé dans le Caucase, menaçant cette fois-ci l'intégrité de la Fédération de Russie, dont font partie les Républiques du nord du Caucase : à Nalchik, capitale de la Kabardino-Balkarie - une ville de 250 000 habitants dont la moitié au moins sont russes - quelques milliers de Kabardins manifestent depuis mercredi 23 septembre pour exiger la libération d'un de leurs dirigeants, arrêté sur ordre du parquet de Moscou, M. Moussa Chambov. Il s'agit du président de la « Confédération des peuples montagnards du Caucase » du Nord, une organisation non reconnue par Moscou créée en 1990 et regroupant les activistes d'une quinzaine de peuples qui rêvent, eux aussi, d'indépendance, à la suite des Tchétchènes qui ont imposé de fait la leur et jouent un rôle moteur dans la Confédération.

Les Kabardins, comme les Tchétchènes et les Adygués, sont de la même famille ethnique que les Abkhazes. Lorsque les troupes géorgiennes ont commencé, à la mi-août, à soumettre brutalement la rébellion de leur petite minorité abkhaze, des manifestations de soutien dans les villes du nord du Caucase ont abouti à l'envoi, à l'initiative de la Confédération, de volontaires armés en Abkhazie, malgré l'opposition des dirigeants locaux, des apparatchiks plus ou moins convertis. Ces derniers ont participé à Moscou aux négocia-

tions qui ont abouti, le 3 septembre, à l'accord de cessez-le-feu entre Géorgiens et Abkhazes sous l'égide de la Russie.

Mais le cessez-le-feu n'est toujours pas respecté, alors que les dirigeants des Républiques du Caucase du Nord affirment que les volontaires ont été rappelés et ont réellement quitté l'Abkhazie, laissant leurs armes au sud d'une frontière où des troupes russes ont été déployées. Dans ces conditions, l'arrestation de M. Chambov, accusé d'« incitation à la haine ethnique », n'a pu que jeter de l'huile sur le feu et paraît d'autant moins compréhensible que au même moment, Moscou recevait le vice-président de la Confédération, un dirigeant tchétchène, pour reprendre langue avec cette « République rebelle » boycottée depuis des mois.

La Russie de Boris Eltsine manifeste en tout cas un nouvel activisme dans le Caucase où, depuis des années, elle semblait continuellement perdre ses positions. Mais sa « médiation » en Abkhazie tourne de plus en plus au soutien à la Géorgie d'Edouard Chevardnadze, qui a clairement déclaré, vendredi à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, qu'il souhaitait le maintien des troupes russes sur son territoire jusqu'à la formation d'une armée géorgienne.

Les desseins caucasiens de M. Eltsine semblent se manifester aussi dans le Haut-Karabakh : l'accord de cessez-le-feu signé « en secret » il y a une semaine à Sotchi, sur la mer Noire, par les ministres de la défense d'Arménie et d'Azerbaïdjan en présence du ministre de la défense de Russie pourait être moins abstrait que les précédents. En effet, un représentant arménien du Haut-Karabakh s'est joint vendredi, pour la première fois, à des négociations ouvertes à Moscou. Et alors qu'à Bakou comme à Erevan on annonçait un ordre de cessez-le-feu pour vendredi à minuit, le commandant en chef des forces de la CEI, le maréchal Tchapochnikov, déclarait que c'était là une dernière chance, avant l'appel aux forces d'intervention de la CEI, voire de l'ONU.

SOPHIE SHIHAB

La visite en France du président du Kazakhstan

Un entretien avec M. Nazarbaev

Suite de la première page

« Mais c'est aussi celui de la CEI, donc le vôtre... »

« Les questions de nature à modifier l'accord d'Alma-Ata [constitutif de la CEI - NDLR] sur le fond doivent être réglées par l'ensemble des signataires. Cela dit, les problèmes qui préoccupent la communauté internationale ne proviennent pas du Kazakhstan ; le Kazakhstan est partisan de la réduction des armements et a signé tous les accords en ce sens. C'est bien involontairement que le Kazakhstan est devenu un Etat nucléaire, personne ne nous a demandé notre avis... A présent, nous voulons devenir un Etat dénucléarisé. Donc, dans une période de sept ans, nous allons, conformément aux accords START, procéder à la réduction des armements stratégiques. Nous avons en outre signé avec la Russie un accord de défense collective, en vertu duquel les parties décident elles-mêmes où elles vont déployer leurs armements, et sur quel territoire. La Biélorussie a décidé de transférer ses forces nucléaires sous juridiction russe, c'est son droit. Si l'Ukraine - et je respecte le processus qui l'y ont conduit, ce n'est pas simple - décide de prendre sous son contrôle toutes les armes nucléaires qui se trouvent sur son territoire, alors elle doit déclarer si elle est une puissance nucléaire ou non. Pour autant que je sache, l'Ukraine a signé l'accord de Washington, elle a signé l'accord de Lisbonne... qui prévoient d'en faire un pays dénucléarisé. Maintenant, si la communauté internationale veut connaître les intentions de l'Ukraine, qu'elle lui demande ! Nous, le Kazakhstan, nous restons membres des forces armées unifiées, il me semble que cela est clair. »

« Comment entendez-vous résoudre la question de la répartition de la dette de l'ex-URSS ? » - Des quotas ont été déterminés au sein de la CEI pour chaque République. Le Kazakhstan va acquitter de sa part de la dette de façon indépendante (1). Tous les États de la CEI vivent actuellement des temps difficiles, mais la Russie tout particulièrement. Et la situation de tous ces États dépendra dans une large mesure de la manière dont la Russie parviendra à mettre en œuvre ses réformes économiques. Il faut donc que les États occidentaux aident en priorité la Russie à réchelonner sa dette. Car si la Russie ne peut pas payer, et elle ne peut pas payer - c'est la faillite pour tout le monde, y compris pour les créanciers. »

« Pensez-vous que la CEI puisse survivre ? Ne risque-t-elle pas de se limiter à la Russie et aux Républiques d'Asie centrale ? »

« Je suis convaincu que tous ces peuples de l'ex-URSS, qui ont des affinités, finiront par constituer une communauté normale, avec des relations politiques et économiques normales. Personnellement je ne souhaite pas une division entre pays slaves et pays asiatiques, c'est pour cela que je prône l'intégration de tous. »

« Quand la société Elf-Aquitaine pourra-t-elle commencer à travailler au Kazakhstan ? » - Nous avons signé avec Elf un contrat portant sur la prospection d'un gisement extrêmement prometteur et sur la production de pétrole. Nous élaborons actuellement les détails de cet accord et Elf commencera la prospection l'année prochaine. Ce pétrole sera acheminé par les voies traditionnelles, c'est-à-dire par les oléoducs qui passent par l'ex-URSS, d'autant plus que actuellement, la production de pétrole ayant baissé, la capacité de transport est plus grande. Nous sommes en train de construire un oléoduc qui aboutira à Novorossiisk sur la mer Noire : nous aurons ainsi deux voies d'acheminement du pétrole. Le Sultanat d'Oman est également inté-

ressé par le prolongement de l'oléoduc vers le sud, pour créer un débouché sur le golfe Persique, mais cette question est encore à l'étude.

« La communauté russe constitue 40 % de la population du Kazakhstan. Craignez-vous les répercussions des conflits ethniques qui ont éclaté un peu partout dans l'ex-URSS ? »

« Nous n'avons pas seulement des Russes, mais des Allemands, des Ukrainiens, etc. C'est pour cela que nous menons une politique de traitement égal pour tous, et c'est ce qui nous assure une stabilité politique. »

« Vous seriez donc la seule ex-République soviétique épargnée par les tensions ethniques ? »

« Oui, et je touche du bois ! »

« La situation au Tadjikistan vous inquiète-t-elle ? »

« C'est une question extrêmement grave. Le Tadjikistan est un pays d'Asie centrale, donc proche de nous. La position qu'occupe le parti islamiste là-bas est à l'origine des troubles, qui ont évolué en une guerre entre les provinces. Les partis islamistes et les États-tiers ont joué un rôle funeste au Tadjikistan. Tout cela peut dégénérer en un très grand malheur pour toute la région. La Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan ont uni leurs forces pour fermer la frontière d'Afghanistan, par laquelle arrivent les armes au Tadjikistan ; nous disposons en effet d'informations selon lesquelles, sous couvert d'aide humanitaire, on livre par voie aérienne des armes aux belligérants. Il faut fermer cette route des armes. Tout État tiers, quel qu'il soit, qui encouragerait la livraison d'armes aux belligérants provoquerait l'incompréhension et l'inimitié du Kazakhstan et de l'Asie centrale. Le Kazakhstan et toutes les Républiques d'Asie centrale doivent tout faire pour stabiliser la situation dans ce pays. »

Propos recueillis par SYLVIE KAUFFMANN

(1) La Russie a récemment suggéré de prendre en charge toute la dette de l'ex-URSS en échange de ses avoirs en Occident.

Paris et Alma-Ata ont signé un accord de protection des investissements

Le président du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazarbaev, a conclu vendredi 25 septembre avec la France un accord de protection des investissements. Mercredi, à l'Élysée, il avait signé le texte de la Charte de Paris de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) ainsi qu'un traité d'amitié, d'entente et de coopération franco-kazakh. Aucune ligne de crédit n'a en revanche été déblocuée en sa faveur. Les autorités françaises paraissent réticentes à en accorder au Kazakhstan tant que la question du partage de la dette de l'ex-URSS n'aura pas été réglée, et tant qu'Alma-Ata n'aura pas totalement clarifié sa position au sujet des armes nucléaires déployées sur son territoire.

De vastes réserves pétrolières

Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a ainsi fait part à M. Nazarbaev de la volonté française de voir le Kazakhstan signer au plus vite le traité de non-prolifération des armes nucléaires, en tant qu'État non détenteur de tels armements. En outre, le Kazakhstan fait preuve d'une grande prudence en matière de relations économiques extérieures, pris entre la volonté d'affirmer sa nouvelle indépendance et celle de ménager les sentiments de son importante population d'origine russe (40 % des 17 millions d'habitants de l'État).

Néanmoins, Paris, comme la plupart des capitales occidentales, souhaite maintenir des contacts étroits avec le Kazakhstan, qui produit actuellement 27 millions de tonnes de pétrole et possède de vastes réserves de brut ainsi que de matières premières.

Elf-Aquitaine a obtenu l'an dernier un contrat d'exploration et de production.

PROCHE-ORIENT

Un entretien avec le chef de l'OLP

M. Arafat redoute un accord séparé entre Israël et la Syrie

L'amélioration du dialogue israélo-syrien lors de la sixième session des négociations de paix qui vient de s'achever à Washington inquiète l'OLP. La centrale palestinienne redoute de faire les frais d'une paix séparée, alors que les discussions qu'elle a engagées avec Israël ne semblent guère progresser. M. Yasser Arafat a exprimé ces appréhensions dans l'entretien qu'il a accordé au Monde ainsi qu'à trois autres journaux français, jeudi 24 septembre, à Tunis, après avoir reçu une délégation du Cercle des socialistes de culture musulmane.

TUNIS

de notre envoyé spécial

« Voulez-vous la paix ou la capitulation ? » Cette interpellation résume le dépit du chef de l'OLP, après la clôture de la nouvelle série de négociations bilatérales israélo-arabes. A son avis, ces pourparlers « ont abouti à une impasse » parce qu'Israël est « le seul Etat au monde, créé par une décision de l'ONU, qui ne respecte pas les décisions de l'ONU », en l'occurrence « la résolution 242, applicable aux Palestiniens ». Les Israéliens refusent d'admettre que la Cisjordanie et Gaza sont des territoires occupés, insiste-t-il. Il reproche aux Occidentaux de « regarder ça de loin » alors qu'est bafoué, selon lui, le principe de base des discussions en cours : « la paix contre la terre ».

M. Arafat renvoie dos à dos M. Itzhak Rabin et son prédécesseur. Il s'empare contre la décision du premier ministre israélien de reporter la réforme - annoncée avant les récentes élections législatives - de la loi antiterroriste qui punit de prison tout citoyen ayant des contacts avec l'OLP. « Un dirigeant qui trahit ainsi son peuple, peut-il être honnête avec nous ? » lance M. Arafat.

Le précédent de Camp David

« Maintenant, M. Rabin envisage de faire la paix avec les Syriens, lui qui avait basé sa campagne électorale sur la promesse de faire la paix avec les Arabes, et en particulier avec les Palestiniens, déclare le chef de l'OLP. Une telle attitude peut-elle amener la paix ? Carter, Sadate et Begin ont fait Camp David. Est-ce que ça a apporté la paix dans la région ? Et que sont devenus depuis les droits politiques et nationaux du peuple palestinien ? Et ils vont répéter Camp David ! » M. Arafat s'exclame alors : « Nous ne sommes pas les Indiens d'Amérique. Nous sommes sept millions de Palestiniens. On ne peut pas nous

exterminer ». Pourtant, Palestiniens et Israéliens continuent de négocier un statut provisoire d'autonomie pour la Cisjordanie et Gaza. « C'est vrai, admet-il, jusqu'à présent, la décision de la direction palestinienne est que les négociations continuent. Début octobre, le conseil central palestinien sera appelé à débattre de la situation ». M. Arafat se dit « très fier » de ses négociateurs. « Ils ont très bien représenté la Palestine. D'ailleurs, ils déclarent tous appartenir clairement à la délégation de l'OLP, précise-t-il. Pendant la dernière session, ils sont venus, à trois reprises, me faire rapport et prendre des directives auprès de moi. J'ai une ligne directe pour pouvoir m'entretenir avec eux à n'importe quel moment ».

Les « islamistes fanatiques »

« J'accepte pour le territoire palestinien ce que les Israéliens proposent pour le territoire syrien, insiste le chef de l'OLP. Car pourquoi appliquerait-on la résolution 242 au Golan et pas aux territoires occupés ? Rabin vient de le dire à ses compatriotes : « N'oubliez pas que les Arabes vont donner la paix en échange de rien. Ils vont donner la paix contre la terre. C'est clair ».

Croît-il possible d'aboutir sur la question du statut des territoires occupés d'ici au 1^{er} novembre, comme cela était prévu au départ ? « Ce point est de la responsabilité des pays européens et du Conseil de sécurité de l'ONU », répond M. Arafat, qui rend évidemment le camp adverse responsable du blocage des négociations. « Les Israéliens ont plusieurs pistes de négociations, syrienne, jordanienne, libanaise. Ils ne veulent pas poursuivre la piste palestinienne, explique-t-il. Ils tentent de provoquer des fissures au sein des délégations arabes. Mais il n'y aura ni paix, ni stabilité, ni sécurité, ni solution négociée - tant que règne cette confusion ».

A l'adresse des pays occidentaux, le chef de l'OLP désigne les islamistes palestiniens, opposés aux pourparlers de paix, comme de nouveaux trublions au Proche-Orient. « Les groupes islamistes fanatiques sont financés par les pays du Golfe et à présent par les Français, déclare-t-il. Si la paix ne se fait pas, ils auront un prétexte pour se multiplier non seulement en Palestine, mais dans tous les pays arabes. Ce serait alors le chaos total dans la région ! La Communauté européenne pourrait-elle constituer un modèle d'organisation pour un Proche-Orient pacifié ? Pour le chef de l'OLP, « tout dépend si Israël veut être à l'avant-garde [d'une] future fédération ou en être exclu ».

Propos recueillis par PHILIPPE BERNARD

□ L'Irak est condamné pour son refus de démanteler son arsenal nucléaire. — La Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a « vigoureusement condamné » l'Irak, vendredi 25 septembre, à Vienne, pour son manque de coopération dans la neutralisation et la destruction de son programme nucléaire militaire clandestin. Dans une résolution adoptée par 67 voix pour, une contre (l'Irak) et 11 abstentions, la plus haute instance de l'AIEA a « exigé » que Bagdad se conforme « immédiatement et pleinement » à toutes les obligations résultant de son accord avec l'agence et présente une déclaration complète sur son programme nucléaire. — (AFP)

EN BREF

□ ALGÉRIE : assassinat de deux gendarmes. — Deux gendarmes en permission, qui appartenaient à la brigade de Baraki, située dans la banlieue est d'Alger, ont été tués, jeudi 24 septembre, par des inconnus armés de fusils-mitrailleurs. Douze gendarmes ont été assassinés depuis le début du mois de septembre. — (AFP)

□ CAMEROUN : huit candidats à l'élection présidentielle. — Sept dirigeants de l'opposition ont déposé leur candidature à l'élection présidentielle du 11 octobre contre l'actuel chef de l'Etat, M. Paul Biya, a annoncé, vendredi 25 septembre, le ministre de l'Administration territoriale à Yaoundé. Les observateurs estiment que seuls MM. Bello Bouba Maigari (Union nationale pour le progrès et la démocratie) et

John Fru Ndi (Front social démocratique) sont en mesure d'inquiéter le président en exercice. D'autre part, selon l'association Reporters sans frontières, la police camerounaise a saisi, le 22 septembre, les 30 000 exemplaires du numéro 4 de l'hebdomadaire indépendant l'Expression. Cette saisie fait suite à la suspension, en juillet, de Galaxie, et du Messager, début septembre. — (AFP)

□ ETATS-UNIS : le maire de Los Angeles prend sa retraite. — M. Tom Bradley, le premier maire noir d'une grande ville américaine, a annoncé, jeudi 24 septembre, qu'il ne briguerait pas, à soixante-quatorze ans, un sixième mandat, après avoir passé près de vingt années à la tête de la deuxième ville des Etats-Unis.

Sous la gouvernance de cet ancien policier, fils de paysan, Los Angeles aura connu ses jours les plus brillants lors des Jeux olympiques de 1984 et ses moments les plus sombres durant les émeutes du printemps dernier. Les élections municipales auront lieu en juin 1993. — (AFP, Reuters)

□ « Magic » Johnson démissionne de la commission nationale sur le sida. — La vedette du basket-ball américain, Earvin « Magic » Johnson, a adressé à la Maison Blanche, vendredi 25 septembre, sa lettre de démission de la commission nationale sur le sida, où il avait été nommé en janvier. Il reproche au président Bush de ne pas s'engager plus activement dans la lutte contre cette maladie. « Je ne peux pas, en toute conscience, continuer à ser-

vir dans cette commission, dont les importants travaux sont complètement ignorés par votre administration », écrit le héros de « l'équipe de rêve », qui a décroché la médaille d'or aux Jeux olympiques de Barcelone. Il avait révélé en novembre être porteur du virus du sida. — (AFP, Reuters)

□ ITALIE : nouvelles manifestations contre l'austérité. — Environ soixante mille personnes, pour la plupart des employés de Fiat, ont manifesté, vendredi 25 septembre, dans les rues de Turin pour protester contre les mesures d'austérité prises récemment par le gouvernement italien. Cette manifestation, qui a donné lieu à quelques échauffourées avec la police, entre dans le cadre d'une vague d'actions organisées par les grandes centrales syn-

dicales italiennes en réaction contre l'annonce de hausses d'impôts et de réductions des dépenses sociales. Florence, Ancone, Gênes, Naples et Milan avaient également été, au cours de la semaine, le théâtre de manifestations. Une grève générale des services publics est prévue le 2 octobre. — (AP)

□ GRANDE-BRETAGNE : M. Peter Brooke remplace M. David Melfor au ministère du patrimoine. — M. Peter Brooke, ancien ministre chargé de l'Irlande du Nord, a été nommé, vendredi 25 septembre, ministre du patrimoine, en remplacement de M. David Melfor, qui a démissionné après plusieurs scandales touchant à sa vie privée (le Monde du 26 septembre). M. Brooke, cin-

quante-huit ans, représentant de la vieille école conservatrice, mais politiquement modéré, appartenait au gouvernement précédent de M. John Major. Son remplacement, après les élections d'avril, par Sir Patrick Mayhew avait alors semblé marquer la fin de sa carrière politique. — (AFP)

□ MAROC : report de la visite de M. Delors. — La visite que M. Jacques Delors, président de la Commission des communautés européennes, devait faire au Maroc, les 16 et 17 octobre, a été reportée sine die. Ce report est dû à la réunion, le 16 octobre, à Birmingham, d'un sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des douze pays de la CEE. — (AFP)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : avant sa rencontre avec M. Mandela

M. De Klerk s'est engagé à organiser des élections pour « tous » d'ici deux ans

Le président Frederik De Klerk s'est engagé, dans un entretien accordé au Figaro, publié samedi 26 septembre, à organiser, avant la fin de son mandat, des élections dans lesquelles « tous les Sud-Africains pourront voter ». « Mon mandat s'achève dans deux ans (...) et avant que ces deux années ne s'achèvent, je m'engage à organiser des élections dans lesquelles tous - je dis bien, tous - les Sud-Africains pourront voter », a-t-il affirmé.

Le président sud-africain a cependant indiqué qu'« avant d'en venir là il nous faut négocier une nouvelle

Constitution transitoire », ce qui est la « priorité absolue ». Se prononçant pour une Constitution « qui tienne compte de la diversité de notre société », il a estimé qu'une « délégation de pouvoirs à des gouvernements régionaux forte correspond à une solution de bon sens pour l'Afrique du Sud », tout en admettant que « l'ANC n'accepte pas encore cette idée ».

L'annonce d'une rencontre au sommet entre le président et le chef de file de l'ANC, M. Nelson Mandela, qui devaient se retrouver samedi matin à Pretoria, a suscité vendredi un espoir de relance du

processus de paix, après plus de trois mois de blocage. Après deux semaines de négociations serrées, le gouvernement et le Congrès national africain ont en effet réussi à lever les derniers obstacles à cette rencontre, qui devait être consacrée aux moyens d'enrayer les violences.

Le secrétaire général de l'ANC, M. Cyril Ramaphosa, a déclaré qu'une « percée significative » avait été réalisée, le gouvernement ayant annoncé la libération de cent cinquante prisonniers politiques d'ici le 15 novembre. « La libération de ces prisonniers, ainsi que l'engagement du

gouvernement d'aborder le problème du port d'armes dangereuses lors des manifestations publiques et le contrôle des foyers pour travailleurs migrants, constituent aux yeux de l'ANC de bonnes bases pour la rencontre de samedi », a déclaré M. Ramaphosa.

L'amnistie des prisonniers militaires du mouvement noir est d'autant plus significative que le gouvernement a renoncé à une amnistie générale, dont aurait bénéficié des fonctionnaires ayant commis des « crimes graves ». — (AFP, Reuters)

LOIN DES CAPITALES

Quand Médéa accueille en héros ses « barbus »...

MÉDÉA

de notre envoyé spécial

QU'ON ne s'y trompe pas : Farouk Hamdine n'est pas là pour distribuer de la semoule aux familles nécessiteuses de la ville. Tout nouveau président de la Délégation exécutive, chargé d'assurer la continuité jusqu'au prochain rendez-vous électoral, après la dissolution de l'assemblée populaire communale (APC) aux mains du Front islamique du salut (FIS), cet entrepreneur de travaux publics, médéen de pure souche, a des idées et un programme.

Ne s'est-il pas promis de mettre, avant la fin de l'année, une cinquantaine de logements à la disposition des enseignants, d'ouvrir une soixantaine de classes, de construire quelques toilettes publiques ? Déjà, à l'occasion de la fête du Mouhoul, cet homme pressé a organisé, coupe à l'appui, un tournoi de football entre les trente-quatre quartiers de « sa » ville. « C'est une course contre le montre que l'on doit mener, insiste-t-il, car le temps ne travaille pas pour nous ».

Médéa la montagnarde, joliment plantée au milieu de vergers et de vignobles, à une centaine de kilomètres au sud de la capitale, n'est pas mieux lotie que les autres villes algériennes. Ici comme ailleurs, ses habitants - près de cent mille - réclament un toit et un emploi. D'une pierre, deux coups : Farouk Hamdine entend les enseignants en relançant le secteur du bâtiment. A l'en croire, des investisseurs étrangers s'intéresseraient à ses projets auxquels il ne désespère pas d'associer certains pieds-noirs qui vivaient il y a vingt ans, avant l'indépendance, « les anciens d'au-delà de la mer ». Il compte surtout sur l'Etat - qui l'a mis en selle - pour lui donner les moyens de ses ambitions. Sinon, il tirera sa révérence.

Les « barbus » du modernisme

Il ne dépeint probablement pas la « bonne société » de cette cité plus que millénaire, conservatrice en diable, qui, malgré l'afflux de nouveaux habitants, tient encore le haut du pavé, de voir ce maître ad interim modifier ses ardeurs, voire même échouer dans ses entreprises. Ici, en effet, on vit replié sur soi-même, sur la défensive, méfiant à l'encontre de tout ce qui pourrait bousculer un tantinet l'ordre des choses. « On a du mal à s'entendre avec des gens trop civilisés et un peu libéraux », avoue un professeur d'histoire.

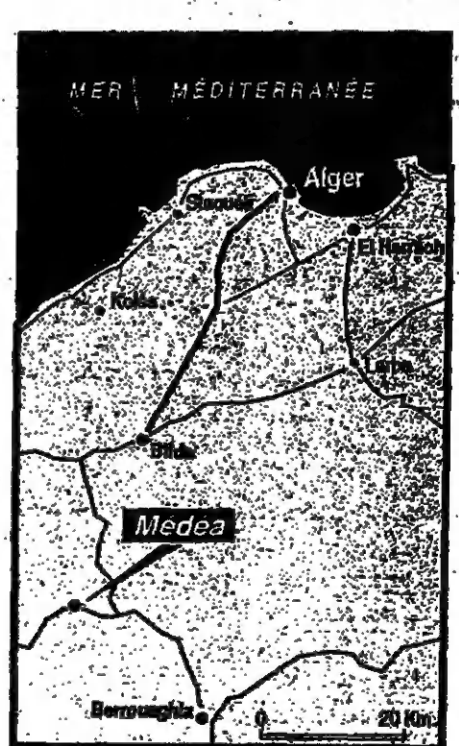
Presque par anachronisme, les Médéens ont le bosse du petit commerce, le goût de l'argent facile, le souci de leur intérêt bien compris. C'est dire que le marché noir, notamment alimenté par des filières marocaines, semble encore avoir de beaux jours devant lui. « Celui qui se risquerait à vouloir supprimer le tabac, s'y exposerait les dents », avertissent les gens du cru qui, au demeurant, ne trouvent pas mieux à faire pour joindre les deux bouts.

Si les Médéens hâtent sans relâche les ateliers de fabrication de chaussures, ils ont, en revanche, toujours baillé dur pour élargir de grands projets de développement économique qui auraient chanté avec eux des flots d'étrangers aux mœurs bizarres. Ainsi ont-ils « déchanté » une fondation vers Berroughia, à une

vingtaine de kilomètres de chez eux, et n'ont-ils toléré l'installation d'un « complexe antituberculeux » qu'à bonne distance de leur ville.

Bien difficile, pourtant, de colmater toutes les brèches ouvertes par les agressions de la vie moderne. Médéa la prude s'accroche, comme d'un péché mignon, de l'antenne « paradiabolique » qui lui permet de capter des émissions étrangères d'une moralité douteuse au regard de la loi islamique. La cité est au régime sec depuis la fin des années 80, mais ceux qui sont en manque de boissons alcoolisées descendent en descendant l'incognito à Blida. La drogue circule sous le manteau : « Ici, on consomme hard », assure un habitant. La poigne délinquante gagne du terrain, jusqu'à l'intérieur même des mosquées : « Il est hasardeux d'aller prier avec des sandales neuves aux pieds et des dinars en poche », soulignent un autochtone.

Comme s'ils cherchaient à faire oublier ces « bavures », les Médéens, très attachés à la langue arabe - la langue du Coran - se sont jetés, à cœur perdu, dans la défense de la cause



islamique. Avec d'autant plus d'acharnement qu'ils reprochent aux « ennemis du FIS » de leur avoir forcé le main, de les avoir poussés à la faim.

Cette ville qui se refuse encore à appliquer le principe de la mixité dans les établissements scolaires et dans les rues de laquelle les femmes sont rares à se hasarder, même voilées - sauf pour se rendre au bain maure ou à la mosquée - avait suivi, unanimement, en juin 1991, l'appel à la grève générale lancé par le FIS. Avec un égal enthousiasme, le 26 décembre dernier,

lors du premier tour des élections législatives, elle avait apporté ses suffrages au candidat du « parti de Dieu ». Au point que d'aucuns la voyaient bientôt promue au rang de cité sainte...

Les Médéens se sont longtemps nourris des prêches enflammés de certains imams de retour d'Arabie saoudite. Les librairies de la ville continuent de leur proposer, sur cassette, des sermons d'intégristes égyptiens et, sur papier, des ouvrages d'apologues islamiques, anti-modernistes à souhait. Retour de bâton : quelques trois cents « écrivains » du cru - ou considérés comme tels - ont été expédiés au Sahara pour se changer les idées dans des « centres de séjour » ouverts à leur intention. Une trentaine y seraient encore détenus. Les autres sont, aujourd'hui, rentrés chez eux, accueillis en héros.

« Usurpateurs et vrais élus »

Assigné à résidence à Médéa, Ali, qui a séjourné au désert quatre bons mois, juge, après coup, cette expérience « très bénéfique ». Certes, reconnaît ce militant du FIS, d'origine, les soins et la nourriture laissaient à désirer. Mais, ajoute-t-il en souriant avec malice, « nous n'avons jamais eu l'impression d'être en prison. Répondre ne nous dérangeait. On s'en fait du bon travail ».

Il n'y avait pas de temps mort pendant la journée, raconte Ali. Le sport se pratiquait après 17 heures. On a pu consolider ses connaissances sur l'islam et échanger nos expériences. Maintenant, on va rester en contact. Il lui dit avoir obtenu « beaucoup d'intellectuels » dans ce camp où près de trois mille suspects furent un temps rassemblés, se félicité d'avoir désormais des amis partout en Algérie : « Ils me raccompagneront et je n'aurai plus à descendre à l'hôtel... »

L'esprit serein, fortifié dans ses convictions islamiques après cette retraite au désert, Ali a aujourd'hui repris « sans problème » son poste de fonctionnaire à Médéa. Le doute ne l'effleure même plus. La cause est entendue : le FIS tient la victoire presque à portée de main, car, explique-t-il, « nous sommes dans le peuple et nous vivons avec lui ».

Ali et les siens - qui se disent, malgré tout, ouverts au dialogue - sont-ils prêts à faire cause commune avec Farouk Hamdine pour l'aider à sortir Médéa de sa torpeur ? « Mon équipe et moi-même sommes totalement apolitiques », clame le président de la Délégation exécutive, qui se défend d'être « un agent de l'Etat » et appelle à « l'honneur » des islamistes pour lui « donner un coup de main ».

Cette main tendue, bien peu d'intégristes semblent, a priori, enclins à la saisir. « Il ne faudrait quand même pas croire que ces nouveaux élus choisis par le pouvoir ont pris la place de vrais élus, qu'ils sont tout bonnement des usurpateurs », grogne un sympathisant du FIS.

Fin de non-recevoir ? En dernier ressort, les Médéens trancheront. Une fois encore, ne seront-ils pas tentés d'aller vers le moins offrant, celui qui, en tout cas, leur parlera le langage d'un conservatisme bon teint aux couleurs de l'islam ?

JACQUES DE BARRIN

ASIE

M. Rao ce surprenant brahmane

Suite de la première page

De fait, vieillissant, malade à ses débuts, M. Rao, n'aurait, semble-t-il, jamais été bien porté. Chef d'un gouvernement minoritaire, il a réussi à diviser l'opposition socialiste du Janata Dal, à museler ses puissants rivaux du Parti du peuple hindou (BPP, nationaliste), et à se rallier différentes formations régionales. Résultat : le mois dernier, il est parvenu à obtenir la majorité parlementaire. Leader désormais incontestable, sinon incontesté, du Congrès, il a su imposer son style, sa vision et son leadership à ses adversaires. Loin d'imaginer que cet homme discret, presque effacé, finirait par se prendre au jeu, ceux-ci sont à présent obligés de s'incliner devant la maîtrise du premier ministre.

Paradoxe M. Rao ! Disciple d'Indira Gandhi, élevé dans le sillage d'une dynastie républicaine qui a marqué de son sceau le destin de l'Inde indépendante, il est le premier chef du Congrès à prouver que son pays peut se passer de « la famille ». L'homme qui, naguère, rappelait d'une voix altérée par l'émotion sa « longue association » avec les Gandhi s'emploie aujourd'hui à liquider le socialisme à la Nehru, en conduisant, prudemment, le pays vers l'économie de marché.

Qu'ajouter au portrait de ce spécialiste du sanscrit qui se pique d'informaticien, de ce linguiste distingué qui, outre quatre langues indiennes, connaît l'espagnol, le persan et l'arabe, de cet homme qui se promène chaque matin dans son jardin en écoutant Beethoven sur son Walkman, de cet hindou fier d'astrologie et écoutant les conseils de ses gourous mais qui promet aussi de conduire son pays sur les « chemins du vingt et unième siècle » dont avait rêvé - en vain - feu le modeste Rajiv Gandhi ? Que dire encore de ce brahmane, issu d'une famille de grands propriétaires terriens, qui, après sa nomination au poste de chef ministre (premier ministre) de son Etat natal, l'Andhra Pradesh, décida, au début des années 70, de se séparer d'une partie de ses terres pour respecter la réforme agraire ?

Un garant de stabilité

Certes, Narasimha Rao ne possède rien du charisme d'un Nehru. Il n'entretient non plus aucune relation personnelle avec les foules qui vibrent jadis pour Indira. Le visage austère et un peu ingrat, la tige boudoise, M. Rao trahit sur un Rajiv dont le physique de jeune premier et l'aura moderne avaient soulevé tant d'espoirs. Mais la clé de son succès réside peut-être, précisément, en ce qu'il ressemble si peu aux Gandhi, héritiers d'une élite anglicisée que leur éducation avait peu à peu coupé des masses et de la réalité de l'Inde éternelle. C'est son image d'hindou traditionnel et sa réputation de politicien sage qui expliquent sa popularité.

Son succès, Narasimha Rao le doit aussi au fait d'être arrivé au bon moment. Certaines de ses décisions ont sans doute été courageuses, voire

historiques, mais il est vrai qu'il n'a guère eu le choix. Il a hérité d'un pays au bord de la faillite, d'une nation meurtrie par ses divisions et ensanglantée par les assauts des séparatistes. On se demande, alors, si l'Inde n'est pas près d'échouer. Le nouveau chef du gouvernement dispose pourtant d'un avantage : les deux années de gouvernement minoritaire du parti socialiste Janata se sont soldées par un échec, et les Indiens perçoivent à nouveau le Congrès comme garant de la stabilité.

Durant les quinze premiers mois de pouvoir de M. Rao, la situation d'un Pendjab aux prises avec la violence des indépendantistes sikhs ne s'est pourtant guère améliorée, en dépit de l'organisation d'élections locales et de récents succès policiers.

Quant au Cachemire, où les séparatistes musulmans bénéficient d'un soutien impressionnant dans la population, il s'enfonçait chaque jour un peu plus dans la guerre civile, et aucune solution ne semble en vue.

C'est donc, ailleurs, sur les terrains de l'économie et de la politique intérieure que M. Rao a changé le climat. Ce changement se manifeste en particulier dans sa volonté d'en finir avec le culte de la personnalité. Au gouvernement, Narasimha Rao tend à déléguer aux ministres plus de pouvoir que ses prédécesseurs. Au sein d'un Congrès où, sous Indira, puis sous Rajiv, aucun débat interne n'était plus toléré, la discussion a repris.

Tout au long de l'année, M. Rao a bataillé ferme pour faire passer ses réformes économiques auprès de militants réticents à épouser les valeurs du capitalisme. « Il contrôle bien mieux le Congrès que Rajiv mais, en même temps, on n'a jamais vu s'exprimer aussi ouvertement ceux qui sont en désaccord avec leur président », résume Ajay Bose, journaliste au quotidien *The Pioneer*.

Certains, pourtant, commencent à noter - un peu tard - que l'énergie déployée par M. Rao pour prévenir tout affrontement et promouvoir une image consensuelle relève peut-être plus de la subtilité d'un manœuvrier que de la ferme volonté d'un « démocrate ». Certains congressistes ont même l'impression d'avoir été roués dans la farine : « Il fait semblant de consulter, observe-t-on d'eux, mais quand il s'agit de prendre les décisions il nous met devant le fait accompli ».

■ **SRI LANKA** : vingt morts dans des combats entre soldats et séparatistes. - Au moins dix-huit soldats sri-lankais et deux séparatistes tamouls ont été tués, vendredi 25 septembre, lors d'une attaque contre une place forte de l'armée à l'extrême nord de l'île. Des séparatistes du LTTE (Tigre de libération de l'Eelam tamoul) ont pris d'assaut des positions gouvernementales à Pooneryn. Les Tigres, qui revendiquent la création, dans le nord-est du pays, d'un « Etat indépendant de Colombo, ont tué six cent trente-trois gouvernementaux depuis avril. - (AFP, Reuters.)

■ **PHILIPPINES** : Ferdinand Marcos jugé aux Etats-Unis à titre posthume. - Un jury américain de Honolulu (Hawaï) a reconnu, jeudi 24 septembre, l'ancien dictateur des Philippines Ferdinand Marcos (mort en 1989) responsable des atrocités commises dans son pays durant les quinze années de sa dictature. L'accusé des crimes de guerre (1972-1986), l'ancien des parties civiles, M. Robert Swift, a estimé que plus de 7 000 personnes ont été torturées et 2 500 exécutées, et que 750 autres ont disparu. Les jurés ont estimé que la fortune de Marcos devrait servir à verser des dommages et intérêts à 10 000 plaignants. - (AFP, Reuters, UPI.)

Pour renflouer un Etat en banqueroute, M. Rao a en effet tranché dans le vif, avec l'aide de son ministre des finances, M. Manmohan Singh : peu après son arrivée au pouvoir, il a dévalué la roupie, s'est engagé à s'endetter auprès du FMI - une décision délicate dans un pays fier de son « indépendance ». Il a aussi annoncé un vaste projet de dérégulation et de libéralisation, visant à lancer l'Inde sur les rails de l'économie de marché, relançant la concurrence, notamment par un appel aux investissements étrangers.

Une affection de détachement

Rien n'est encore joué. Les décisions tardent à se traduire dans la réalité. M. Rao a beau avoir les codes franches, il sait que ses promesses devront se traduire, et vite, en résultats tangibles. Un échec servirait l'opposition, tant au sein du Congrès que chez ses adversaires, surtout si les réformes ont un coût social élevé, comme il est probable. Mais les ultra-nationalistes du BPP, la première force d'opposition, à commencer par M. L. K. Advani, chef du groupe parlementaire, ont répété, pendant des mois, qu'il n'existait pas de solution alternative à Narasimha Rao.

Le récent scandale de la Bourse de Bombay, où sont impliqués dans des affaires de délits d'initié et de fraudes des personnalités politiques, des fonctionnaires et même des ministres, a cependant montré une limite du courage de M. Rao. Niant la culpabilité de membres de son gouvernement, il a fait nommer une commission d'enquête mais n'a rien trouvé à redire aux agissements de certains ministres ou de son administration pour inciter policiers et autres à étouffer l'affaire.

Certains lui reprochent également de toujours repousser les échéances brûlantes. Trop prudent M. Rao ? « C'est un manque de la précision, se souvient l'un de ses anciens secrétaires particuliers. Il pèse dix fois le pour et le contre avant d'agir. » Pragmatique, usé, Narasimha Rao donne souvent, il est vrai, l'impression d'être plus préoccupé d'asseoir son autorité et son image que de se confronter à la réalité. Le personnage, estime le rédacteur en chef du *Times of India*, « affecte un détachement brahmanique comme pour montrer qu'il lui serait égal de renoncer au pouvoir ». En cela encore, M. Rao démentirait sa parfaite familiarité avec sa culture : le concept du « renoncement » ne reste-t-il pas l'un des plus appréciés de ses compatriotes indiens ?

BRUNO PHILIP

A TRAVERS LE MONDE

CAMBODGE

M. Boutros-Ghali fait appel à Paris et à Jakarta pour « sortir de l'impasse »

M. Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, a demandé, jeudi 24 septembre, aux ministres des affaires étrangères de France et d'Indonésie, coprésidents de la conférence de Paris sur le Cambodge, d'entreprendre de nouvelles consultations avec les autres signataires de l'accord de paix. Il s'inquiète du refus persistant des Khmers rouges de respecter les étapes du plan de paix des Nations unies, s'agissant en particulier du désarmement des combattants. De sources françaises à l'ONU, on a fait savoir vendredi que Paris souhaiterait qu'une réunion sur ce dossier ait lieu à New-York du 7 au 9 octobre.

M. Boutros-Ghali a indiqué, dans son rapport à l'Assemblée générale, qu'il était grand temps de « sortir de l'impasse actuelle ». Les Khmers rouges refusent toujours l'accès des zones qu'ils contrôlent à l'AFRNUC (Autorité provisoire de l'ONU). Ils n'ont encore remis aucune de leurs armes, alors que les trois autres factions en ont déjà rendu quelque 50 000. Le secrétaire général a rappelé que des élections devraient avoir lieu en mai prochain, au plus tard, en

dépit d'un scepticisme croissant, à l'ONU, sur ce point. - (AFP, Reuters, UPI.)

CUBA

L'éviction de M. Carlos Aldana confirmée

M. Roberto Robaina, premier secrétaire de l'Union des jeunes communistes, a confirmé, vendredi 25 septembre, que M. Carlos Aldana a été déchargé de ses fonctions de membre du bureau politique du PC cubain, chargé de l'idéologie et de la politique extérieure et de la culture.

M. Robaina, interrogé à Mexico où il était en visite, a précisé que cette éviction avait été votée par le bureau politique, dont il est lui-même membre, parce que le « numéro trois » cubain était octroyé « des privilèges de pouvoir », conduite qui « a affecté son prestige devant le peuple ». M. Robaina a indiqué que d'autres personnes proches de Carlos Aldana seraient aussi limogées pour « graves erreurs personnelles ». - (AFP, UPI.)

VIETNAM

M. Vo Van Kiet est reconduit au poste de premier ministre

Au lendemain de son élection comme président de la République par la nouvelle Assemblée nationale

(le Monde du 25 septembre), le général à la retraite Lê Duc Anh a proposé au poste de premier ministre M. Vo Van Kiet, chef du gouvernement sortant. Le candidat, unique, a recueilli 389 voix, sur les 393 députés présents.

M. Vo Van Kiet, soixante-neuf ans, numéro trois du Parti communiste, est un sudiste qui a œuvré en réformateur pragmatique depuis qu'il est arrivé à son poste il y a un an. Partisan d'approfondir l'économie de marché introduite après 1986, en particulier par l'ouverture aux capitaux étrangers, M. Vo Van Kiet est déjà crédité d'un succès dans la lutte contre l'inflation.

La désignation de M. Vo Van Kiet équilibre celle de M. Lê Duc Anh. Homme à poigne d'une rigueur orthodoxe, numéro deux du PCV après le secrétaire général M. Do Muoi, le nouveau président - que la révision constitutionnelle d'octobre dotera de pouvoirs accrues - doit être le garant de la suprématie maintenue du Parti communiste.

Par ailleurs l'Assemblée a élu vice-présidente de la République M^{me} Nguyen Thi Binh. L'ancienne négociatrice des accords de paix de 1973 avait connu une disgrâce en 1988, après avoir été dix ans ministre de l'éducation. Elle était depuis 1987 présidente de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée. Agée de soixante-cinq ans, elle devient la femme de plus haut rang dans la hiérarchie vietnamienne. - (AFP, AP, Reuters, UPI.)

SORTIE LE 30 SEPTEMBRE
• FESTIVAL DE CANNES 1992 •
• PRIX DU JURY •



UNE VIE INDEPENDANTE



UN FILM DE
VITALI KANEVSKI



Sauvage, fou,
urgent,
cent coudées
au-dessus
du cinéma courant.



BANQUE PARISIENNE

vent par l'academisme (la fin ultime des arts)

POLITIQUE

Dans la perspective d'un prochain remaniement

M. Lalonde exclut toute participation des écologistes au gouvernement

M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, ancien ministre de l'environnement, s'est prononcé, vendredi 25 septembre, pour une « seconde alternance », affirmant que les écologistes, en cas de remaniement ministériel, refuseraient d'entrer au gouvernement.

Se plaçant en situation de « patron » du mouvement écologiste français, M. Brice Lalonde a répondu par avance, vendredi 25 septembre, aux offres de service qui pourraient être faites à quelques-uns de ses amis par le premier ministre, à l'occasion d'un remaniement ministériel qui suivrait les élections sénatoriales. « Génération Ecologie comme les Verts ne veulent pas participer au gouvernement », a affirmé l'ancien ministre de l'environnement. « On peut participer à un gouvernement au début d'une législature, à partir d'un programme, quand il y a un souffle, mais pas dans un gouvernement à bout de souffle. Il faut que ce soit clair : nous ne voulons pas participer à un gouvernement de campagne électorale, nous ne voulons pas faire la campagne des autres ».

« Pendant que le PS mène campagne, je suppose, sur l'environnement, et je m'en frotte, parce que ce bilan est bon, a-t-il ajouté, nous mènerons campagne sur le social, parce que le bilan n'est pas bon. »

Distillé dans le cadre d'une conférence de presse quelque peu solennelle, le message du président de Génération Ecologie s'adresse à trois destinataires. Aux premiers contestataires de « GE », tout d'abord, tels que M. Bernard Fraix, maire (ex-PS) de Grand-Couronne (Seine-Maritime) ou Yves Pietrasanta (MRG), maire de Miez (Hérault), tous deux conseillers régionaux. « Comme nous entendons dire qu'il pourrait y avoir des écologistes dans le prochain gouvernement, nous devons dire que ce serait des écologistes débâchés. S'ils viennent de chez nous, ils se seront mis d'eux-mêmes en dehors de la Génération Ecologie pour mener dans la Génération Fabius », a averti M. Lalonde.

« Une seconde alternance »

A ceux des Verts, ensuite, y compris des partisans du « non » au référendum du 20 septembre dernier, qui reconnaissent avoir été contactés, ces derniers jours, par des intermédiaires se réclamant de M. Pierre Bérégovoy. Au Parti socialiste, enfin, et notamment à son actuel premier secrétaire, auquel l'ancien ministre glisse ce compliment : « Le grand dessein est remplacé par les combines. Il n'y a pas de raison pour que le mouvement écologiste souffre du discrédit du PS et du gouvernement. » Rappelant à sa façon le concept du « ni gauche, ni droite » longtemps porté par M. Antoine Waechter, le président de Génération Ecologie préconise pour son mouvement, comme pour les Verts, une ligne de stricte autonomie. « Nous avons toujours été réservés sur l'alternance gauche-droite, a-t-il rappelé. Celle-ci est mauvaise pour l'écologie, qui doit être autonome. Je ne vois pas en quoi, aujourd'hui, l'opposition à un programme pour l'emploi, le monde rural ou les banlieues. Nous, nous voulons une seconde alternance. »

Goûtant assez peu les contacts au plus haut niveau du mouvement M. Waechter — non seulement avec M. Laurent Fabius, comme l'affirmait encore tout récemment le porte-parole des Verts dans une interview au Figaro, mais aussi avec M. Michel Rocard, —

« Annulation d'une élection cantonale dans les Côtes-d'Armor. Le tribunal administratif de Rennes a décidé, jeudi 24 septembre, d'annuler l'élection cantonale de Matignon (Côtes-d'Armor) à la suite d'un recours déposé par M. Yves Sabouret (UDF), ancien PDG de la Cinq, battu de cinq voix par M. Marie-Reine Tillon (PS). M. Sabouret, maire de Saint-Cast-le-Guildo, estimait que plusieurs bulletins avaient été « déclarés nuls à tort ». Après avoir constaté « certaines anomalies », le tribunal administratif a validé six bulletins, qui étaient, selon lui, « clairement destinés » à M. Sabouret et accordé un suffrage supplémentaire à M. Tillon. Les deux candidats sont ainsi crédités du même nombre de suffrages.

M. Lalonde propose désormais d'accompagner les Verts dans toutes leurs rencontres avec les autres partis.

Fort mécontent, enfin, du report sine die du changement du mode de scrutin, l'ancien ministre agit très tranquillement cette menace : « On dit que le scrutin majoritaire amplifie les phénomènes ? Eh bien, on va voir les effets de cette amplification. Nous, ça fait si longtemps qu'on attend d'être représenté au Parlement qu'on peut bien encore attendre quelques années de plus. »

« Jeu de quilles »

En clair, M. Lalonde ne craint pas de devoir tailler des croupiers à ses amis socialistes, en proposant le maintien au second tour des élections législatives des candidats écologistes. La reconstitution du paysage politique, qu'il appelle de ses vœux, passe, comme il le dit lui-même, par la pratique du « jeu de quilles ». Il est vrai que lui-même vise en priorité « un ticket », à l'élection présidentielle, avec M. Michel Rocard.

Les Verts, en revanche, imaginent que la pérennité de leur mouvement passe par une représentation à l'Assemblée nationale. Ainsi, leur chef de file, M. Waechter, n'a pas abandonné l'idée, semble-t-il, d'aboutir à un accord programmatique avec le PS, agrémenté de quelques « accommodements locaux ». L'un de ses proches, M. Guy Cambot, secrétaire national des Verts et partisan, à titre personnel, de participer « le plus tôt possible » au gouvernement, juge que le maintien systématique des écologistes au second tour des élections législatives aboutirait à « faire tomber soixante à soixante-dix députés socialistes supplémentaires » et à compromettre, du même coup, les chances du candidat du PS à la présidentielle. « Ce serait, dit-il, le massacre du PS pour un gain tout à fait dérisoire des écologistes ».

JEAN-LOUIS SAUX

Cent trois sièges en jeu

Le Sénat, qui assure, selon la Constitution, « la représentation des collectivités territoriales de la République », est composé de 321 sièges renouvelables par tiers tous les trois ans. Le mandat de sénateur est de neuf ans. Cette année, la liste des départements soumis au renouvellement comprend les départements métropolitains allant de l'Indre-et-Loire aux Pyrénées-Orientales (30 départements et 94 sièges), à l'exception de Paris. S'y ajoutent un DOM, la Réunion (3 sièges), un TOM, la Nouvelle-Calédonie (1 siège) et quatre sièges de sénateurs des Français établis hors de France, qui sont représentés uniquement au Sénat. Une élection partielle aura également lieu le 27 septembre dans le Bas-Rhin pour pourvoir à un siège devenu vacant à la suite d'un décès. Au total, 103 sièges sont en jeu.

Les sénateurs sont élus dans les départements par un collège de grands électeurs composé des députés, des conseillers généraux et régionaux du département et de délégués municipaux, dont le nombre, inférieur ou supérieur, selon les cas, à celui des conseillers municipaux, varie en fonction de la taille de la commune et qui représentent à eux seuls plus de 94 % du collège. Dans les départements qui élisent moins de cinq sénateurs — ce nombre est lui aussi rapporté à la population du département — l'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours. Dans les départements qui élisent cinq sénateurs et plus, l'élection se fait par liste à la proportionnelle.

La présidence du Sénat, qui assure l'interim en cas de vacances à la présidence de la République, est soumise à réélection après chaque renouvellement triennal. Cette élection a lieu le jour même de l'ouverture de la session parlementaire. Le candidat doit recueillir au moins la majorité absolue des suffrages au cours des deux premiers tours de scrutin pour être élu. Au troisième tour, la majorité relative suffit.

Les élections sénatoriales

Passage de témoin

Suite de la première page

En tout état de cause, ils ne contrarieront pas l'hégémonie de l'UDF et du RPR, qui fait du Sénat au mieux un contre-pouvoir lorsque la gauche gouverne, au pire une chambre d'enregistrement lorsque c'est la droite qui tient les commandes de l'Etat. Fort des bonnes élections municipales de 1989, le groupe socialiste, qui compte aujourd'hui MM. Michel Charasse et Pierre Mauroy, devrait bien se comporter, tout comme le groupe RPR, contrairement au groupe des Républicains et des indépendants, en majorité UDF, et à celui du Rassemblement démocratique et européen (RDE), descendant un peu anachronique de l'ancien groupe de la Gauche démocratique, où cohabitent les deux branches de la famille radicale. Le groupe communiste ambitionne de se maintenir en l'état, tout comme l'Union centriste.

Jeu de massacre

Edipée par le référendum sur la modification du traité de Maastricht, la campagne sénatoriale s'est déroulée dans l'indifférence coutumière. Après le vote des grands électeurs, la partie qui s'ouvrira pour la succession de l'actuel président sera en revanche beaucoup plus animée. En 1989, M. Pöhl, avait été réélu dans les pires conditions, contre l'avis d'une bonne partie de l'UDF, qui arguait de son usure politique, grâce au soutien du RPR de M. Charles Pasqua, lequel ne tenait pas à ce qu'un sénateur fringant pousse, pour longtemps, le train. Cette lutte fratricide a laissé des traces. A dire vrai, la campagne pour l'élection à la présidence du Sénat a débuté au lendemain de la dernière réélection de M. Pöhl, mais la situation ne s'en trouve pas clarifiée pour autant.

Comme en 1989, les difficultés viennent de l'UDF, ou plutôt des trois groupes qui rassemblent au Sénat les parlementaires de cette confédération libérale : l'Union centriste, le groupe le plus important

(67 membres), les Républicains et indépendants (51) et le Rassemblement démocratique et européen (23). Unis face au puissant RPR (31 sénateurs), ces trois groupes disposent en théorie de la majorité absolue. Pour leur malheur, ils courraient en leur sein de multiples ambitions concurrentes qui se sont déjà heurtées il y a trois ans.

Candidats en 1989, MM. René Monory et Daniel Hoefel pour les centristes, Pierre-Christian Taittinger et Jacques Larché pour les Républicains et indépendants, pour ne parler que d'eux, ont fait savoir depuis longtemps à leurs proches qu'ils allaient tenter de briser à nouveau la présidence. Plus l'échéance se rapproche, plus elle inspire les audaces. M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (Rég. et Ind.) des Hauts-de-Seine, a ainsi donné, jeudi 24 septembre sur France 2, un portrait-robot du futur président du Sénat ressemblant furieusement à... Jean-Pierre Fourcade.

Comment éviter que ces rivalités ne débouchent une fois encore sur un jeu de massacre qui ferait le jeu du RPR, alors que M. Taittinger veut déjà croquer la part avec M. Larché dans le cadre de leur groupe ? En février dernier, avant les élections régionales, M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, évoquait avec insistance l'idée d'une « primaire » générale rassemblant les trois groupes, représentant ainsi une idée avancée quelques mois auparavant par M. Gérard Longuet, président du Parti républicain. Relayée avec une vigueur fort peu sénatoriale par M. Fourcade, l'idée risque finalement de faire long feu. Seuls les centristes sont partisans d'une telle procédure. M. Ernest Cartigny, président du RDE, croit savoir qu'elle sera de toute façon inefficace, et M. Marcel Lucotte, pour les Républicains et indépendants, s'oppose à ce qu'il tient pour une machine de guerre contre le RPR et contre son président au Sénat, ce qu'elle serait effectivement si elle était expérimentée.

Même s'il a pour l'instant des ambitions autres que celle présidentielle-ci, M. Pasqua ne reste pas

inerte. Il n'a guère de chance de pouvoir imposer un candidat issu du RPR, mais se réserve toujours la possibilité de choisir « son » candidat au sein de l'UDF. Marginalisé au Sénat pendant la révision de la Constitution dans la perspective de la ratification du traité de Maastricht, M. Pasqua a contre-attaqué en maintenant l'incertitude sur son éventuelle candidature et en proposant une « primaire » ouverte à l'ensemble de la droite sénatoriale, RPR compris. Il s'agit, selon lui, à quelques mois de l'alternance, du seul moyen de préserver quelques sénateurs inconscients de la tentation de rechercher auprès des socialistes des voix assurant leur victoire.

En effet, le groupe PS a fait savoir avant l'été qu'il s'opposera par tous les moyens à l'élection de l'ancien ministre de l'Intérieur, quitte à voter pour un sénateur de la droite modérée. A présent, il n'exclut même plus d'intervenir s'il croit voir derrière la candidature d'un sénateur Républicain et indépendant l'œuvre de M. Pasqua, justifiant ainsi, non sans maladresse, le raisonnement du sénateur des Hauts-de-Seine.

Quarante-cinq ans de « perchoir »

Sous des dehors calmes, le palais du Luxembourg s'apprête donc à vivre une rude épreuve. L'utilisation pour le moins cynique de l'état de santé de tel ou tel dans la course à la présidence témoigne, si besoin était, de l'apreté de la lutte. L'hospitalisation de M. François Mitterrand n'a pas contribué à calmer les esprits. Certes, le changement de président est un fait presque exceptionnel au Sénat. A eux deux, M. Pöhl et son prédécesseur aujourd'hui disparu, Gaston Monnerville, totalisent quarante-cinq ans de « perchoir ».

Ce passage de témoin pourrait redonner un peu d'énergie à une institution qui en a bien besoin, même si elle enregistre encore ponctuellement de beaux succès, comme à l'occasion de la révision constitutionnelle — elle était alors exceptionnellement sur un pied d'égalité avec l'Assemblée nationale — où elle a imposé ses vues au gouvernement. Mais il faudrait tout d'abord que l'efficacité des décisions, la conclusion d'accords, la mise en œuvre de projets, ne soient pas entravées par la fonction d'un député, d'un maire, d'un conseiller général ou régional, ou même d'un député européen (1).

De quoi les inciter à une modestie, dont M. Pöhl était d'ailleurs « tout gonflé », selon le mot de Pierre Vismann-Ponté (2), au terme de la nuit qui le voyait proclamé président par surprise du Sénat, le 3 octobre 1988.

GILLES PARIS

(1) Sondage commandé par le Sénat à la SOFRES et effectué au mois de juin 1990 auprès de mille personnes.

(2) Pierre Vismann-Ponté, Histoire de la République gaullienne.

« M. de Charette (UDF) : l'opposition doit « fixer devant le peuple » les « conditions » de la collaboration. — M. Hervé de Charette, délégué général des clubs Perspectives, a déclaré, membre du bureau politique de l'UDF, estime dans une interview à la Croix du 26 septembre, que « la France a besoin dans les cinq ans qui viennent d'une majorité claire et d'un exécutif cohérent », mais que « c'est au président de la République de résoudre cette question ». S'il s'y refusait, ajoute-t-il, en se plaçant dans l'hypothèse d'une victoire de l'opposition aux élections législatives, je ne vois pas comment une nouvelle majorité parlementaire pourrait jouer les présidentielles le plus tôt possible » car, a-t-il dit, « s'il y a une nouvelle majorité parlementaire et si la présidentielle est à date incertaine avec un résultat incertain, la France sera affaiblie ». « On ne peut pas accepter un vide gouvernemental, c'est impossible, a précisé M. Longuet. En revanche, ce que nous pouvons faire, c'est préparer les élections présidentielles, mettre en place la mécanique des élections, pour être certains d'être prêts à tout moment à prendre nos responsabilités. (...) C'est à François Mitterrand qu'appartient la réponse ».

« M. Longuet (PR) : en cas de victoire, l'opposition « ne peut pas accepter un vide gouvernemental ». — M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, a affirmé, vendredi 25 septembre, que si l'opposition l'emporte en mars 1993 le président de la République devrait « jouer les présidentielles le plus tôt possible » car, a-t-il dit, « s'il y a une nouvelle majorité parlementaire et si la présidentielle est à date incertaine avec un résultat incertain, la France sera affaiblie ». « On ne peut pas accepter un vide gouvernemental, c'est impossible, a précisé M. Longuet. En revanche, ce que nous pouvons faire, c'est préparer les élections présidentielles, mettre en place la mécanique des élections, pour être certains d'être prêts à tout moment à prendre nos responsabilités. (...) C'est à François Mitterrand qu'appartient la réponse ».

LIVRES POLITIQUES

CE référendum sur l'Union européenne aura-t-il au moins le mérite de révéler l'ambivalence des motivations profondes des électeurs : l'espérance européenne et l'attachement à la nation, l'intérêt de la gestion communautaire et l'exigence de rester maître chez soi, le rejet de la technocratie et la défiance à l'égard de la classe politique. Et, en sous-jacent, ce sentiment confus d'incompréhension, de déphasage, de coupure, entre la complexité du dessin collectif et le sort des individus. Sentiment que l'on a attribué à « un déficit démocratique ».

Tout le monde, maintenant, en convient : il faut faire quelque chose dans ce domaine. Soit. Cependant, la question du déficit démocratique ne se pose pour la France que qu'à l'égard de la fameuse bureaucratie bruxelloise, comme bon voisinage, mais aussi dans les Etats membres de la Communauté, éventuellement en France et, là, pas seulement par rapport à la technocratie nationale, qui fournit abondamment le vivre politique, mais à propos du système tout entier qui nous régit. C'est, on le sait bien, une suspicion malvenue dans l'univers désormais confortablement installé de la V^e République ; elle paraît même saugrenue à certains de ceux qui, autrefois, l'exprimaient avec le plus de force, comme si la sagesse tirée de l'expérience du pouvoir les avait, depuis, rassurés. N'y a-t-on pas gagné en stabilité gouvernementale (voir la malheureuse Italie) et ne vote-t-on pas assez en France, à tous les niveaux de pouvoir ? Ce récent référendum n'est-il pas un brevet de démocratie ?

Il est toujours agaçant de se voir opposer des questions en réponse à la question que l'on pose. D'accord, la stabilité est acquise, mais, que l'on sache, tout le monde ne s'en satisfait pas si aisément ! Il est vrai que la sélection électorale fonctionne en France mais, dès lors que de plus

Contrôle de gestion

en plus de citoyens s'en désintéressent, dès lors qu'une consultation comme celle du 20 septembre traduit des clivages et un désarroi dont les premiers exarçes, les politiques, ne soupçonnent pas la profondeur, il y a lieu de penser que le vote, s'il y a lieu de le fonder, n'est pas à lui seul toute la démocratie. Celle-ci suppose des institutions qui assurent le partage du pouvoir et son contrôle, faites de quoi elle ne pervertit. Au moment où il paraît nécessaire d'en rééquilibrer le bilan, il serait tout aussi opportun de s'interroger sur la manière dont elle fonctionne en France. Ce que fait Jean-François Revel, qui n'a pas attendu les années 90 pour s'en préoccuper : il revient à la charge — et à charge — pour dénoncer, dans un essai, « L'absolutisme inefficace du présidentisme à la française ».

Bien qu'il ne le ménage pas et qu'il lui reproche d'avoir aggravé la perversion du système, c'est moins François Mitterrand qu'il accuse que l'institution-clé de la V^e République, dont il souligne l'hypertrophie et réclame la normalisation. Le président de la République détient, explique-t-il, un pouvoir unidimensionnel en face duquel la fonction de premier ministre est « une fiction ». Si celui-ci prétend exister par lui-même, il est voué, l'expérience l'a prouvé, à s'effacer plus ou moins spontanément. « Le pouvoir réel se concentre au palais de l'Élysée encore plus sous le président Pompidou que sous Giscard ou sous Mitterrand », affirme l'auteur. Il en donne divers exemples, parmi lesquels celui-ci, qui lui paraît particulièrement significatif : « Une des occupations principales du président, sous plus

contraintes instrument de pouvoir et son plus sûr moyen de s'assurer la survie des individus, c'est la nomination à tous les emplois publics et moins publics, le libre et arbitraire distribution des places, prébendes et sinécures ».

L'hypertrophie présidentielle est d'autant plus néfaste, selon Jean-François Revel, qu'elle est attachée à l'irresponsabilité. C'est, affirme-t-il, « la grande maladie du régime... qui se répand du haut en bas de l'appareil d'Etat ». Paradoxalement, malgré les moyens dont elle dispose et la durée qui lui a été accordée, elle ne s'est pas révisée, à l'usage, très efficace. En plus de dix ans, dit l'auteur, « le système Mitterrand » n'a réalisé aucune des réformes dont la société avait besoin. « Notre présidence transcendante n'a traité en profondeur ni le statut de la fonction publique, ni l'éducation secondaire ou tertiaire, ni les universités, ni la fiscalité, ni la Sécurité sociale et les retraites, ni l'immigration, ni la sécurité face aux crimes et aux délits, ni la police, la justice, les prisons, ni la santé publique et les hôpitaux, ni le chômage et la formation professionnelle, ni la corruption qui a empiré », écrit-il, au risque d'en exiger plus qu'il n'est humainement et politiquement réalisable.

Outre que la plupart de ces problèmes se posent depuis plus de dix ans, qu'ils ne sont pas tous propres à la France et ne trouvent pas ailleurs de solutions plus rapides, rien n'assure que la société française soit prête à mettre en œuvre démocratiquement les réformes dont elle aurait besoin : il y a, en elle, des contradictions qui dépassent le rôle fonctionnel des institutions.

Celles de la V^e, si contestables qu'elles paraissent, n'ont pas été qu'improductives, quel que soit le

président en place. A leur façon, elle ont accompagné une lente mutation de la société française. Sont-elles toujours aussi en accord avec leur temps ? N'ont-elles pas fini par accentuer le décalage entre le système politique et la société civile ? L'analyse sociologique des résultats du référendum livre à cet égard des enseignements qui appellent plusieurs lectures. Certes, il convient de prendre en compte les significations multiples du « non », si l'on veut renforcer une cohésion sociale qui s'effrite, mais il ne faudrait pas oublier celles du « oui », sous prétexte que les couches de l'électorat qui se sont exprimées par le refus trouvent plus naturellement que les autres leurs marques dans le jeu politique traditionnel et le système électoral. La victoire du « oui », si mesurée qu'elle soit, a été acquiescée dans une conjonction plutôt contraire. Cela ne lui donne sûrement pas le droit d'ignorer le « non » mais l'autorise à faire valoir la pesanteur sociologique et, donc, politique qu'elle représente. Il serait temps de prendre acte de cette mutation dans les structures du système politique et dans le contenu de ses discours.

Jean-François Revel participe, à sa manière, à cette nécessaire remise en cause, et ses plus forts arguments contre les travers et limites du régime présidentiel à la française troubleront les plus blasés, ou ceux qui croient que le problème n'est pas là. Ce n'est évidemment pas la seule réduction du mandat présidentiel qui renouvelerait l'institution et corrigera ses dérives successives : il faudrait la rééquilibrer (les exemples ne manquent pas à l'étranger, comme le rappelle l'auteur) dans un sens plus conforme à ce que l'on attend d'une démocratie moderne. Car il y a bien, en effet, un déficit très français de ce côté-là.

► L'absolutisme inefficace, de Jean-François Revel. Pion, 190 pages, 95 F.

ANDRÉ LAURENS

L'avenir

Le Monde

HEURES LOCALES

L'avenir au pied des tours

Vingt ans après leur achèvement, deux villes du département des Yvelines célèbrent leur renouveau, Mantes-la-Jolie en démolissant, La Verrière en réhabilitant



MANTES-LA-JOLIE
de notre envoyé spécial

UNE partie du quartier du Val-Fourré à Mantes-la-Jolie, le plus grand ensemble de France avec plus de 25 000 habitants, devait être évacuée samedi 26 septembre. Devant un arpage de ministres et de personnalités, quatre tours de vingt étages, murées depuis plusieurs mois, devaient être démolies. Ainsi, en moins de deux heures, 480 logements seront réduits en gravats. Dans les mois qui viennent, les terrains libérés vont être aménagés en espaces paysagers et en aires de jeux. La municipalité de Mantes-la-Jolie a choisi ce moment symbolique pour dévoiler un ambitieux projet de ville.

Le quartier du Val-Fourré pèse depuis vingt ans sur le développement de Mantes-la-Jolie. Les 15 000 habitants de cette cité de la vallée de la Seine ont en effet vu s'installer aux portes de la ville un grand ensemble qui a accueilli jusqu'à 30 000 personnes. Conçu à la fin des années 50 à la demande de la municipalité, le Val-Fourré devait être un laboratoire de l'innovation urbaine. Les urbanistes du monde entier ont visité le chantier. Le « confort moderne » des barres et des tours a attiré employés et ouvriers, pressés de quitter leur habitat insalubre ou leurs fermes des environs.

La municipalité souhaitait 3 000 logements. L'Etat, qui finançait en partie l'opération, même si Mantes-la-Jolie avait refusé le statut de ville nouvelle, en impose 5 800. Les sociétés d'HLM en construisaient finalement 8 300 jusqu'en 1977. Au détriment de la plupart des équipements sociaux, qui ne verront jamais le jour.

À la fin des années 70, les premiers habitants du Val-Fourré quittent les tours qui se dégradent. Souvent pour accéder à la propriété dans les «chalandonnaises» qui se construisent à Mantes-la-Ville, Magnanville, Buchelay, les communes environnantes. Ils sont progressivement remplacés par des ouvriers immigrés qui travaillent dans les industries des environs : Renault à Flins, La Celophane, Dunlop. La crise économique frappe cette population où le taux de chômage atteint aujourd'hui 20 %. Le quartier concentre les problèmes sociaux. Au cours d'incidents plus violents que les autres, trois personnes (deux jeunes et une femme policière) trouvent la mort au printemps 1991. Mantes-la-Jolie devient synonyme de «drame des banlieues».

De nouveaux équipements sociaux

Une catastrophe pour le maire, M. Paul Picard (PS), qui se bat depuis 1977 pour relancer le développement de sa ville : «Des mon arrivée, j'avais réussi à empêcher la construction de nouvelles tours au Val-Fourré. Plus j'avais insisté, il y a plus de sept ans, une réflexion pour définir un projet pour la ville. Nous le présentons à la population, alors que les premières réalisations vont voir le jour.» M. François Lencle, secrétaire d'Etat à la ville, devait signer, samedi 26 septembre, le contrat de ville du Mantes-Val de Seine, avec Mantes-la-Jolie et six autres communes. Il va permettre de réaliser, ces trois prochaines années, un programme de 800 millions de francs (450 millions seront pris en charge par l'Etat) sur l'agglomération.

Ces équipements permettront d'améliorer la formation : deux départements d'ITUT couvriront à la rentrée prochaine. Un nouvel hôpital va être construit avec plusieurs années d'avance sur les prévisions du Plan. Des structures seront mises en place pour l'insertion des plus défavorisés et pour l'accueil des handicapés et des personnes âgées. L'accès au logement va être facilité, les infrastructures routières et les transports en commun développés. Des équipements socio-éducatifs (maison d'écoute, salles de sport, locaux pour les jeunes) vont être créés. Enfin, le fonctionnement des services publics va être amélioré.

Ce contrat de ville va être accompagné de mesures plus spécifiques pour Mantes-la-Jolie : signature d'un plan local de sécurité, construction d'un nouvel hôtel de police. La ville a choisi cette date pour présenter un projet urbain, dont la conception et la réalisation ont également reçu l'appui des pouvoirs publics. Intitulé «Une image à bâtir», il a été élaboré par l'Agence d'urbanisme du Mantois et de ses environs, sous la direction de l'architecte et des atouts dont disposent la ville et l'agglomération. Bien qu'à trente-cinq minutes seulement de la gare

Saint-Lazare, Mantes est une ville en marge du département des Yvelines et de la région Ile-de-France. Elle n'a pas de centre, son tissu urbain est fractionné par l'autoroute A 13, les voies ferrées et la Seine.

Mais Mantes-la-Jolie bénéficie aussi d'une vitrine exceptionnelle avec des terrains disponibles en bordure de l'autoroute de l'Ouest. L'environnement, avec les boucles de la Seine, le parc régional du Vexin et la campagne normande, est superbe. La tradition industrielle de la région perdure malgré la crise.

Le centre de la cité va donc être restructuré autour de trois pôles : la collégiale, les gares et une nouvelle passerelle vers Mantes-la-Ville, afin d'attirer à nouveau les commerces et les services nécessaires à une agglomération qui pourrait passer de 100 000 à 150 000 habitants d'ici à 2015. Des voies transversales vont être percées dans la ville, les accès à la Seine améliorés. La circulation va être déviée pour faire de la RN 13 un véritable boulevard urbain qui reliera la vieille ville à de nouvelles activités à l'ouest de la cité. Ainsi, le Val-Fourré, lui-même reconstruit, devrait redevenir un quartier comme les autres.

«Tourner une page d'histoire»

M. Picard a choisi la démolition des quatre tours du Val-Fourré plutôt que leur réhabilitation, parce qu'il fallait un «symbole pour tourner une page d'histoire». M. Jacques Boyer (PS), maire de Mantes-la-Ville et président du district urbain, rappelle que toute l'agglomération souffre de l'image véhiculée après les incidents du Val-Fourré : «Nous sommes atteints par ricochet, et nous en mesurons les conséquences dans les négociations avec les entreprises.» M. Philippe Yvin, le sous-préfet à la ville qui a mené au nom de l'Etat les négociations avec les communes, a eu, de son côté, du mal à faire admettre une forme d'intercommunalité aux maires de la région : «Ils craignent toujours l'hégémonie de la ville-centre et l'arrivée sur leurs territoires des problèmes sociaux que rencontre Mantes-la-Jolie. Ils ont aujourd'hui convaincu, qu'ils ont tout à gagner du redémarrage de l'agglomération.»

Ce même 26 septembre, à quelques kilomètres de Mantes-la-Jolie, en présence des mêmes ministres, un autre grand ensemble doit fêter ses vingt ans. Le quartier du Bois-de-l'Etang à La Verrière est d'une tout autre dimension cependant que le Val-Fourré. Les tours de neuf et treize étages ne comptent que 616 logements, mais il y a 490 chambres dans le foyer Sonacotra. Plus de la moitié des 3 000 habitants sont d'origine étrangère. Pourtant, la municipalité a refusé de «désdensifier» comme à Mantes-la-Jolie, et a choisi la réhabilitation : un pari réussi.

La construction de ce quartier entre la voie ferrée Paris-Brest, la RN 10 et une ligne à haute tension, décidée il y a plus de vingt ans par la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, avait pourtant été acceptée par la municipalité d'Elancourt. Mais c'est La Verrière qui a hérité du Bois-de-l'Etang à l'occasion d'un échange de territoires avec sa voisine, qui appartient comme elle à la ville nouvelle. La cité, construite en plein champ, ne compte, les premières années, ni transports, ni écoles, ni commerces. Très vite, la vie dans la cité se dégrade, et la télévision la surnomme «Chicago-en-Yvelines».

Les opérations de prévention sont d'abord prises en charge par des bénévoles, puis par des équipes municipales après l'arrivée au pouvoir d'une liste d'union de la gauche en 1977. En 1983, M. Pierre Sellinacourt (PC) crée un service municipal de la jeunesse. En 1984, la ville présente un dossier pour l'opération Banlieues 89. Il a permis de réaliser une dizaine d'opérations : une entrée de ville dissociée de l'entrée du Bois-de-l'Etang, un centre de loisirs, une maison de quartier, un mail piétonnier, une plaine de jeux, une ouverture sur la place de la mairie rénovée. Fagades et toits d'entrée relats, espaces verts réaménagés, l'opération de réhabilitation qui s'achève a coûté 50 millions de francs, financés à 40 % par l'Etat grâce à la signature d'une convention de DSU.

Les habitants du Bois-de-l'Etang sont aujourd'hui fiers de vivre dans cette cité, si longtemps décriée. Et la municipalité de La Verrière, qui reçoit chaque jour des lettres de candidatures-locaires, se félicite d'avoir conservé des logements qu'elle attribue en priorité aux habitants de la ville. La Verrière et Mantes-la-Jolie, deux manières d'effacer les erreurs du passé.

CHRISTOPHE DE CHENAY

Le bel âge

La «curiosité intellectuelle» de M. Pierre-Rémy Housin (RPR), député et président du conseil général de Charente, ne s'embarrasse pas de discrétion mondaine. A la question posée au gouvernement, la réponse du ministre de l'Intérieur est tombée sans fard, elle non plus. Le 1^{er} mars, les conseillers généraux du territoire métropolitain étaient âgés, en moyenne, de cinquante-cinq ans et sept mois, les élus régionaux de cinquante ans et huit mois, les élus municipaux de quarante-six ans et neuf mois.

La valeur n'attend pas le nombre des années. Cette maxime n'a pas cours en politique, en particulier dans le Lot-et-Garonne, l'Orne et l'Aisne, où nombre de conseillers généraux auraient largement dépassé l'heure de la retraite dans la vie professionnelle. Le poids de l'expérience n'est pas le propre des zones rurales, le conseil de Paris distance sensiblement, en moyenne toujours, l'ensemble des autres villes.

En général, il existe assez peu de différence d'une extrémité à l'autre de l'Hexagone. Seuls, les conseils régionaux, scrutés proportionnellement et équilibrés des listes obligent, affichent une certaine hétérogénéité.

Plus de jeunes sur les frontières

Cependant, les élus de l'Est de la France peuvent se vanter d'une «jeunesse» certes relative. Toutes assemblées confondues, ceux d'Alsace, de la Moselle, du Jura et du Territoire de Belfort, se classent parmi les benjamins. Rhône-Alpes méritent un «accusé» dans ce palmarès, le département des Hautes-Alpes et celui des Pyrénées-Atlantiques aussi.

Dure loi de l'arithmétique : une douzaine de départements dépassent, à l'inverse, les normes nationales. Les élus y vivent-ils mieux - et donc plus vieux - qu'ailleurs ou les électeurs y sont-ils plus longs à convaincre ? Toujours est-il que le cœur géographique de la France pourrait revendiquer le bénéfice de l'âge, grâce à l'apport de l'Indre, du Loir-et-Cher, du Loiret, de la Vienne et de la Corrèze. La région Basse-Normandie fait, elle aussi, grimper la moyenne, aidée, en ordre dispersé, par les Alpes-Maritimes, les Pyrénées-Orientales, le Var, la Vienne.

Conséquence d'une élection indirecte ou électorale secrets des fontaines qui égagent le palais du Luxembourg ? Les sénateurs emportent sans conteste, la palme de la longévité. Avec soixante-quatre ans et cinq mois, en moyenne.

MARTINE VALO

Entente méditerranéenne

SÉVILLE
de notre envoyé spécial

LORSQUE l'Exposition universelle de Séville fermera ses portes le 12 octobre prochain, les régions françaises qui ont osé y faire acte de présence dessineront le bilan de leurs opérations (Le Monde daté 21-22 juin). La moins déçue sera sans doute celle du Languedoc-Roussillon, qui avait monté avec l'Andalousie et la Vénétie une exposition sur le paysage méditerranéen.

Bien qu'inaugurée avec un mois et demi de retard, dans l'ancien couvent des chartreux situé légèrement à l'écart de la «faria», cette manifestation, trop culturelle pour être vraiment populaire, a tout de même reçu environ 400 000 visiteurs.

Déséquilibres Nord-Sud

Ont-ils compris en défilant devant les cent cinquante œuvres d'art de grande qualité, les documents et les maquettes difficilement rassemblés sous ses voûtes historiques, les intentions des organisateurs ? Ceux-ci ont essayé de décrire le paysage méditerranéen autour de thèmes comme la mythologie, l'imagination artistique, le modèle culturel et l'aménagement du territoire.

Mais suffisait-il de subtiles suggestions pour convaincre un public pressé et déjà accablé d'images que les rives de la Mare Nostrum ont une réelle unité ? C'est pourtant ce que, par une tout autre approche, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a tenté de démontrer en lançant une charte du Bassin méditerranéen. L'idée de son président, M. Jean-Claude Gau-

din (UDF-PR), est que l'histoire et la géographie des régions riveraines de la grande bleue peuvent servir aujourd'hui de tremplin à un projet commun.

M. Gaudin s'est financé pour cela une étude sur la Méditerranée économique (1) qui a mobilisé quarante universitaires et chercheurs de différents pays bordant le bassin. Leur remarquable analyse passe en revue les quelques atouts et les formidables handicaps des pays méditerranéens. Conclusion : si les peuples de la Méditerranée veulent garder leur place dans la compétition internationale, ils devraient de toute urgence coordonner leurs efforts et corriger les déséquilibres Nord-Sud. Comme dit M. Jordi Pujol, le président de la Catalogne, «les régions y arriveront peut-être mieux que les Etats».

A la proposition de M. Jean-Claude Gaudin de mettre en place, au minimum, une structure légère d'étude collective, cinq partenaires ont répondu : le Languedoc-Roussillon, la Ligurie, le Piémont, la Tunisie et la province marocaine de Tétouan. Leurs représentants ont signé, mercredi 16 septembre à Séville dans le pavillon français, une charte prévoyant la constitution pour un an de cinq groupes de travail. Ensuite, on verra.

Succès modeste pour le président de Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui a tiré parti de l'Exposition universelle pour manifester à la fois son imagination et son indépendance de «sudiste».

MARC AMBROISE-RENDU

(1) Rapport collectif dirigé par M. Jean-Louis Redfern, publié avec le concours du conseil régional PACA, par Economica, 1992, 530 p., 250 F.



CRÉDIT FONCIER

M. le maire, les grandes questions que vous vous posez, posez-les au Crédit Foncier.

M. le maire, le Crédit Foncier finance vos grands projets depuis 140 ans. 140 ans d'expérience et de réalisme. Ce qui vous assure la plus grande liberté de choix pour des financements adaptés à vos besoins à des conditions particulièrement intéressantes. M. le maire, si vous avez de grands projets pour votre ville, le Crédit Foncier aura de grands projets pour vous.

Crédit Foncier. Votre allié dans le temps.

HEURES LOCALES

Chers impôts locaux

La fiscalité locale, difficilement compréhensible pour le contribuable, appelle des réformes mais élus et ministère du budget ont du mal à se mettre d'accord

REPÈRES

ILE-DE-FRANCE

Un quatre étoiles sous le ciel de Roissy

LA chaîne Hyatt International a choisi Roissy pour implanter son premier grand hôtel de luxe en région parisienne. Situé à l'est de la zone d'activité de Paris Nord II, dans le périmètre stratégique de l'aéroport Charles-de-Gaulle et du Parc international des expositions de Villepinte, l'Hyatt Regency Paris-Roissy, propriété du groupe japonais Kajima, ouvrira ses portes le 15 octobre.

Conçu par l'architecte Helmut Jahn, de l'agence de Chicago Murphy Jahn, cette cathédrale de verre et d'aluminium de cinq étages regroupera 388 chambres haut standing, dont 13 suites, et 75 chambres de type «Regency Club».

Un centre d'affaires avec services et prestations, un centre de conférences de 1 200 mètres carrés, un centre de loisir et de détente avec piscine et tennis, doivent compléter l'ensemble des services mis à la disposition des clients. 250 millions de francs ont été investis dans une construction où doivent travailler 280 personnes.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Montpellier prépare son nouveau POS

LES services de l'urbanisme de Montpellier sont débordés de travail depuis que le Conseil d'Etat a annulé au mois de juin le plan d'occupation des sols (POS) de la commune pour insuffisance d'effacement.

Le maire, M. Georges Frêche (PS), qui souhaitait alors présenter à nouveau le POS adopté en 1985 sans en changer une virgule, se heurte aujourd'hui à une réalité plus complexe.

Dans la zone Est, où un projet de golf a été abandonné, une révision ne semble pas malvenue. Mais toute la copie doit être repensée pour satisfaire aux nouvelles directives et contraintes liées à la préservation de l'environnement. Le nouveau POS devrait être bouclé en juillet 1993 et coté à la ville au moins 1 million de francs. Sa publicité fera l'objet d'une attention toute particulière. Le moindre affichage est désormais accompagné d'un constat d'huissier.

MIDI-PYRÉNÉES

Cinq départements s'associent pour créer Liaison euro-sud

À l'heure de l'Europe, où passera le grand axe routier nord-sud reliant Paris à Madrid? Jusqu'à présent, à l'écart des grands axes de communication : de la nationale 20 comme de l'autoroute d'Aquitaine. Cinq départements qui s'estiment «enclavés» ont choisi symboliquement de faire acte de candidature.

C'est ainsi que les présidents des conseils généraux des départements du Gers, de la Dordogne, des Hautes-Pyrénées, de la Haute-Vienne et du Lot-et-Garonne viennent de créer une association Liaison euro-sud, présidée par M. Jean François-Poncet, considéré comme l'homme fort du projet.

L'objectif est de transformer la route nationale 21 en lui donnant une vocation européenne de liaison entre deux capitales et en faisant profiter les départements traversés d'éventuelles implantations d'entreprises. Les inspirateurs du projet n'en attendent pourtant pas de concrétisation avant quinze ans.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants Martine Boulay-Méris (Boulogne), Daniel Houque (Anch) et Jacques Moulin (Montpellier).

L'APPARITION de couleurs sur les nouveaux avis d'imposition locaux a-t-elle de nature à égayer l'humeur des contribuables, qui devront payer leurs taxes dans les prochaines semaines? Pour la direction générale des impôts, cette innovation graphique doit seulement permettre de mieux distinguer l'origine des prélèvements. Le montant des cotisations à payer pour l'année 1992 est indiqué en vert pour les communes, en bleu pour les départements, en rouge pour les régions, en orange pour les groupements à fiscalité propre (syndicats, districts, communautés urbaines).

Le ministère du budget reste discret sur le coût de cet effort de présentation, qui devra prendre en compte, affirment ses experts, «la diminution des réclamations sur le long terme». Les services de M. Michel Chassagne ont écarté la solution préconisée par les élus de l'Association des maires de France (AMF). Celle-ci consistait à établir un avis d'imposition distinct par collectivité et par taxe. Elle aurait entraîné une inflation de formulaires, redoutable en raison de son coût, de la complexité de sa gestion et de sa mauvaise lisibilité.

Néanmoins, l'impression en quadrichromie «va dans le bon sens», note-t-on à l'AMF. Les maires souhaitent que le contribuable rende à César les impôts qui lui reviennent. Ils ne veulent plus être accusés, à tort, d'augmentations imputables à la région ou au département. «Certaines collectivités opèrent des prélèvements en toute impunité. Quand l'addition est trop lourde, c'est à la mairie que les habitants viennent se plaindre!», protestent ces élus.

Ne plus partager la même «assiette»

Pourtant, un certain nombre ne veulent pas entendre parler du véritable remède contre la confusion des responsabilités : la spécialisation des impôts par compétences territoriales. Cette solution évincerait que les quatre collectivités autorisées à lever l'impôt ne «mangent dans la même assiette fiscale», en l'occurrence, les mêmes quatre taxes (voir encadré ci-dessous). Cette proposition a été avancée depuis quelques années déjà par plusieurs experts, notamment M. Jacques Sylvain Klein, membre du conseil scientifique de l'Institut de la décentralisation et auteur de plusieurs ouvrages sur les impôts locaux.

M. Klein propose d'attribuer aux communes la taxe d'habitation ainsi que les taxes foncières sur les ménages. Aux agglomérations reviendrait la taxe professionnelle, au département la taxe d'habitation sur le revenu ainsi que le foncier industriel. La région, enfin, percevrait une taxe sur l'énergie et une taxe sur la valeur ajoutée des entreprises.

Cette nouvelle répartition fiscale fait l'objet d'un assez large consensus. Toutefois, certains exagèrent, tels MM. Bruno Rémond et Jacques Blanc, conseillers à la Cour des comptes et au Sénat, estiment qu'elle simplifierait seulement des apparences. Au passage de l'assiette fiscale se substituerait un partage du contribuable, qui serait

«ponctionné» à trois ou quatre titres.

La spécialisation de la fiscalité locale verra-t-elle donc le jour? Les maires, encore timides en matière d'intercommunalité, ne sont pas enthousiastes à l'idée de perdre la taxe professionnelle, destinée aux groupements. Pourtant, une amorce de réforme est apparue avec la création des communautés de villes. Ces nouvelles entités instituées par la loi sur l'administration territoriale de la République ont en effet l'obligation de percevoir la taxe professionnelle des communes membres, tandis que celles-ci ne bénéficient plus que des trois impôts-ménages (le Monde daté 17-18 mai).

Les assiettes sur lesquelles sont calculées les quatre taxes locales subissent régulièrement des critiques. Pourtant, leur caractère

Les quatre taxes

La fiscalité locale directe est essentiellement alimentée par quatre taxes héritées de la Révolution et appelées «les quatre vieilles».

1. La taxe d'habitation est due par les occupants de locaux meublés : locataires ou propriétaires. Elle concerne les résidences principales et secondaires. Un propriétaire qui loue son appartement ne paie pas de taxe d'habitation à ce titre. En revanche, s'il occupe son logement, il acquitte à la fois la taxe d'habitation et la taxe foncière sur les propriétés bâties.

2. La taxe foncière sur les propriétés bâties est due par les propriétaires de constructions immobilières : maisons, immeubles, usines, hangars, ateliers, boutiques... Un entrepreneur propriétaire de ses murs doit acquitter la taxe sur le foncier bâti et la taxe professionnelle.

3. La taxe foncière sur les propriétés non bâties est due par le propriétaire de terres, mais elle peut être répartie sur l'exploitant. Elle profite surtout aux communes rurales. Pour accompagner la réforme de la politique agricole commune et alléger les charges fiscales des agriculteurs, le gouvernement a annoncé, en juillet, la suppression progressive des parts départementale et régionale de cette taxe foncière. L'Etat devrait verser des compensations.

4. La taxe professionnelle est due par les personnes physiques ou morales exerçant une activité professionnelle non salariée : entreprises, commerçants, artisans (sauf ceux qui travaillent seuls), professions libérales. Les agriculteurs sont exonérés de façon permanente et paient la taxe sur le foncier non bâti. Un commerçant propriétaire de ses murs, habitant un appartement en-dessous de sa boutique, et possédant un petit terrain, acquitte donc les quatre taxes.

«injuste et anachronique» semble moins insupportable, aux yeux des élus, que les transferts de charges prévisibles en cas de réforme. La taxe départementale sur le revenu a ainsi été ajournée par le gouvernement, contre l'avis des députés socialistes, parce qu'elle aurait entraîné l'apparition de 800 000 nouveaux contribuables.

La révision des valeurs locatives cadastrales pourrait connaître le même sort, annoncent certains experts. Calculée par l'administration fiscale, la valeur locative est censée correspondre au loyer théorique qu'un propriétaire pourrait tirer de son bien. On la retrouve dans l'assiette des quatre taxes locales.

L'Etat, premier contribuable local

Le dernier calcul de la valeur locative date de 1961 pour les propriétés non bâties, et de 1970 pour les propriétés bâties. Etabli à l'aide d'une demi-douzaine de méthodes différentes, cet «indice de richesse» est, selon M. Jacques-Sylvain Klein, «une pure fiction, ne correspondant à aucun marché immobilier».

Une révision, réclamée de longue date par l'AMF, a été entreprise en 1990. Ce travail de titan vient de s'achever. Les incidences sur les contribuables et les collectivités locales devraient être bientôt présentées au Parlement. Mais les élus locaux craignent qu'une meilleure prise en compte du secteur social n'entraîne d'importants transferts de charges entre contribuables. Or ces conséquences se feraient sentir en 1994, année précédant le renouvellement des mandats municipaux.

Pour les maires, l'apparition de la nouvelle valeur cadastrale ne semble plus aussi urgente. Pour que l'impôt local devienne plus lisible, il faudrait, insistent les spécialistes, et notamment M. Jean-Pierre Fourcade (UDF), président du Comité des finances locales, qu'il s'appuie sur des valeurs objectives et non sur des valeurs indiciaires. M. Klein propose, par exemple, d'assoir la taxe professionnelle sur la valeur ajoutée, la taxe d'habitation sur le loyer et le revenu, les taxes foncières sur la valeur vénale.

Le système fiscal local, censé simplifier les services rendus par la collectivité décentralisée, manque singulièrement d'autonomie. L'Etat intervient dans son calcul, son encaissement, son acquittement.

Fin mars, la direction générale des impôts notifie les bases. Pour dégrèver le produit fiscal nécessaire au budget, les élus locaux n'ont plus qu'à faire une division. Les taux ainsi calculés sont liés entre eux et plafonnés. C'est dire à la marge de manœuvre des «décideurs» locaux est faible.

La direction de la comptabilité publique encaisse l'impôt en fin d'année, et l'avance aux collectivités par division. Les taux de quoi celles-ci doivent placer leurs liquidités au Trésor, sur un compte non rémunéré. L'Etat est devenu le «premier contribuable local», par le biais des dégrèvements d'habitation et de la taxe professionnelle, qui s'élevait à environ 37 milliards de francs. De

plus, la gestion de la fiscalité locale mobiliserait, selon certaines sources, 30 000 de ses fonctionnaires.

L'autonomie de l'Élu est limitée en droit, mais surtout en fait, par le potentiel fiscal de sa collectivité. Les différences de potentiel fiscal expliquent les disparités existant entre des villes comme Neuilly, véritable paradis fiscal aux nombreux sièges sociaux, et Marseille, où la pression sur les habitants atteint quasiment son maximum.

Le rôle de l'Etat pourrait être de réduire l'inégalité des citoyens devant l'impôt local, grâce à des mesures de solidarité et de péréquation. Certaines dispositions ont

déjà été prises, avec notamment la création de la dotation de solidarité urbaine, du fonds de solidarité Ile-de-France ou de la dotation de développement rural. M. Jean-Pierre Suenet, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, a récemment remis au Parlement un rapport sur les voies de réforme des fonds de péréquation, en préconisant un renforcement de l'intercommunalité (le Monde daté 19-20 juillet).

Enfin, la coopération, qui s'est traduite, pour l'instant, par l'apparition d'un quatrième étage de fiscalité, pourrait à l'avenir entraîner une unification des taux, donc une plus grande égalité des contribuables de communes voisines devant la fiscalité locale.

RAFAËLE RIVAIS

Une croissance ralentie

EN 1992, le contribuable paiera toujours plus d'impôts locaux. La hausse moyenne sera de 5,3 %, en francs constants, selon la Direction générale des collectivités locales (DGCL). Cette croissance sera supérieure à l'évolution du produit intérieur brut (2 %), mais moins forte que les évolutions enregistrées les deux années précédentes. Elle devrait confirmer un ralentissement constaté en 1991.

La masse prélevée par les collectivités locales au titre des quatre taxes directes s'élève à 2,11 milliards de francs. Une somme inégalement répartie : 128 milliards (60 %) pour les communes, 11 milliards (5 %) pour les groupements à fiscalité propre, environ 60 milliards (28 %) pour les départements et 14 milliards (7 %) pour les régions.

Les prélèvements des régions en recul

Pour la première fois depuis la décentralisation, les prélèvements des régions reculent. Ils avaient contribué au gonflement des avis d'imposition, notamment en 1987 et 1989, où ils avaient enregistré des écarts de plus de 20 points par rapport à la moyenne des impôts locaux. L'achèvement des programmes de construction des lycées entraîne moins de dépenses nouvelles.

Les statistiques de la DGCL confirment les prévisions publiées par le Crédit local de France dans sa dernière note de conjoncture (le Monde du 11 juillet). Le premier banquier des collectivités locales annonçait une diminution des dépenses d'équipement, qui, toutefois, garderait une croissance soutenue (+ 6 %). L'effet

de la récession ne se fait pas encore sentir sur les bases, indexées sur l'année 1990. Le fondier bâti reste dynamique avec une croissance de 6,7 %, et la taxe professionnelle augmente de 6 %.

Cependant, la hausse des taxes, elle est assez faible, les budgets ayant été votés avant les élections régionales ou cantonales. La création de la taxe départementale sur le revenu (TDR), en janvier, aura eu un effet de ralentissement. En effet, elle interdirait une hausse supérieure à 5 %. En vertu du mécanisme de l'indexation des taxes, ce blocage se serait répercuté sur l'ensemble de la fiscalité départementale. La plupart des présidents de conseils généraux, affirmant avoir, de toute façon, voté les mêmes taxes qu'à l'an dernier, pour ne pas être rendus responsables des conséquences de la TDR.

Le ralentissement de la fiscalité directe locale s'expliquerait enfin par certaines dispositions législatives. L'une, prise dans le cadre de la loi de finances, consistait à transformer les dégrèvements de taxe d'habitation en exonérations. Parfaitement imperceptible par le contribuable bénéficiaire, cette mesure relève de l'artifice budgétaire. Les compensations versées par l'Etat sont désormais considérées comme des dotations, et non plus comme des recettes fiscales. Celles-ci diminuent donc en apparence.

L'intérêt de cette mesure est d'inciter les collectivités locales à ne pas augmenter excessivement les taxes, car les compensations sont indexées une fois pour toutes sur les dégrèvements de l'année 1991.

R. Re

BLOC-NOTES

régions (trois pour la France), A. Prague, il devrait demander de nouveaux moyens financiers notamment pour le CCRE, qui, depuis les années 80, s'emploie à «construire l'Europe démocratique par le biais des Jumeaux».

» Renseignements au (16-1) 46-81-40-01.

NOMINATION

» M. Corinne Desforges sous-directrice à la DGCL. — M. Corinne Desforges vient de prendre la tête de la sous-direction des élus locaux et de la fonction publique territoriale de la direction générale des collectivités locales (DGCL), en remplacement de M. Gérard Paquier, décédé au mois de mai.

[Née le 2 janvier 1956 à Grenoble, M. Corinne Desforges a intégré l'ENA en 1981. En 1983, lorsque sont créés les Chambres régionales des comptes, elle rejoint celle de la Basse-Normandie, avant d'être affectée en Limousin. En 1988, elle est détachée en qualité d'administrateur civil au ministère de l'Intérieur. Elle est nommée adjointe au directeur des affaires financières et administratives de la préfecture de région Ile-de-France. En 1990, elle rejoint la DGCL où elle occupe le poste d'adjointe au sous-directeur des élus locaux et de la fonction publique territoriale.]

PUBLICATIONS

» La France des villes. — Hors de la région parisienne, le «désert français» ne l'est pas tant que cela. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les villes de l'Hexagone, grandes et moyennes, accompagnées désormais de leurs inséparables banlieues, ont beaucoup changé. La collection «Enjeux» leur consacre un de ses numéros, intitulé *Vivre la ville*. L'auteur, Christophe Sibille, y trace à grands traits le développement de l'urbanisme à travers quelques aspects historiques.

» Editions Hattier, 75 pages, 26 F. » Péréquation. — La direction générale des collectivités locales vient de publier le rapport du gouvernement au Parlement sur «les voies de réforme possibles du fonds national et des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle». Desired en premier lieu aux parlementaires (le Monde daté 19-20 juillet), ce texte est désormais accessible à tous ceux qui s'intéressent à la vie des collectivités locales.

» Disponible à la DGCL, 2, place des Seussiaux, 75008 Paris.

AGENDA

» Politique urbaine. — Habitat, qualité de vie, lutte contre les exclusions, le tout accompagné d'une réflexion technique sur la loi d'orientation du 13 juillet 1991 : le colloque «Un droit à la ville», s'annonce dense. Organisé par l'Institut des études juridiques, de l'urbanisme et de la construction, il se tiendra à l'université des sciences sociales de Toulouse, lundi 28 et mardi 29 septembre.

» Renseignements au (16) 61-21-95-12.

» Europe et démocratie. — Le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) organise, jeudi 1^{er} et vendredi 2 octobre, à Prague, une conférence intitulée «Ensemble, à l'Ouest et à l'Est, pour construire l'Europe de la démocratie locale». Le CCRE est une fédération d'associations de collectivités locales issues d'une quarantaine de pays européens. Depuis le mois de mai, il est présidé par M. Pasquill Marquail, maire socialiste de Barcelone, qui s'est prononcé pour une «représentation équitable» des différents niveaux de collectivités, au sein du futur Comité des

Le congrès de l'APCG les 13 et 14 octobre à Colmar

Les présidents de conseils généraux et l'Europe

L'ASSEMBLÉE des présidents de conseils généraux (APCG), à majorité UDF, doit se réunir à l'occasion de son 62^e congrès, mardi 13 et mercredi 14 octobre, à Colmar (Haut-Rhin). Les présidents de département présenteront leurs positions sur une série de problèmes d'actualité (transports, sécurité, équipement, environnement), sur l'évolution des budgets, l'action sociale, le développement économique et l'aménagement du territoire.

Jeudi 15 octobre, les présidents se rendront à Strasbourg (Bas-Rhin), où ils rencontreront, notamment, M. Pasquill Marquail, maire socialiste de Barcelone et président du Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE). Ils s'entretiendront aussi avec le président du

Conseil consultatif des collectivités locales et régionales, instance appelée à disparaître au profit du Comité des régions institué par le traité de Maastricht (le Monde daté 2-3 août).

Les présidents de conseils généraux, qui veulent obtenir une représentation au sein de ce comité, débattront du rôle des différentes collectivités locales dans la construction européenne, mais aussi des fonds structurels.

Ils placeront cette journée sous le parrainage du Conseil de l'Europe et, notamment, de la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux (CPLRE), qui souhaite devenir le «quatrième pilier» de cette institution.

IMOGES :



Une multinationale

Une multinationale

Une multinationale

Une multinationale

Une multinationale

Une multinationale

Une multinationale

Une multinationale

Une multinationale

HEURES LOCALES

LIMOGES : LA CONFIANCE RETROUVÉE

Au cœur d'une agglomération de près de 200 000 habitants
la capitale du Centre-Ouest, longtemps repliée sur elle-même, ose enfin afficher ses atouts



La première image forte qui s'impose de Limoges aux voyageurs, c'est sa gare, la gare des Bénédictins. Une solennelle coupole de cuivre vert, flanquée d'un campanile aux formes de minaret. L'ensemble est d'ailleurs souvent comparé à une mosquée fin de siècle au style colonial.

Cette gare fait point au-dessus de la voie ferrée Paris-Toulouse et aussi de quelques autres voies. Car la ville est le point central d'un réseau ferroviaire qui rayonne vers les six coins de l'Hexagone : Bordeaux, Lyon, le Massif Central, la Bretagne par Poitiers et Nantes, la côte atlantique par Angoulême. Un rayonnement bien modeste puisque la SNCF considère aujourd'hui de telles liaisons comme des survivances coûteuses. Un rayonnement qui oblige les collectivités à exercer des pressions constantes pour garder à la ville son rôle périodiquement menacé de non-irradiation.

La « Rome du socialisme »

Les trains s'arrêtent donc en sous-terrain. Il faut, pour accéder à la ville, une montée que des escalators ont transformée, voilà vingt ans, en un long travelling avant sur la gare : une immense salle de perron, un plan central à la rampe des édifices italiens de la Renaissance. Avec tout un jeu de verrières, de vitraux et de sculptures.

Face nord, en fronton côté Paris, un Mercure néo-classique, qui ressemble plus à un guerrier méfiant qu'à un accueillant dieu du commerce. Sous la coupole, quatre allégories nues : la Touraine, le Poitou, la Bretagne, le Limousin (féminisés pour la circonstance),

hors de toute référence parisienne. Comme si Limoges se rêvait en point focal de la côte atlantique.

A l'extérieur, deux groupes monumentaux, d'un beau style républicain fin de siècle, célèbrent les arts qui ont fait de Limoges l'une des villes les plus connues dans le vaste monde : la porcelaine et l'émail. Enfin, cette gare est installée comme un mur de scène qui ferme, face à la ville, le paysage. Au-delà commencent, toutes proches, les ondulations vertes et mauves de la vallée de la Vienne et des monts d'Ambazac.

La gare des Bénédictins est l'un des trois ou quatre monuments essentiels de Limoges. Elle est d'ailleurs mise en valeur par une perspective de jardins à la française, de balustrades et de jets d'eau. Cette halte ne semble pas s'arrêter aux voyageurs trop pressés. La gare est en réalité un résumé fidèle de l'esprit de la ville et de son histoire. Son campanile, par exemple, s'élève à 60 mètres, soit plus haut que les clochers des trois églises gothiques : Saint-Étienne (la cathédrale), Saint-Michel des Lions et Saint-Pierre du Queyrol.

Omniprésent dans le paysage urbain, le campanile de la gare représente la verticale laïque, consciente d'incarner le progrès humain, au milieu des verticales religieuses, et aussi des verticales industrielles qui dressaient il y a peu les cheminées des manufactures de porcelaine.

Il s'agissait de bien rappeler que Limoges, ce haut lieu spirituel du Moyen Âge, était devenue, sous la révolution industrielle, la « Rome du socialisme », selon le mot de Pauline Roland, la fondatrice, en 1848, du syndicalisme enseignant.

Il y a, dans cette ville, une nostalgie inconsciente de capitale déchu. Limoges au Moyen Âge avait rayonné dans la chrétienté des origines. Par son *opus limovicum*, l'orfèvrerie émaillée, les troubadours (Dante, dit la légende, songes à écrire sa *Divine Comédie* en langue limousine), la musique de l'abbaye Saint-Martial, dont le chef d'orchestre médiéval, Marcel Pons, dit qu'« elle fut l'un des centres artistiques les plus féconds des onzième et douzième siècles », un « point de rencontre privilégié sur le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle ».

Prestige et enlèvement

« On y cultivait, ajoute-t-il, l'art de la composition musicale monodique et polyphonique, ainsi que l'art de la poésie liturgique qui constitue l'un des sommets de la poésie latine médiévale. » Elle fut aussi un lieu de rencontre de musique profane, et les *Carmine Burana* lui empruntèrent beaucoup.

Puis vint, au dix-huitième siècle, une autre époque de notoriété, celle de la porcelaine, dont l'Occident cherchait depuis longtemps le secret et qu'il découvrit grâce au kaolin et au quartz limousins. Ce fut le début d'un essor industriel précoce.

Parallèlement et paradoxalement, Limoges garda, en même temps, l'image tenace d'un lieu embourbé dans sa glèbe et dans ses archaïsmes. Rabelais brocarda « l'escholier limousin » : M. de Pourcainac inspire à Molière l'une de ses comédies les plus féroces ; La Fontaine, Voltaire, Jean-Paul Sartre et quelques autres font du Limousin le lieu géographique de tous les obscurantismes. Impossible, à ce

propos, bien que cela agace toujours beaucoup dans la contrée, de ne pas rappeler l'existence du verbe « limoger » : en temps de guerre, c'est là que l'on nommait, loin du front, les officiers incompétents ou suspects.

Ces images contradictoires, de prestige et d'enlèvement, ont profondément marqué l'esprit du lieu. Limoges manifeste, en même temps, un orgueil sourcilieux et une forte capacité d'auto-déniement.

Réflexe de pauvreté, sans doute. L'agriculteur rural s'est toujours cramponné à un sol avare. Et la ville est restée très proche et très solidaire de son terroir. La campagne y est d'ailleurs visible au détour de ses perspectives urbaines. Elle a assuré difficilement sa vocation économique par la transformation des produits locaux : la viande, le bois et le tanin de ses forêts, la laine, la peau, la corne et les os de ses animaux.

GEORGES CHATAIN

Lire la suite page 12

LIRE AUSSI

« Trois hommes et un parti » Université : la stratégie de l'excellence » Emploi : à l'affût des implantations » Un label culturel fort » Activités nocturnes » La télévision régionale dans sa ville » Porcelaine et maître gris » Un technopôle nommé ESTER »

Pages 10 à 12

Une multinationale fidèle

Présent dans vingt-neuf pays, Legrand, numéro un mondial de l'appareillage électrique basse tension confirme son implantation locale

Un chiffre d'affaires de près de 10 milliards de francs, 20 000 salariés dans vingt-neuf pays, Legrand SA, numéro un mondial de l'appareillage électrique basse tension, résiste vaillamment à la crise. La société continue, en ces temps de chute de l'investissement (moins 7 % en 1991 pour la France), à y consacrer, bon an mal an, quelque 10 % de son chiffre d'affaires. Et à développer, dans l'Hexagone et à l'étranger, sa stratégie des dominos. Dernières acquisitions en date : Motveno (Italie), Bufer (Turquie), Picon (Océans) et Beco (Strasbourg).

Une expansion qui s'explique par des raisons stratégiques. « Dans le secteur très diversifié de la basse tension, explique le P.D.G. M. François Grappotte, il n'existe pas de normalisation internationale. » Chaque pays a ses règles de fabrication propres. On ne branche pas un rasoir électrique français dans une prise de courant américaine. Et les acquisitions de PME existantes sur le terrain sont plus efficaces pour la conquête de nouveaux marchés

qu'une impossible fabrication diversifiée exportable à partir de la France.

Legrand SA consacre actuellement des efforts particuliers au marché américain. A ses trois implantations, maintenant bien assurées (San-Antonio au Texas, Glen-Cove et Syracuse dans la région de New-York), elle vient d'ajouter le site de Charlotte (Caroline du Nord).

Le quart des effectifs en Limousin

Mais cet appel du large n'empêche pas Legrand de rester fidèle à son berceau, à la ville de Limoges. C'est là que réside son état-major et que la société vient d'édifier, près de l'usine mère, un nouveau siège social et une unité industrielle de pointe. C'est là aussi qu'il construit un nouveau laboratoire d'études et de recherches sur la domotique.

Au départ, la firme fut l'un des grands noms de la porcelaine de Limoges. Née voici plus d'un siècle, sous le Second Empire, elle employa

aux alentours de la dernière guerre mondiale plus de cinq cents ouvriers. Médaille d'or à l'Exposition universelle de 1937 pour ses décors en vert sous émail et incrustations, elle s'était déjà adjointe à l'époque, en annexe, un petit atelier de porcelaines électriques. Ravagé par un incendie en 1949, elle se reconstruisit totalement dans cette nouvelle activité. C'était une époque de reconstruction et de boom économique - le début des « trente glorieuses » - qui lui valut un essor rapide.

Cet essor s'affirma prioritairement sur le Limousin. Trois usines ont été construites à Limoges, et neuf unités de montage implantées dans des cantons ruraux proches, dans le département ou dans ceux voisins de la Corrèze et de Charente. Aujourd'hui encore, Legrand emploie en Limousin plus du quart de ses effectifs totaux.

Cette implantation locale se poursuit. En accord avec la municipalité de Limoges : l'entreprise est la première occupante de la technopole en voie d'achèvement. Elle y a inauguré début 1992 une unité de pointe, le SITEL (Site électronique limousin). Un bâtiment de 5 900 mètres carrés qui emploie 140 salariés dans la fabrication de produits électroniques nouveaux pour la bureautique et la domotique : commandes à distance, variateurs de lumière, détecteurs à infrarouge, blocs d'éclairage de sécurité.

Ces nouvelles fabrications ne représentent encore que 10 % du chiffre d'affaires total de la firme. Elles étaient jusqu'à présent réparties dans les « trous » de fabrication des chaînes de production du petit appareillage électrique, dans les usines françaises et européennes de Legrand. Mais leur essor rapide et les contraintes de ces fabrications sophistiquées (sol antistatique, hygrométrie et température constantes) commencent à rendre indispensable leur regroupement dans un même site. Ainsi est née la SITEL. Une naissance qui a renforcé la vocation high-tech de Limoges.

G. C.

Du luxe à la viande

A la recherche permanente d'interdites susceptibles de résorber son « déficit d'images », Limoges met volontiers en avant son savoir-faire dans les industries de luxe. La porcelaine est à l'honneur, mais aussi des productions dont on ne sait pas toujours qu'elles sont limougèuses, par exemple les chaussures Weston ou la haute couture Jean-Charles de Castelbajac.

La ville s'est même résolue à une petite rupture culturelle : la transformation de son logo. L'image de Limoges était depuis des siècles celle de son protecteur tutélaire, saint Martial, qui l'avait sauvée du mal des ardents au Moyen Âge. Sa tête barbue et mièvre était omniprésente dans la ville. Mais l'agence de communication Antome-Signis, chargée des études, a osé évacuer le saint protecteur au profit d'un cercle

abstrait en bleu et couleurs feu, qui se prête à des commentaires sémiologiques variés. Les nostalgiques de saint Martial eux-mêmes n'y ont pas résisté.

Autre image, la race bovine limousine. Symbole plus rural qu'urbain, mais Limoges aime bien sa réputation de ville à la campagne. Et la tradition bouchère lui est fortement attachée. Un jury de la Fédération de la boucherie parisienne a classé la belle vache rousse première pour ses qualités gastronomiques devant la bazadaise, la gasconne et quelques autres. Un projet de « technopole-viande » est actuellement en cours d'élaboration à Limoges. Un projet qui pourrait se concrétiser sur le technopôle ESTER et qui associerait à l'élevage la transformation agroalimentaire, la formation et la recherche scientifique et technique.

Limoges, terre et feu

Voici notre nouvelle image. Histoire et présent. Cet automne, les Francophonies se rencontrent ici en Festival International. C 92 (Carrefour International de la Céramique et du Verre), avec ses techniques de pointe, succède à un été d'émail prestigieux. Couleurs du monde, feux, couleurs de terres. Art, culture, sciences et technologies, à Limoges, terre de création.



Ville de Limoges

Un label culturel fort

Festival de chorégraphie contemporaine, salon du dessin de presse, exposition sur l'email. La ville multiplie les initiatives sans oublier de valoriser son patrimoine artistique

Le Festival de la francophonie fait de Limoges, chaque début d'automne, un lieu de rendez-vous international pour les dramaturges, auteurs et scénaristes. Un festival qui se double d'une manifestation plus discursive : l'Université de la francophonie. La volonté de « promouvoir le français dans les relations universitaires internationales » donne l'occasion d'une série de rencontres pluridisciplinaires.

D'autres manifestations font de Limoges un centre d'attraction culturelle. Le Salon international du dessin de presse et d'humour à Saint-Just-Le-Martel, une ville de la toute proche banlieue, y figure en bonne place. Cette année, les personnages de Plantu, Flaminio et les autres ont rendez-vous du 3 au 11 octobre. Le Festival de chorégraphie contemporaine, Danse Emol, s'inscrit aussi dans le calendrier des citadins qui se souviennent du « passage », en janvier 1992, de Régine Chopinot, Maguy Maria, Claude Brumachon, Cécile Tanano et quelques autres. Il faudrait aussi citer, parmi les grands rendez-vous, la Biennale internationale de l'émail, qui a conduit, pendant l'été, de nombreux visiteurs à emprunter la route qui sépare le Musée de l'Émail de la chapelle du lycée Guy-Lussac.

De telles manifestations permettent de faire connaître Limoges à Paris comme dans le reste de l'Europe. Le nom de la ville est associé à un événement, il reste gravé dans les esprits. Comme le théâtre en Avignon, ces manifestations visent à doter la ville d'un label culturel fort.

Il ne s'agit pas seulement d'une question de prestige. L'activité culturelle devient de plus en plus un agent de développement économique. Tous les industriels limousins le savent : ils ont de grandes difficultés à recruter des cadres et à convaincre les épouses de ces cadres, qui redoutent d'aller « s'ennuyer » en Limousin et qui mettent en

avant son « déficit culturel ». Même si, à Paris, Lyon ou Toulouse, ces cadres et leurs familles ne fréquentent que rarement les expositions.

La multiplication de ces manifestations, à Limoges comme ailleurs, attire parfois le reproche inverse. L'événement culturel médiatique serait plus fait pour l'extérieur, « pour les chers de journalistes parisiens », dit méchamment un amateur local, que pour la ville elle-même. Comme si la culture était assimilée à une action touristique.

Une tradition lyrique

Un reproche que la municipalité refuse. Sur un budget total de 1,3 milliard de francs en 1991, elle a consacré, elle-même, près de 6 % des dépenses culturelles. A quoi il faut ajouter des subventions (un total de 6,7 millions de francs) de des organismes et de des initiatives de terrain. Des initiatives qui s'articulent de plus en plus avec celles des autres collectivités territoriales, le conseil général et le conseil régional, ou qui s'intègrent

dans des montages financiers préparés par la direction régionale des affaires culturelles (DRAC).

Premier poste : le Grand Théâtre municipal. Limoges est une des rares villes françaises à maintenir une tradition lyrique avec un orchestre et un corps de ballet permanents. La tradition était à l'opéra, mais le directeur et chef d'orchestre, M. Guy Condette, tire d'année en année le répertoire vers des ouvrages plus ambitieux, Beethoven, Mozart, Verdi, Wagner. L'orchestre se transforme en un ensemble symphonique régional à géométrie variable : ensemble d'instruments à vent, quinzaine à cordes, etc.

La musique est l'une des principales lignes de force de la vie artistique limousine. Cette saison, le Grand Théâtre va proposer en mai des concerts de midi à la fin d'après-midi. Il n'y a pas de semaine sans une ou deux manifestations musicales, dans un registre très étendu. L'Ensemble baroque de Limoges, dirigé par M. Christophe Coint, et l'Ensemble Pygmalion de M. Jean-Michel Hassler, sont

deux acteurs du Festival de Verdun. Des musiciens internationaux de musique baroque s'y réunissent se réunir à Limoges les 19 et 20 novembre.

La ville affirme aussi une vieille prédilection pour le jazz. Au mois de novembre, à Limousin va y amener de nombreux musiciens, parmi lesquels, en vedettes attendues, Carla Bley et Steve Swallow, Anthony Braxton, Jimmy Gourley. La ville possède un hot club en perpétuelle activité (ses invités ces prochaines semaines seront les Stars of Faith et la chanteuse Carrie Smith, avec toujours un staff important de musiciens de jazz).

Autre point fort de l'activité artistique régionale : les arts plastiques. Un ancestral inconscient collectif est né de la pratique séculaire des arts du feu. Au milieu du siècle, les peintres sur porcelaine formaient une aristocratie ouvrière liée à la culture la plus actuelle de leur époque.

Quatre troupes de théâtre

Auguste Renoir, né à Limoges, offre plus tard à sa ville un portrait de son fils Jean, le futur cinéaste. Il peignit, en 1884, Paul Haviland, le rejeton de la plus célèbre dynastie porcelainière, tableau aujourd'hui au Musée des beaux-arts de Kansas City.

Un autre membre de la famille (dont naquit aussi l'écrivain Jacques Chardonne) fut dessiné par Modigliani. Antoine Bourdelle travailla pour Limoges et Claude Monet y créa son service personnel, Giverny, toujours actif aujourd'hui.

À la fin du siècle, et jusque dans les années 30, l'émail et la porcelaine furent en prise directe sur la vie des formes de leur temps, du cubisme aux arts déco. Les deux musées de Limoges (l'Évêché pour l'émail, Adrien-Dubouché pour la porcelaine) remettent aujourd'hui à l'honneur ces périodes récentes. Si la porcelaine, aujourd'hui en crise, ne peut donner dans un prudent classicisme, plusieurs francs-tireurs réunis dans le

groupe Esprit Porcelaine, travaillent dans la création contemporaine en contact étroit avec le monde du design.

Dans les années 68-72, la présence à l'École nationale des arts décoratifs de Limoges des Limousins a été toute une école de jeunes peintres. L'histoire à venir de l'esthétique « supports-surfaces » devra nécessairement avoir un chapitre sur Limoges. Ou, par exemple, Buren, qui, avant l'apparition de ses colonnes dans les jardins du Palais-Royal.

Troisième registre de cette vie culturelle foisonnante, qui surprend toujours les visiteurs, le théâtre. Limoges tient probablement un record, pour une agglomération de 120 000 habitants, elle dispose de quatre troupes professionnelles.

Un centre dramatique national d'abord, La Limousine. Animée par deux vétérans du Théâtre de l'Est parisien (TEP), Ariette Tephany et Pierre Maynard, ce centre a été la première formation d'un réseau coopératif européen au début du siècle. Ici se trouvent dans la capitale du TNP, les auteurs s'appellent William Shakespeare et Pierre Corneille, Molière, Brecht et Samuel Beckett.

Le Théâtre de la Passerelle, animé par Michel Brizat, vagabonde dans le répertoire - Molière l'an dernier, Copi pour la saison à venir - avec quelques auteurs dans le grand spectacle. Le Théâtre d'Expression 7, animé par Michel Eyrolles, travaille dans l'esprit de Dario Fo. La Compagnie Fievet-Paillet, enfin, s'est fait une spécialité du « théâtre de salon » et de l'intimisme.

La Compagnie risque de quitter Limoges fin 1993. Un conflit avec la direction régionale des affaires culturelles sur l'origine de ses « divorces ». La gestion de la culture n'est pas toujours chose facile.

G. C.



LIMOGES

La télévision régionale dans sa ville

Limoges fut l'une des premières villes de France à avoir un radio, puis un télé. C'est donc naturellement que l'ORTF implanta une station de télévision. Avec une aire plus réduite - le Limousin et le Poitou-Charentes, - des studios, un centre de production, puis un bureau régional d'information.

En cette petite région, FR3 a adopté très vite la stratégie limousine : à la fois remarquer les particularités, c'est-à-dire ce qui a produit « Samdynamite », une série sur la Bataille de l'Atlantique (1987) ou « Les Bruts », une émission coproduite avec le club de football pénitencier de la ville de Limoges.

Ce qui ne l'empêche pas d'avoir périodiquement des inquiétudes pour son avenir. Le centre de production a été démantelé, pour une meilleure gestion du budget. La production de « Bruts » a été transférée à Bordeaux, où elle s'est spécialisée dans la postproduction. Pour la production, la station a noué des collaborations. Un pool de réalisateurs, dont Porto, le magazine transfrontalier « Arto Atlantique » avec Rennes et plusieurs émissions britanniques, irlandaises et espagnoles et une émission régulière Limoges-Ontario pour trois émissions communes par an.

Activités nocturnes

COMMENT faire pour s'amuser dans la nuit ? Limoges, comme un haut lieu de réclusion, a connu l'absence de vie nocturne. Sur fond de nuit, les 14-18 et de généraux mis à la retraite pour des échecs - à bien des difficultés à exister, à l'heure où les régions, départements et grandes agglomérations commencent à tout va sur leur « bien être et bien vivre ». A ces images d'Épinal, le Limousin répond par une activité nocturne aussi diverse qu'ailleurs. Activité classique : on trouve finalement autant de « lieux de réjouissance » que dans toute bonne ville de province : bars, boîtes de nuit ne désignent pas et ont même bénéficié d'une heure de fermeture légale plus tardive.

« Ce qui bouge dans le rock »

Et on parle couramment sur les bords de Vienne des « effluves de la jeunesse étudiantine limousine ». Un bar du centre-ville détient d'ailleurs le record du plus fort débit de consommation de la grande Sud-Ouest. La cité porcelainière pourrait également s'enorgueillir de posséder une des plus belles boîtes de nuit de l'hexagone. Un bar où trônent les caves de cuivre et qui produit lui-même son onctueux breuvage.

Activité nocturne... et culturelle également. Puisque Limoges se donne fréquemment des airs de « petit Avignon ». Les spectacles, comme celui des Francophonies, nombre de compagnies de théâtre ont fait de la ville leur scène de prédilection.

Mais si l'on dit que tout va bien le soir dans la capitale limousine, on nous rétorquera que ce n'est pas vrai. Le cinéma, malgré de fortes opérations de promotion, notamment en direction des quelque treize mille étudiants, ne porte pas mieux qu'ailleurs. La

saison d'art lyrique, même si elle est riche en concerts de qualité et d'orchestre régional, ne crée pas le pifond de l'industrie culturelle. Et l'Ensemble baroque avec son chef Christophe Coint, malgré les succès de « Tous les matins du monde d'Alain Corneille » (tourné d'ailleurs non loin de là, au Creuse), semble réservé aux initiés.

Au milieu de tout cela, n'oublions pas le rock : la ville a réservé un de ses centres culturels, le Centre de la culture, à « John Lennon ». Un centre qui a connu bien des stermoments, de longs travaux, pour finalement abriter « ce qui bouge dans le rock limousin » : Les Éclipses. One-Two ou encore Prosody (pardon pour les autres, on ne les oublie pas).

Vieille terre de radicalisme, Limoges et le Limousin ne sont pas « que » culturels : le soir, de septembre à mai, on se rend au palais des sports de Bleu-blanc pour encourager ceux qui pendant vingt ans, sur les parkings de France d'abord, d'Europe ensuite, ont été les Verts. Cette saison, toujours plus ambivalente, les basketballeurs du Cercle Saint-Pierre, le CSP, sont jans et grenat. Ils ont remporté début septembre le premier grand rendez-vous de la saison, le Trophée Légrand. Dans les trois jours qui ont suivi, cent vingt nouveaux abonnés ont rejoint les deux mille acres de la belle orange.

Toutes ces activités pour coucher-tard suffisent-elles à rendre heureux les habitants ? C'est une autre question. Mais l'impression qui domine est que Limoges bouge, même si pour le moment il ne s'agit que de frémissements.

FRANÇOIS RIVAUD
et LUDOVIC LABASTROU
(rédacteur en chef et journaliste à Radio France Limoges)

MACIA SA



LA A LIMOGES

res thérapeutiques

Limousin diversifié, une équipe humaine trouve les éléments pour aller vers une unité de plus en plus internationale du marché pharmaceutique mondial.

l'exportation

qui toujours entretient une relation avec les établissements d'aujourd'hui 80 de son activité à l'exportation.

ré régulière : produit injectable présenté en kit, aide des malades en hôpitaux et us.

océdé aseptique industriel pour le de mélanges ternaires injectables, sides, glucides, protéines) pour la naissance à une gamme complète.

uplète, entièrement automatisée de jection pour un antithrombotique de bas poids moléculaire.

LE CENTRE EUROPÉEN DE CE PRODUIT.

CARREFOUR INTERNATIONAL DE LA CERAMIQUE ET DU VERRE

Merci à tous les participants de C 92

Rendez-vous en 1995

développer votre entreprise

Ici, vous pourrez juger du résultat

le développement. En quelques lignes de haut de bilan, tout se joue. La différence est faite sur quelques postes du compte d'exploitation. Vous jugerez sur la qualité des propositions qui vous sont faites. Comme ceux qui réussissent déjà, nous connaissons les forces de Limoges et la

Haute-Vienne : une industrie, des spécialités, filières technologiques et de recherche, main-d'œuvre de qualité, cadre de vie d'exception... Interlocuteur unique, mandaté par la Ville de Limoges, le Conseil Général et la Chambre de Commerce et d'Industrie, nous construisons avec vous et jusqu'au bout votre projet. Rencontrons-nous.

limoges haute-vienne développement

19, boulevard Victor Hugo - Limoges
Tél. 55.79.27.00 - Télécopie 55.77.60.71

HEURES LOCALES

LIMOGES



Une technopole nommée ESTER

Elle porte presque le nom d'une tragédie. Mais la Limousine a préféré ESTER, en reprenant les premières lettres de l'Espace scientifique et technologique d'échanges et de recherches. Conçue il y a sept ans sur un terrain de 110 hectares, ESTER a été inaugurée le 17 février dernier en présence d'Hubert Curien, ministre de la recherche, et son inauguration est prévue pour l'été 1993.

Le bâtiment central, de forme ronde, déjà construit et largement ouvert, accueillera les services régionaux pour l'innovation et les technologies (CRITT) - opto-électronique, biotechnologies, céramique, - les organismes qui travaillent à l'innovation et la recherche, ainsi que la bibliothèque scientifique. L'Ecole nationale supérieure d'ingénieurs de Limoges (ENSL), ouverte à la rentrée universitaire, sera des locaux provisoires, mais deux ans. Legrand S.A. a implanté et plusieurs parcs de machines à vendre, notamment à Merlin-Gerin (équipement électrique) et à la société informatique. ESTER a pour mission d'attirer le dynamisme économique de Limoges et de sa région. Le maire de la ville, M. Alain Rastet, a précisé le jour du baptême, le 17 décembre dernier, en présence du parrain, l'astrophysicien Hubert Curien, « nous ne voulons pas être ici un lieu de la technologie au milieu d'un cadre de traditions ». Il souhaite créer « un environnement scientifique et technologique », capable de faire d'ESTER des entreprises venues d'ailleurs et de générer de nouvelles idées. Il s'agit aussi, a-t-il dit, de ne pas gaspiller ce terrain en le laissant simple zone industrielle. Limoges n'est pas une banlieue en possession déjà quatre. « Jouer les incertitudes », la municipalité veut à ce qu'ESTER « soit exclusivement située dans le cadre de la haute technologie ».

DU CENTS professionnels de la céramique viennent de se réunir à Limoges. Du 22 au 25 septembre, le Carrefour international de la céramique et du verre, plus simplement baptisé C92, a eu lieu à la capitale limousine.

En liaison avec Ceramtec à Munich et Interacramex à Birmingham, cette réunion a rassemblé les partenaires de la recherche, producteurs de matériaux premiers et de produits finis, équipementiers, organismes techniques et professionnels, d'une filière dont les technologies sont à la fois vitales et à la fois économiques, du bâtiment à l'aéronautique, en passant par la chirurgie et même, maintenant, un traitement des dents.

Cette manifestation économique et scientifique est aussi, pour Limoges, l'occasion de mesurer les progrès de la céramique. Cette matière est née avec le développement du kaolin au dix-huitième siècle et la naissance de la porcelaine, une activité qui a employé jusqu'à 150 000 ouvriers au début du siècle. Aujourd'hui, elle produit la porcelaine française (l'autre moitié est pour l'essentiel, britannique ou polonaise), et ce n'est pas une trentaine d'entreprises pour 150 000 emplois.

La dispersion de cette activité n'empêche pas les innovations, mais le coulage sous pression ou le pressage isostatique à sec ont fait leur apparition. Sur les soixante presses en activité dans le monde, il y en a trois à Limoges. La ville est aussi bien adaptée aux exigences contemporaines : émaux sans plomb, résistance aux micro-ondes et aux lave-vaisselle.

Mais la faiblesse de ses structures - ce sont généralement des dynasties familiales - rend ce secteur très fragile. Toutes réunies, les entreprises limougeunaises ne font que quatre fois moins que la seule firme bavaroise, Rosenthal. Elles sont donc très vulnérables à la crise, d'autant qu'elles exportent la moitié d'une production, très sensible aux aléas de la conjoncture. La guerre du Golfe, par exemple, leur a fait très mal. L'une des plus prestigieuses, Raynaud, vient d'ailleurs de déposer son bilan (Le Monde du 10 juillet).

Les investisseurs étrangers présents. Mais cette industrie, si elle a fait la célébrité de Limoges, n'est qu'une partie, et pas la plus importante, de l'activité céramique de la ville et de la région. La porcelaine sanitaire, par exemple, s'est beaucoup développée ces dernières décennies. Ailla à Limoges (250 emplois) et Jacob et Delafon à Brive-la-Caille (Corrèze) (150 emplois) en sont des illustrations.

Et surtout il y a l'amont, KPCL (kaolin et pâtes céramiques du Limousin), une entreprise bicentenaire née en même temps que la porcelaine. Le kaolin régional est épuisé depuis longtemps, mais demeure un

savoir-faire qui continue à assurer à la firme le quasi-monopole des pâtes françaises : 50 000 tonnes par an, dont le tiers est exporté. KPCL travaille à partir de matières premières largement importées (kaolin, argile, quartz, feldspath, minéraux divers). Elle dispose d'une avancée technologique qu'elle a jusqu'à présent su préserver par une activité de recherche permanente.

Autres produits d'amont : les émaux, couvertes et poudres colorées, produits par l'usine limousine du groupe allemand Degussa (250 salariés). Une implantation qui prouve que les investisseurs étrangers ne dédaignent pas Limoges. C'est encore un groupe britannique qui a repris Matthey-Beyrand (200 salariés), qui produit les décors, décalcomanies ou chromolithographies.

Les équipementiers aussi : Coudamy (120 salariés) est le troisième producteur mondial de fours céramiques. Spécialiste de la cuisson continue, la firme réalise la moitié de son chiffre d'affaires à l'étranger avec des installations sur mesure. « Nous sommes surtout vendeurs de savoir-faire », précise M. Jacques Coudamy, PDG de l'entreprise (le historien des techniques de la porcelaine). Nous soustrayons le gros œuvre et surtout, la chaudronnerie. Nous fournissons ainsi un rôle moteur pour d'autres activités industrielles en Limousin et au-delà.

Second spécialiste des machines thermiques : Elmetherm (115 salariés, groupe Marland), l'un des trois grands mondiaux, avec les Allemands Dorst et Netach, du coulage sous pression. Sa filiale, Cerint-Equi-

pement, se consacre à la robotisation de ce coulage pour la production d'assistants. Elle assure un rythme de mille assistantes à l'heure (quatre cents avec les traditionnelles machines Roller). L'amélioration de la productivité demeure une obsession constante dans la porcelaine dont le prix est encore calculé, pour près de 60 %, d'après les coûts salariaux. Autres équipements : les boyaux et les malaxeurs pour la préparation des pâtes, la firme FNE-Paure y emploie soixante salariés.

Une délocalisation réussie

Cette diversification s'appuie sur un essor parallèle de la recherche. Dès sa naissance, en 1968, la jeune université de Limoges, s'est donnée un pôle scientifique spécialisé : hautes températures, matériaux frittés, céramiques nouvelles, etc. En 1979, ce potentiel a été renforcé par l'arrivée à Limoges de l'Ecole nationale supérieure de céramique industrielle (ENSCI) de Stèvres. Une délocalisation discrète et réussie.

« A Stèvres », explique l'un de ses enseignants, M. Jean-François Baumann, l'école était confinée dans des lieux vétustes, sans infrastructures et sans perspectives de développement. L'arrivée à Limoges dans des locaux neufs, ce fut une renaissance.

Troisième atout : la création d'un laboratoire de céramiques nouvelles, associé au CNRS, qui mobilise aujourd'hui cinquante chercheurs et en permanence une soixantaine d'étudiants « thésards ». Un laboratoire en prise directe avec le monde

industriel. « Son budget de fonctionnement », explique M. Jean Desmoulin, professeur à la faculté de sciences et responsable du laboratoire, est assuré à 80 % par des contrats de recherche ; une cinquantaine par an, demandées par entreprises importantes ; par exemple, Aérospatiale, Pechiney, Rhône-Poulenc ou Saint-Gobain. Et aussi une cession avec l'industrie locale. Plusieurs ingénieurs du KPCL et de Coudamy travaillent en permission avec les chercheurs du CNRS.

Enfin, la nouvelle Ecole nationale supérieure d'ingénieurs de Limoges (ENSIIL), qui ouvre ses portes pour cette rentrée universitaire 92-93, propose, elle aussi, une filière « traitement de surfaces et matériaux céramiques ».

Cette « révolution céramique » s'est vertébrée avec la création d'un Centre de transfert des technologies céramiques (CTTC), qui a le statut reconnu de Centre pour la recherche, l'innovation et les transferts de technologies (CRITT). Avec déjà quelques résultats concrets pour le tissu industriel local. La société Cristal produit des prothèses osseuses ; Sorevi, des revêtements de surfaces céramiques sous vide ; Ensampe travaille sur la vitrification par torche à plasma sous très hautes températures, jusqu'à 15 000 degrés, des déchets toxiques et des résidus dangereux. Toutes les trois sont nées de la collaboration de l'université et de l'industrie.

G. C.

La confiance retrouvée

Suite de la page 9

L'humaniste protestant Théodore de Bèze écrit, dès la Renaissance, que « Limoges, situé en pays froid, stérile, sans rivière navigable et malaisé pour le charroi, n'est toutefois, par une singulière bonté et le mélange de ses habitants fort adroits et ingénieurs, l'un des plus opulents de France et de ce qu'elle contient ».

Ces pauvres se lit aussi dans les anciens hôtels particuliers du centre-ville. Le rez-de-chaussée en pierre de taille, d'une élégance austère, la hauteur du granit est peu apte aux floritures, ornées des étages et colombages et torchis des maisons voisines des quartiers populaires.

Limoges fut donc très tôt une ville industrielle. Au début du XIX^e siècle, lorsque la porcelaine commença à lui donner sa notoriété, elle était même qu'une sous-

traditionnelles du textile et du cuir. On comptait une trentaine de fabriques et près de 3 000 salariés en 1830, ce qui représentait une concentration ouvrière importante à l'aube de la révolution industrielle.

La mémoire de la ville se confond d'ailleurs avec la mémoire ouvrière : division et exploitation du travail, et sentiment d'exploitation et de révolte. Dès le début du XVIII^e siècle, les intendants y signaient au gouvernement royal un esprit de révolte, de révolte et de révolte. Sous la Révolution la ville est jacobine. A partir de 1830, elle vit au rythme des grèves et des premières mutuelles, des syndicats plus ou moins clandestins, des coopératives. Elle fut au centre majeur du mouvement saint-simonien et de la philosophie maçonnique.

En 1848, la ville s'insurge et proclame la République à Paris.

Elle vit un moment en République autonome avant d'être reprise par la troupe. Elle est communarde en 1871, « trois jours seulement », mais c'est assez pour que le colonel Billot, héros de Reichshoffen, y soit tué lors de l'assaut d'une Limoges veut alors empêcher que les renforts militaires du Sud-Ouest à l'aide de Versailles. Il y a une condamnation à mort, par contumace. Quelques années plus tard, des corsetières en grève, qui ne veulent plus être contraintes à dire la prière du matin avant de se mettre au travail, se rassemblent et créent en 1885 la CGT.

Mancos à l'anglaise

En 1905, les grèves insurrectionnelles limougeunaises éclatent. Les ouvriers exigent le renvoi d'un contremaître coupable de harcèlement sexuel (les ouvriers sont nombreux dans l'industrie de la porcelaine). Le patron fait élever la ville. Immédiatement, la ville se coule. Jean Jaurès intervient à la Chambre des députés : « Il y a dans cette grève une question plus haute qu'une question de salaire, il s'agit de la dignité morale des ouvriers ».

La ville est ensuite l'une des capitales de la Résistance. Résistance militaire et aussi d'aide aux juifs et aux apatrides d'Europe centrale. Louise Leiris, Kahweiler, Raymond Queneau se réfugient dans ses abords. Et aussi Roul Hausmann, l'un des inventeurs du dadaïsme à Berlin, en « l'ère dégénérée », selon Hitler, de « l'ère dégénérée ». Il y trouve assez bien pour y rester jusqu'à la fin de ses jours.

Cette tradition de révolte a profondément marqué Limoges. Jusque dans sa topographie. Alors que la plupart des villes françaises ont épanoui leur urbanisme aux XVIII^e et XIX^e siècles, sous l'impulsion d'un bourgeoisie dynamique et triomphante qui les a remodelées (de la place du Capitole à Toulouse à la place Stanislas à Nancy, les exemples sont nombreux), Limoges a été désertée par ses élites, effrayées par ses turbulences. Ces élites ont construit autour, à la manière anglaise, des manoirs et des châteaux plus confortables. La plus somptueuse de ces demeures, héritée par la famille Haviland, les célèbres porcelaines, sous le Second Empire, à une vingtaine de kilomètres au nord de Limoges, a servi de décor à Providence, le film d'Alain Renais.

La ville fut donc laissée à sa « popolaire ». Les usines poussèrent au petit bonheur, les vieux hôtels aristocratiques se cloisonnèrent en appartements misérables. La ville, aujourd'hui, en garde une physionomie de ville industrielle, comme une ville d'Aubervilliers rurale. Elle n'a pas de vrai centre, mais des longs faubourgs qui ont poussé au XIX^e siècle autour des manufactures, puis le long des grands axes routiers : faubourg de Paris, faubourg d'Angoulême, faubourg de Toulouse.

Une rénovation tardive

Limoges elle-même se croyait laide, au point d'être sans réputation pour son propre passé. Périodiquement, des quartiers anciens ont été rasés, à la démolition. La Boucherie, la plus chargée d'histoire locale (les brillantes dynasties de bouchers, installées au XVIII^e siècle y travaillèrent jusqu'à la fin des années 60), a disparu, pour cause d'insalubrité, mais quelques éléments restent.

Le quartier des Ponts, sur la Vienne, entre les deux ponts gothiques Saint-Étienne et Saint-Martial, était à Limoges ce que Belleville est à Paris ou la Croix-Rouge à Lyon : le haut lieu de la mémoire et de la fierté populaires. Il s'ouvrait sur la rivière par un port où s'échouaient le soir les trunks descendus par flottage du plateau limousin. Ils étaient tirés sur la berge par le rude prolétariat des « Navetands », puis acheminés vers les fours à émail et à porcelaine. Les femmes y travaillaient. Tout Limougeaud devait pouvoir s'enorgueillir d'une origine « ponticaude ». Ce quartier a été peu haché, jusqu'à ne plus en rester que quelques éléments justes.

Il n'y a guère plus de vingt ans que la ville a commencé à se réveiller, pour reprendre les paroles de Serge Gainsbourg, la beauté des laids. Il fallut mobiliser une force militante pour que les colombages du quartier de la Boucherie réapparaissent sous les oripeaux qui les avaient mutilés au siècle dernier, pour que les façades soient réouvertes sous les voûtes Renaissance. Et puis le mode a amplifié le mouvement.

Limoges retrouve, sous son proche passé industriel, son lointain passé médiéval. Elle s'aperçoit qu'elle a du charme. Voilà un nouveau motif de fierté pour une ville qui a toujours autant de mal, qui qu'elle en dise, à avoir confiance en soi.

GEORGES CHATAIN

En Limousin, les villes entrent en campagne !



Le Limousin, une région d'équilibre naturel et humain. Cet équilibre, le Conseil régional a voulu le maintenir. En affirmant Limoges dans son rôle de capitale régionale du Centre-ouest. En favorisant par « les contrats d'armature urbaine » le dynamisme et le rayonnement des villes qui animent le Limousin.



Limousin. Une région. Des villes.

Conseil régional du Limousin / 17 boulevard de la Corderie 87 Limoges / Tél. 55.45.19.22

Après les obsèques des victimes des inondations

Vaison-la-Romaine et ses voisines pansent leurs plaies

Dans un profond recueillement, plus de 2 000 personnes ont assisté, vendredi 25 septembre, à Vaison-la-Romaine, aux obsèques, célébrées par Mgr Bouche, archevêque d'Avignon, de 14 des victimes des inondations qui ont frappé mardi la Vaucluse. Le dernier bilan provisoire de cette catastrophe dans le Sud-Est faisait état, samedi 26 septembre, de 38 morts et de 24 personnes disparues.

DE VAISON À BÉDARRIDES
de notre envoyé spécial

Elles se déclarent oubliées. Soixante-trois personnes, mal soignées, sont restées dans leur maison, plus ou moins endommagée, pendant que les secours se concentraient sur les victimes. Parce que Vaison la martyre a normalement focalisé l'attention et capté l'essentiel des secours, on avait, le long des départementales 975, 69 et 977, qui sur une cinquantaine de kilomètres bordent la rive droite de l'Ouvèze, les populations de plusieurs communes du Nord-Vaucluse, de Roaix à Bédarrides en passant par Viols, ont été réduites à penser leurs plaies dans une solitude souvent cruelle.

Faute d'électricité, et bien sûr de gaz, on n'a pas vu les images terribles tournées par des amateurs autour du pont romain de Vaison et c'est par le bouche à oreille qu'on a commencé à comprendre que la hauteur c'était autre chose. Une sorte de fin du monde. «Evidemment, même quand on a tout perdu, on peut encore s'estimer heureux de n'avoir perdu personne», remarque avec une noble sagesse un octogénaire de Viols, qui, devant sa maison dévastée, s'est armée d'un piochon pour attaquer vaillamment la boue. Il faut suivre le chemin détrempé de l'eau qui, chahutant ironie, se confond longtemps avec la crue des vagues, pour cerner l'étendue des dégâts et saisir quelques évidences, d'un pas à l'autre.

Juste après Roaix, où au moins deux habitants ont été tués et dont le pont a réintégré à l'heure, la route de Bédarrides est la plus touchée. Des milliers de tonnes de terre recouvrent l'habitat sur plus de cinquante mètres.

Près de l'emplacement du pont, une grue télescopique de 25 mètres dans les airs. Des dizaines de mètres de la Seine de la Lyonnaise (des eaux) ne sont pas prêts d'avoir réussi à jeter une pontonelle de 40 mètres de long et de 12 tonnes en travers de l'Ouvèze pour y fixer une conduite d'eau de 300 millimètres. Ce travail technique devrait permettre de réajuster en eau potable, samedi soir 60 % de l'agglomération vauclusienne. Des ruptures de canalisation ou l'inondation d'une station de pompage ont privé d'eau une dizaine d'autres communes.

A Beaumes-de-Venise, l'Ouvèze a fait un tour de force. Des dizaines de maisons, trois cents habitants ont été gravement sinistrés. «Pendant deux jours, on a dû faire face avec nos seuls pompiers volontaires, soit une quinzaine d'hommes. Il a fallu atten-

dre jeudi pour que la préfecture pense à nous», se plaint M. Alain Tassou, cinquante-deux ans, président du club de football local, qui régle la circulation pendant qu'un gendarme mobile avalu un casse-croûte.

Depuis la veille une centaine d'aviateurs de la base aérienne 115 d'Orange participent activement aux travaux de débâtellement et au gros nettoyage. Ils regagnent l'école communale qui leur sert de cantine, balais et radiorécepteurs, les avions embourbés croisent une cinquantaine de piments lyons avignonnais, équipés du même matériel. Encadrés par deux religieuses, ces élèves viennent nettoyer le collège privé Saint-Pierre qui était en première ligne lorsque la rivière est sortie de son lit. Ils ne sont pas rancuniers. L'Ouvèze leur a fait très peur. «Avec nos professeurs nous étions vingt-cinq à nous être réveillés au premier étage et l'on voyait l'eau monter marche par marche, se souvient l'un d'eux. On a cru que ça ne s'arrêterait jamais».

A Bédarrides comme à Viols, c'est une inondation classique que l'on a eue. Un envasement des eaux «à la française», serait-on tenté de dire, par opposition à l'effet de typhon coté observé à Vaison-la-Romaine. Ici, pas d'engorgement, donc pas d'eau sous pression. Bien sûr, on a dû circuler en bateau pendant quarante-huit heures dans certains quartiers. L'eau a atteint 2,50 mètres dans le centre du village et mille cinq cents des cinq mille habitants sont gravement sinistrés. «On ne déplore aucun mort».

«La ville aux sept rivières»

Dans cette lointaine banlieue d'Avignon, bordée par la RN 7, et l'autoroute du soleil, la menace des caprices de l'Ouvèze fait partie du paysage. Ne l'a-t-on pas surnommée «La ville aux sept rivières»? «Vous savez, Bédarrides est un lieu, par sa situation géographique, qui est très agréable à visiter», dit M. André Fort, maire du village depuis 1989. «J'ai connu l'inondation de 1953 qui était très mauvaise, mais cette fois-ci on était préparé, on avait des digues».

C'est un mardi, mardi, que l'eau a envahi les rues, soit près de quatre heures après le «raz de marée». Un déluge qui laisse perplexe : pourquoi l'eau n'a-t-elle pas été domptée? «Il y a eu une manœuvre de coordination», assure M. Fort. «On a su que ça allait vraiment très sérieusement, il était trop tard». Par chance, tous les habitants ont pu se réfugier au premier étage ou sur le toit de leur maison, mais on a été le pire.

L'Ouvèze a regagné son lit, mais depuis quatre jours tout Bédarrides est en hauteur. Du matin au soir, les sinistrés repoussent inlassablement la boue devant eux, grattant, balayant, rasant, piochant par pioche, mètre par mètre. Une seule occupation obsessionnelle qui dure encore des jours, voire des semaines. Même avec l'intervention des pros moyens. «Il a fallu aller faire signe à un convoi de pompier sur la nationale, sinon personne ne s'inquiétait de nous», souligne-t-on ici amèrement.

Mais aujourd'hui, pour leur grande lassitude, les Bédarridiens ont reçu de l'aide. Des secours du sud de la France, d'Avignon, de Marseille même. A tel point que dans le village, dont les accès sont strictement filtrés par les gendarmes, on assiste à un embou-

teillage de camions, balayeuses, suceuses, arroseuses, camions-pompes. Jeudi, un convoi de lourds véhicules municipaux est encore arrivé de Marseille avec une trentaine d'employés volontaires. Du coup, certains trottoirs, quelques magasins et des rez-de-chaussée, débarrassés, ont retrouvé quelque couleur. Soudés par l'épreuve, les Bédarridiens, dont beaucoup ont tout perdu, viennent se réchauffer dans une atmosphère chaleureuse sur la place centrale. Derrière les tables de cette épicerie en plein air, le ravitaillement ne manque pas. C'est par palettes entières que les aliments de base ont convergé.

De sérieuses

conséquences économiques

Ivre de fatigue, la population a pris le temps d'observer l'avenir. Si l'été n'est pas lumineux, on pense généralement, comme le maire, que dans quelques semaines «la vie reprendra le dessus». A condition que l'argent arrive vite et principalement sous forme de secours. Toute évaluation précise serait pour l'instant illusoire. Tout juste peut-on se livrer à un recensement. Une bonne cen-

taine d'habitations sont ou devront être détruites, plusieurs milliers d'autres sont très endommagées. Sur la bande inondée, beaucoup d'artisans, et surtout des commerçants, ont été gravement touchés, mais les inondations n'ont pas eu de conséquences au plan industriel. Quelques PME inondées devraient reprendre leurs activités. La viticulture est partiellement touchée, mais sur un périmètre très limité et le côté du Rhône a de beaux jours devant lui. La réparation des grosses infrastructures — ponts, digues, chaussées — constitue, à l'évidence, le poste le plus lourd.

Les professionnels du tourisme craignent en revanche que «l'image de mort et de désolation» diffusée et amplifiée à propos de la catastrophe ne porte pour longtemps préjudice à une région qui, en réalité, n'est aucunement défigurée. Comment les rassurer? Sinon en insistant sur la beauté intacte et l'harmonie préservée d'une ville et de villages qui ont le privilège de s'insérer dans un pays vert et bleu, au doux va-et-vient qui s'offre en toile de fond les dentelles de Montmaur et le mont Ventoux.

ROBERT BELLERET

Le cas Gregory

Un petit Américain de douze ans, pour rester dans sa famille adoptive, a obtenu le droit de « divorcer » de ses parents naturels

WASHINGTON

de notre correspondant

Evidemment télévisée, une audience du tribunal d'Orlando (Floride) a donné lieu, jeudi 24 septembre, au spectacle d'une mère accusée par l'avocat de son propre enfant — et devant celui-ci — d'être une droguée, une alcoolique, une prostituée et une lesbienne. L'affaire commence en juillet lorsqu'un fils de douze ans, le garçon à l'introduction lui-même une action judiciaire contre sa mère, Gregory, accuse cette dernière, Rachel Kingsley (vingt ans), de l'avoir toujours «négligé», de l'avoir placé depuis huit ans dans différents orphelinats et de ne le réclamer aujourd'hui que parce qu'il a trouvé une famille d'accueil, des parents adoptifs, qui veulent le garder et avec lesquels il veut vivre.

La justice de Floride a donné satisfaction à la requête de Gregory, qui entendait obtenir le «séparation légale» d'avec sa famille naturelle afin que sa nouvelle famille puisse officiellement l'adopter. Habituellement, c'est la famille adoptive qui entame ce genre de procédure. Mais, dans ce cas, c'est Gregory, qui, formellement, a été autorisé à le faire, et le jugement rendra un tourment dans l'histoire du droit de la famille aux Etats-Unis. Il s'agit du droit des enfants mineurs à se séparer de leurs parents.

Pour de plus beaux jours?

Les faits sont tristes. Rachel Kingsley a une vie difficile. Sans emploi, dépendant de maigres allocations sociales, séparée du père de ses enfants, vivant aujourd'hui avec un ancien repris de justice, elle est volontiers décriée par ses voisins, et même par sa famille, comme ayant un comportement parfois irresponsable : alcool, drogue, vie sentimentale agitée, relations douteuses. Elle rejette ces accusations. Elle dit qu'elle n'a jamais voulu abandonner Gregory, qu'elle n'a accepté de s'en séparer, il y a huit ans, que pour «un bon moment». «A l'époque, je ne pouvais pas subvenir à ses besoins et j'ai été contrainte de le confier à l'Assistance publique. Je l'aime et sa place est avec moi et ses deux frères» (huit et dix ans). Le père naturel a, pour sa part, renoncé à l'exercice de ses droits parentaux.

Rarement visité par sa mère dans ses orphelinats successifs, Gregory a été placé par une famille à l'âge de huit ans. Comptant déjà huit enfants — qu'il n'entend pas quitter. C'est ce qui a poussé la famille à procurer à l'enfant le nom d'un avocat. La télévision a montré des images d'un jeune garçon, Charles, vif, curieux, visage grave, cheveux noirs, sans rien dire, sans avocat, M. Jerry Blair, avocat de la mère de Gregory, et de drogue. Pas de résultat, l'avocat de cette dernière, M. Jane Carey, accusait l'enfant de vouloir renier son milieu familial et de profiter d'une famille adoptive plus riche... Il ne pouvait disposer de plus beaux jours.

L'affaire a attiré une foule de médias. Photos à la une des journaux, interviews à la télévision. Lui et sa mère ont déjà été approchés par des producteurs, prêts à acheter l'histoire. Plus gravement, les juristes s'interrogent : où trace la ligne entre la défense de la famille et la protection des mineurs? C'est la première fois qu'un magistrat américain a été amené à solliciter la rupture des liens légaux avec ses parents. Certains redoutent la naissance d'une jurisprudence qui pourrait révolutionner les relations entre parents et enfants.

Le procès intervient à un moment où l'Amérique philosophe sur la fragilité de la famille. Malmenée dans les sondages, les amis du président et candidat républicain, George Bush, assient cru bon, ont été, lors de leur convention de Houston, de se présenter comme les seuls vrais détenteurs des valeurs familiales de l'Amérique. Le polémiste de droite Patrick Buchanan avait, de la tribune de la convention, accusé M. Clinton de vouloir autoriser les enfants à pouvoir, à tout propos, traîner leurs parents en justice — accusation que M. Bush ne s'était pas privé de reprendre. En fait, M. Clinton, juriste de talent, est l'auteur d'un article, publié dans les années 70 dans une revue de droit, où il évoque une situation dans laquelle un enfant, avec le procès Gregory, évoque la possibilité d'ouvrir des recours juridiques aux enfants malades dont les parents appartiennent à des sectes qui rejettent toute utilisation de la médecine moderne.

ALAIN FRACHON

FOOTBALL : la huitième journée du championnat de France. — Grâce à un match nul à Toulouse (2-2), vendredi 25 septembre lors de la huitième journée, le Paris-Saint-Germain conserve seul la tête du championnat de France de première division.

Autres résultats : Monaco b. Nantes 3-1 ; Saint-Etienne b. Le Havre 1-0 ; Nîmes et Sochaux 1-1 ; Toulouse et Caen 1-1 ; Bordeaux et Strasbourg 1-1 ; Lyon b. Montpellier 2-1 ; Metz et Valenciennes 0-0.

Le classement s'établit ainsi : 1. Paris-Saint-Germain, 13 pts ; 2. Auxerre, Nantes et Marseille, 12 ; 3. Monaco, Saint-Etienne et Bordeaux, 10 ; 4. Metz et Strasbourg, 9 ; 5. Montpellier et Sochaux, 8 ; 6. Caen ; 7. Lille, 7 ; 8. Lyon, Le Havre et Toulouse, 6 ; 9. Lens, Valenciennes et Nîmes, 4 ; 10. Toulouse, 3.

Deux nouvelles incalculables après la catastrophe du stade de Furiani. — L'enquête sur la catastrophe du stade de Furiani (Haute-Corse), M. Jean-Pierre Rousseau, a inculpé de coups et blessures et homicides involontaires, vendredi 25 septembre, deux responsables d'une société ayant fourni une partie du matériel nécessaire à la construction de la tribune. L'entreprise de MM. Daugand et de L'Etoile avait fourni du matériel «entreposé» à la tribune du stade.

fausse plaque soit... Pour les infractions, le barème des retraits de points est modifié comme suit :

— Quatre points : pour non-respect de la signalisation des feux, des stops et des sens interdits ; pour demi-tour et marche arrière sur autoroute ; pour circulation sans éclairage.

— Trois points : pour franchissement caractérisé de la ligne continue ; pour circulation sur la bande d'arrêt d'urgence ou sur la partie gauche de la chaussée ; pour dépassement, arrêt ou stationnement dangereux.

— Deux points : pour usage d'un terre-plein central et accélération au moment du dépassement.

— Un point : pour chevauchement de la ligne continue et maintien de feux blancs pour les autres usagers.

En dehors de la modulation du retrait de points pour le chevauchement ou le franchissement de la ligne continue, le nouveau barème se distingue du précédent par la modulation des sanctions appliquées aux excès de vitesse. Ainsi, pour un dépassement de 0 à 20 km/h, le retrait n'est plus que d'un point ; de 20 à 30 km/h, il est de deux points ; de 30 à 40 km/h, il sera de trois points ; au-delà de 40 km/h, il passera à quatre points. Une nouvelle grille des limitations de vitesse — révisées — va être mise en place pour les véhicules lourds.

La dernière disposition retenue n'est pas la moins importante puisqu'elle indique que les conducteurs expérimentés — dont le permis date de plus de trois ans — qui auront perdu leur «droit de conduire» après le retrait de leur capital de points pourront le retrouver sans avoir à repasser l'épreuve de conduite, comme cela était prévu par les décrets du mois de juin dernier. Ils devront cependant satisfaire à un examen médical et psychotechnique, passer une épreuve théorique générale et participer à un entretien sur les facteurs de l'insécurité routière.

Une instruction sera donnée aux préfets pour que les commissions administratives de suspension du permis de conduire ne soient saisies que pour les infractions les plus graves (susceptibles d'entraîner un retrait de quatre points ou plus). Le gouvernement confirme enfin la suppression des contrôles de vitesse a posteriori à partir des disques de contrôle chronométriques, qui avaient provoqué la colère des «poids lourds» début juillet.

C. de C.

Un risque

par Christophe de Chenay

PARADOXE. Le jour même où le gouvernement se félicite de l'amélioration spectaculaire de la sécurité routière pendant les mois de juillet et août (1), en y voyant une conséquence heureuse de l'application du permis à points, il annonce un assouplissement de cette réglementation. Avec son petit capital de six points et l'obligation de repasser toutes les épreuves du permis après annulation du «droit de conduire», la première mesure de la législation — la plus sévère en Europe — avait montré son effet dissuasif.

Le français semblait avoir adopté cette «conduite apaisée», comme dit M. Sarre, qui permet par exemple à la Grande-Bretagne de compter deux fois le nombre de morts que la France avec un trafic comparable. Pour justifier cet assouplissement, le gouvernement prétend aujourd'hui que plusieurs dispositions n'ont pas été comprises par l'opinion publique. M. Roché, le président de la commission de suivi, a rencontré des chauffeurs routiers qui considéraient comme une «hurclonde» d'avoir à repasser les épreuves pratiques du permis de conduire, alors qu'ils ont parcouru des centaines de milliers de kilomètres. La plupart des amendements annoncés sont destinés aussi en vue d'une harmonisation des réglementations européennes. Enfin, on ne peut exclure que des sanctions plus sévères, en cas de grands excès de vitesse, proposées par la commission Roché, soient retenues par le gouvernement dans quelques semaines.

Mais, le 25 septembre, une nouvelle précipitation, les modifications vont donner aux opposants les plus virulents du permis à points l'impression qu'ils ont été entendus, aux autres le sentiment d'une reculade. Le gouvernement prend un risque. Le retour à de mauvaises habitudes de sécurité routière signifierait que l'effet de menace ne joue plus sur les conducteurs français.

(1) 300 vies épargnées et 4 000 blessés évités, soit le meilleur résultat depuis l'apparition des statistiques sur la circulation en 1956.

MÉDECINE

Grâce au diagnostic génétique préimplantatoire

Une équipe anglo-américaine expérimente une nouvelle technique de dépistage anténatal de la mucoviscidose

Une équipe de chercheurs anglais (hôpital Hammersmith, Londres) et américains (Baylor College, Houston) annonce, dans la revue médicale *The New England Journal of Medicine*, qu'elle est parvenue à mettre au point un diagnostic génétique préimplantatoire de la mucoviscidose.

On considère qu'en Europe une personne sur vingt porte, à l'état hétérozygote, le gène responsable de la mucoviscidose (1). Cette maladie se traduit par la formation de sécrétions extrêmement épaisses au niveau en particulier des bronches, ce qui a pour conséquence quasi-inévitable la survenue d'une insuffisance respiratoire majeure.

La technique développée par l'équipe du docteur Alan Handyside

(Hammersmith Hospital, Londres) consiste à proposer à des parents ayant eu auparavant un enfant atteint de mucoviscidose — et donc eux-mêmes porteurs d'un gène défectueux tout en étant sains — de recourir à la pratique d'une fécondation *in vitro*.

Une fois celle-ci réalisée, et alors que l'embryon n'en est qu'à huit cellules de développement, les médecins prélèvent une cellule dont ils vont ensuite analyser l'ADN. Le fait de prélever ainsi une cellule n'altère en rien le développement embryonnaire, assure le docteur Handyside. L'analyse chromosomique permet de déterminer quels embryons sont porteurs du gène responsable de la mucoviscidose et de ne sélectionner, pour n'implanter ensuite dans l'utérus de la mère, que ceux qui sont indemnes. Grâce à cette technique, les médecins anglais ont permis, en mars dernier, la naissance d'une petite fille saine.

Sans cette technique, l'enfant avait un risque de 25 % d'être atteint de mucoviscidose.

En ayant recours à la fécondation *in vitro* et au diagnostic préimplantatoire, cette nouvelle technique permet d'éviter une interruption de grossesse, un diagnostic anténatal classique ne pouvant se faire que sur un fœtus de onze à seize semaines. En outre, elle devrait à terme être applicable à d'autres maladies génétiques telles que, par exemple, la myopathie.

Si l'on voit bien l'intérêt que le diagnostic préimplantatoire peut avoir pour de nombreux couples, il n'en pose pas moins un redoutable problème d'ordre éthique. Dans ses déclarations au *Monde* (daté 17 septembre), M. Jacques Testart, biologiste à l'INSERM, estimait que la mise en œuvre de cette technique constituait un «bouleversement total». Il voyait un risque consi-

dérable d'engendrement, plus grand qu'avec les progrès du programme Humain, on devrait disposer d'ici peu d'un grand nombre de marqueurs génétiques.

Pour M. Testart, il n'y a qu'une seule solution : l'interdiction de l'usage mondial du diagnostic génétique sur l'embryon humain. Il semble urgent que s'engage sans tarder une réflexion sur cette nouvelle technique qui devrait bouleverser la nature même de la procréation humaine, assistée, celle-ci risquant de plus en plus de ne plus être réservée aux seuls couples stériles.

FRANCK NOUCHI

(1) L'hétérozygote signifie qu'un seul chromosome d'une même paire est porteur du gène responsable de la maladie.

CULTURE

Signature d'un accord
entre le CNPF
et les intermittents
du spectacle

Peu à peu, un accord a été signé, vendredi 27 septembre, entre le CNPF (CFTC, CFE-CGC, CFTC), sur la réforme partielle du régime d'assurance-chômage des intermittents du spectacle.

L'accord, qui prend effet au 1^{er} novembre et expire le 30 juin 1993, il maintient en grande partie les règles particulières d'indemnisation du régime. Les syndicats FO et la CGT ont refusé leurs signatures.

Selon les signataires, les conditions d'accès au régime demeurent pratiquement inchangées. La principale modification réside dans l'instauration d'un droit à l'emploi - d'un montant des allocations, égal à 20 % (10 % pour les plus de cinquante ans), intervenant un an après la fin de l'activité, et neuf mois après la fin de l'indemnisation. Cette disposition, ainsi que quelques autres, de moindre ampleur, devraient traduire par une économie de 10 millions de francs en 1993, et de 19 % du montant du régime d'indemnisation (1,6 milliard de francs). Selon les chiffres fournis par l'UNEDIC, 27 % des indemnisés verront leurs allocations diminuer de 10 % à 20 %, et 30 % perdront entre 20 % et 30 %. A l'inverse, 10 % des indemnisés verront le montant de leurs prestations augmenter.

En outre, le mode de calcul pour l'ouverture des droits aux prestations est légèrement revu à la baisse pour les intermittents payés au cachet, qui sont les plus nombreux. Cependant, alors que le système actuel n'ouvre droit qu'à six mois d'allocations pour un intermittent indemnisé, la première fois et qui justifie d'une durée d'activité de cinq ou sept heures dans l'année (environ trois mois), la réforme prévoit un droit pendant douze mois. Enfin, le CNPF a annoncé à l'occasion la unification des bases de calcul des droits.

La CGT a dénoncé cet accord : « L'arbitrage est particulièrement lourd : alors que les économies s'évaluent à 10 %, le régime général d'assurance-chômage, cette fois, elles sont de 20 % », a affirmé M. Maurice Lamoot, chef de la délégation, tout en notant « de réels succès » du CNPF. Pour FO, M. Alphonse Bernard a estimé que le dispositif « a supprimé la spécificité du régime particulier des intermittents, déjà bien entamée ». Le secrétaire général de la fédération CGT du spectacle, Jean Voirin, a lancé un avertissement, en rappelant que l'engagement du gouvernement à l'égard des intermittents : « L'affaire n'est pas terminée », a-t-il conclu.

PHOTOGRAPHIES

Les obsessions de Sophie Ristelhueber

Les paysages façonnés par l'homme, les traces de la guerre, la violence des corps sont les sujets de prédilection de cette photographe inclassable

Depuis dix ans, Sophie Ristelhueber utilise la photographie pour « revisiter » les territoires « usés » par l'homme, les formes et la matière du réel : l'architecture, le bâtiment, pierre ou corps humain. Après Beyrouth, dévasté par la guerre, elle a partie pour le Koweït, bouleversé par l'opération « Tempête du désert ». Ce travail est présenté au Magasin de Grenoble, avant l'Imperial War Museum de Londres. Elle explique ici une démarche qui, nourrie de l'expérience du terrain, s'écarte résolument du journalisme.

« Après Beyrouth en 1982, vous avez visité le désert du Koweït en octobre 1991, six mois après la guerre du Golfe. L'actualité est donc votre matière première ? »

« Chaque fois qu'un événement me touche précisément (Beyrouth après l'incursion israélienne, le Koweït après la guerre du Golfe), je suis déçue, et quelque fois furieuse, de la mise en forme des images réalisées à cet occasion. Je le vois comme un défi que j'essaie de relever. Je suis allée au Liban parce que j'avais été frappée par les ruines modernes de la ville, en toile de fond. Je voulais réaliser un livre plein de silence (1), enregistrer simplement les immeubles détruits, les pierres des façades mitraillées. D'autres fois, comme pour moi très importante, comme ceux de Yougoslavie, où je me suis rendue l'année dernière. Mais je n'ai pas eu le temps de le faire. »

« En quoi votre démarche est-elle un reportage ? »

« Nous sommes arrivés à un moment de saturation par rapport à l'actualité. Le réalisme terrifiant des images que les reporters nous rapportent a fini par se vider de son sens. En fait, pour évoquer l'homme, il faut nécessairement qu'il y ait des images qu'il faut souvent mieux que l'image. Ainsi, dans les photographies du Koweït, les tanks sont vus du ciel, explosés, et les débris d'armes : j'y vois plus de douleur que sur le visage déshabillé d'un soldat. C'est ce que je cherche pas à décrire, ce que je ne peux pas décrire. En fait, j'ai attendu plus d'un mois pour « digérer » et regarder ces photographies. »

« Qu'est-ce qui vous a dé-



Le désert du Koweït six mois après la guerre du Golfe

dée plus précisément à partir du Koweït ?

« Pendant la guerre elle-même, j'avais vu dans un magazine une image prise depuis un jumbo, où l'on voyait des explosions noires des tranchées et des fortifications faites par les Irakiens. J'étais obsédée par l'idée de désert qui est plus sa. Et c'est ces images que j'avais présentes alléant dans le droit fil de mon travail sur les territoires « cicatrisés ».

« Affronter physiquement la réalité »

« Votre travail est un mélange de vues aériennes et de photographies au sol. Pourquoi une telle association ? »

« En passant des vues aériennes au sol, j'ai cherché à faire perdre l'idée d'échelle, comme l'élévation de poussière. Marcel Duchamp. C'est une image qui me fascine et que j'ai gardée en tête

pendant tout ce travail. Cette balade entre l'infiniment grand et l'infiniment petit déstabilise le spectateur. C'est une bonne illustration de la notion que nous avons au monde. Nous sommes de moyens modernes pour tout voir, tout appréhender mais, en fait, nous ne voyons rien. »

« Même si certaines images s'apparentent à des coupes au microscope, je ne voulais pas, non plus, que ce soit sur l'échelle vire complètement à l'abstraction. J'ai donc beaucoup marché, travaillé sur les innombrables objets abandonnés : chaussons, théières, télévisions, meubles de bureau. Et puis les « choses » de la guerre : obus, lance-missiles, tanks, toutes sortes de mines. J'ai trouvé une collection de balles, de roquettes et de petits miroirs qui devaient faire partie de la panoplie du soldat. Des journaux intimes, des couvertures écosseuses qui ressemblaient à celles de mon enfance. J'avais l'impression de sentir physiquement cette folie des gens qui fuyaient vers le Nord. Ce double abandon de l'homme et de l'objet, de l'homme et de l'objet, ces « choses mortes » ramènent au côté prosaïque de la guerre. En même temps, coupés de leur usage,

les objets deviennent eux aussi des abstractions. »

« Vous n'êtes ni artiste ni reporter, mais un mélange des deux. Comment vivez-vous cette association ? »

« Il ne faut pas abandonner le terrain du réel et de l'émotion collective aux seuls reporters, rédacteurs ou photographes. Il y a dix ans, mon livre sur Beyrouth avait été contesté par le milieu de la photo de reportage - le fait que je puisse regarder une maison comme une maison, que j'en fasse le seul objet de mon travail. L'atelier ne me suffit pas. Il est essentiel, pour moi, d'aller affronter physiquement la réalité. Au Koweït, j'ai voulu faire corps avec le territoire. Le terrain était aussi miné que celui de l'image. C'était également une manière de poser le problème de la représentation, finalement celui de l'art. Avec la crise, le milieu artistique est en train de se rendre compte qu'il doit renouer des liens avec le réel. C'est ce que je veux dire aujourd'hui : « c'est l'image toute simple ». Un « fait ». Comme les portraits réalisés par Diane Arbus ou Walker Evans. - Faut-il, c'est le titre du livre

que vous avez conçu parallèlement à l'exposition... »

« Il me fallait un titre laconique, à l'opposé du très médiatique « Tempête du désert ». Ce que j'ai vu - la guerre - c'est un fait. Les formes que j'ai saisies ont été « faites » par la guerre, puis par moi. La guerre - et ses formes - ne dit rien d'autre que c'est comme ça. Les deux fragments de texte de Clausewitz que j'ai mis au début et à la fin du livre encadrent les images, sans début ni fin. »

« Pourquoi avoir utilisé la couleur ? »

« Elle est déterminante à cause du sable, sa dominante monochrome. Je voulais cette toile de fond « papier peint » que l'on retrouve dans tout mon travail. J'ai gardé le noir et blanc pour ce que j'appelle « le désert sale », là où la pollution est telle qu'il fait nuit à midi. Ce sont aussi les images les plus abstraites. »

« Comment vous situez-vous par rapport à la photographie de paysage ? »

« Je ne m'intéresse pas dans cette tradition, j'ignore la perspective, j'évite le ciel, les lignes de fuite. Je privilégie les espaces saturés, cloisonnés. L'œil ne peut s'accrocher à aucun chemin, aucun usage. Il n'y a pas d'échappatoire. »

« D'où vient cet intérêt pour les médiums classiques, depuis votre travail sur les blocs opératoires en passant par les paysages de montagne, jusqu'au Koweït ? »

« Tout cela parce que je suis issue d'une famille de médecins, sensible aux découpes, fractures, et textures. Le désert est abîmé qu'un corps. En prenant une image de tranchée en zigzag, j'ai revu une image que j'ai faite il y a dix ans, montrant le cou d'une femme que l'on recousait. Au Koweït, je voyais les grandes lignes linéaires comme deux morceaux de désert rapprochés. Les Alpes du Sud, que j'ai photographiées pour la DART, sont aussi un territoire après la bataille, aujourd'hui déserté par l'homme. Ce sont des lieux dans lesquels je me plais. Je retrouve là mes repères, mes obsessions. »

Propos recueillis par MICHEL GUERRIN

(1) Beyrouth Photographies, Hazan, 1984.

La Magasin, Centre national d'art contemporain, Site Boucay-Vallier, 155, cours Berriat, 38000 Grenoble. Tél. : 76-21-95-84.

Fait, éditions Hazan, 182 p., 95 F.

MUSIQUES

L'imaginaire de la malade

Légère fièvre, maux de cœur et humeurs mélancoliques, portrait de Suzanne Vega en hypocondriaque de charme

Elle a baptisé son dernier disque - le quatrième - 99.9°F. Converti en degrés centigrades, on obtient une légère fièvre - 37,7°C - qui est assez la perception pour que « la réalité devienne étrange. Pas d'une étrange extravagante, juste un peu étrange », dit Suzanne Vega. Dans sa chambre d'hôtel, elle boit du thé, elle est assise à la table, elle garde la boîte à mouchoirs en papier à portée de main, Suzanne Vega est un peu malade.

La conversation prend un tour médical, d'autant plus facilement que l'on se trouve dans la douzaine de chansons de 99.9°F : « un champ de bataille » et « accueils ». Jusqu'ici, j'avais utilisé la métaphore du soldat. Et quelqu'un m'a fait remarquer que, en général, les batailles arrivent après la bataille pour soigner. C'est vrai. Mes deux premiers disques ont été une leçon, celui-ci a plaidé pour la thérapie.

Pourtant, Suzanne Vega a tourné le dos à la froideur clinique qui caractérise ses chansons, qui a fait de Days of Open Hand son précédent disque, un semi-échec commercial. Elle jure avoir renoncé à sa foi de jeune fille : « J'avais pris la décision de traiter des sentiments, de symptômes physiques ou d'écrire Cracking (la première de son premier album) parce que j'estimais que la musique

populaire souffrait de sentimentalisme. En plus, le regard des médecins sur le corps, intime et détaché, m'intéressait. Je trouvais une certaine poésie étrange dans le langage médical. J'ai changé d'avis. Maintenant, ma tâche est de trouver le moyen d'exprimer la douleur sans utiliser le langage de tout le monde. »

« Un travail formidable dans l'est de l'Europe »

Pour faire ce chemin, Suzanne Vega a choisi un guide idéal, Michael Fromm, producteur en vogue qui sait aller de l'aimable au tragique. « J'avais été impressionnée par son travail avec Richard Thompson. Michael n'avait pas peur de mélanger les genres, de faire un travail comme Richard Thompson comme chanteur de folk, qui a sa nature (et sans doute aussi celle de Suzanne Vega), puis comme Jimi Hendrix. Il m'a dit : « Je veux faire un disque au monde la nuit, qui soit toi, le monde de l'avenir, de l'imprévu, de l'incertitude, le des deux dernières années de la vie de la chanteuse : « J'ai enregistré Days of Open Hand en subissant une pression extrêmement forte de la part de la maison de disques (A&M) parce que je venais de rencontrer un grand succès commercial (avec l'album Solitude Standing et le simple Luka). J'ai décidé de le produire moi-même

avec Anton Sanko [qui joue des claviers dans son groupe]. Comme beaucoup de gens qui manquent d'expérience, nous nous sommes trop bien fait, et l'album est devenu comme cette table. »

Days of Open Hand s'est vendu à un million d'exemplaires dans le monde. Assez pour qu'A&M ne perde pas d'argent. En revanche, la tournée qui a suivi a ressemblé à un tour de montagnes russes : « Dans les pays de l'est de l'Europe, nous avons reçu un accueil formidable. Mais, dans le Sud profond des États-Unis, il nous est arrivé de jouer devant soixante-quinze personnes dans un club. Ce qui rend humble et fier. Mais j'ai fini en disant que je ne le ferais plus jamais. D'autant que, pour écrire, j'ai besoin d'une nuit normale, et passer son temps dans un bus avec dix-sept types, c'est tout sauf une vie normale. »

Enfin, c'est à ce moment qu'est intervenu l'épisode Tom's Diner. La chanson, une ritournelle mélancolique à capella, ouvrait et fermait l'album Solitude Standing. DNA, un groupe de rappers à l'époque inconnu, en fit une adaptation. C'est un peu une force que ma vie m'a faite. Je venais de passer un an de travail intensif à réaliser un album très important pour moi. Et en deux jours, pour 50 dollars, pour s'amuser, des types prenaient une de mes chansons, met-

taient un peu de musique derrière et en vendaient trois millions d'exemplaires. On sent bien que, sur le moment, la farce a été un peu cruelle, le rire un peu jaune. Mais Suzanne Vega a survécu. Elle se demande maintenant ce qu'elle portera sur scène pour la tournée qui devrait commencer au début de l'année prochaine.

THOMAS SOTINE

99.9°F. Un CD, 540 1172-2 (Le Monde du 24 septembre).

Le compositeur américain Frank Zappa, malade, constatait de rentrer à Los Angeles. Le compositeur américain Frank Zappa, atteint d'un cancer de la prostate, a été contraint de rentrer à Los Angeles, mercredi 23 septembre, sans assister aux représentations de sa dernière œuvre The Yellow Shark en Allemagne, a annoncé jeudi le porte-parole londonien de la firme discographique du musicien. Frank Zappa devait diriger cette composition interprétée par les vingt-six musiciens de l'Ensemble moderne de Francfort. Toutefois, le programme de concerts prévus en Allemagne et en Autriche sera maintenu. (AFP.)

DANSE

Banderilles et pétards mouillés

À Lyon, les aléas d'une Biennale hispano-maniaque

LYON

de notre envoyée spéciale

La « passion de Espina » continue de ravager les rives de la Saône et du Rhône, avec des bonheurs inégaux. Après le succès de la Feria Georges-Pompidou - et elle fête sur le traité de Maastricht, dans le Vieux-Lyon (cent mille spectateurs promeneurs selon la police, cent cinquante mille selon les organisateurs), allaient reprendre la noria des Carmen, le fracas des zapatecos, la lutte des jeunes loups de la danse contemporaine espagnole avides de reconnaissance internationale.

Seule ombre au tableau : transformatrice en « café cantante », avec petites tables où l'on devait consommer tapes et sangria pendant les spectacles de flamenco, la Maison de la danse a dû précipitamment, sous les gros yeux des services de sécurité, se rabattre sur l'édifice traditionnel.

Dominique Boivin doit soutenir sa réputation de Pierrot lunaire, de doux furetu de la danse française : on se doute bien que sa Carmen ne ressemble pas aux autres. Il aime les « espas » du mythe en les éparpillant dans l'espace, le décor, les costumes (Sylvie Skias), la chorégraphie, lui-même, irrésistible avec sa tête de Cocteau mélancolique perchée sur longues jambes maigres, perversité à jamais le stéréotype de la fatale gitane. Un petit chien piqué de banderilles traverse la scène, image qui résume bien l'esprit de cette pièce, peut-être plus forte qu'il n'y paraît sous ses airs de bulle de savon.

Angels Margari n'est pas une inconnue en France : son original Kolbebas avait remporté le grand prix du concours de Bagnolet 1988, on a pu la revoir ensuite au Centre Georges-Pompidou - et elle fréquente les soirées internationales. Elle offre à Lyon Corol la, un solo qui séduit par la belle fluidité, l'ample respiration d'une danse sur le cercle, la spirale, le tournoiement.

L'accueil sera plus réservé pour la compagnie 10 Y 10 Danza et les deux pièces proposées par ses deux directeurs, Monica Runde et Pedro Berdegas. Sous le parrainage invoqué d'Osce Wilde, la première donne de l'« espas » à une masculine, dans C33 et Other Tales, une image assez ridicule, à grand renfort d'éphèbes caressant des arums et de regards que personne ne croit muets ; le second, dans Actos Impuros, fait lourdement s'affronter un fémur, un androgyne et un ange dans un décor de hautes chaises métalliques où de papier hygiénique lacéré. La « passion de Espina » a aussi ses pétards mouillés.

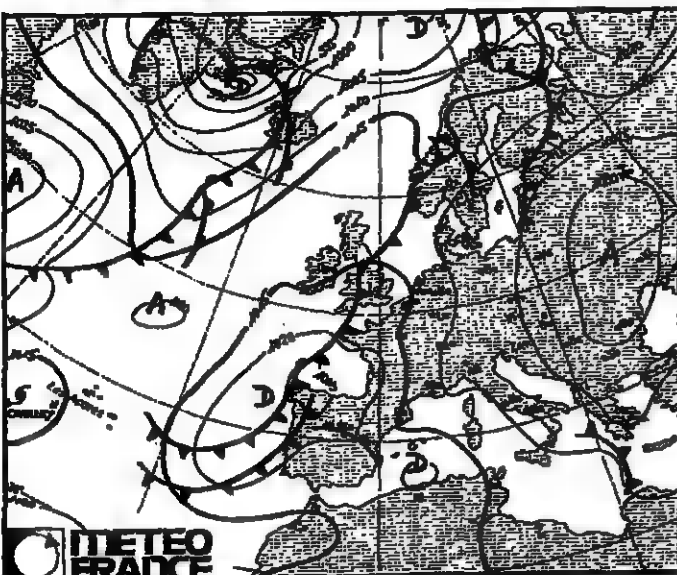
SYLVIE DE NUSSAC

Biennale de Lyon, jusqu'au 4 octobre (tél. : 72-41-00-00). La Carmen de Dominique Boivin est à Boucwiller, Théâtre du Marché aux grains, le 27 septembre à 17 heures (tél. : 88-70-94-08).

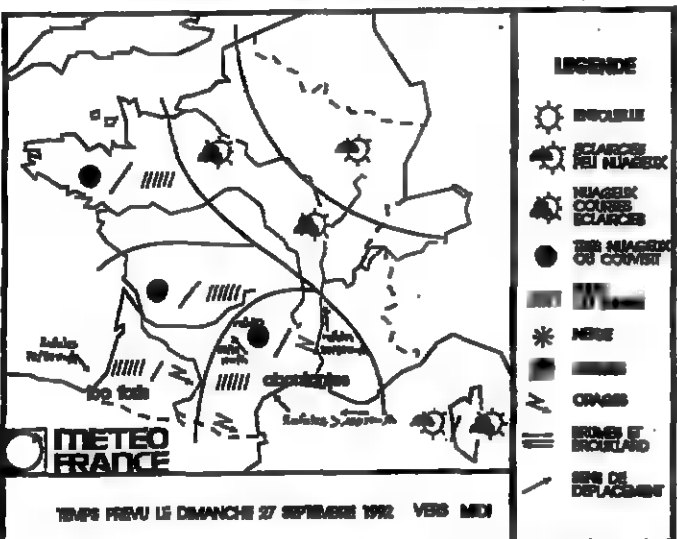
55 من الإجمالي

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26 SEPTEMBRE A 0 HEURE TUC

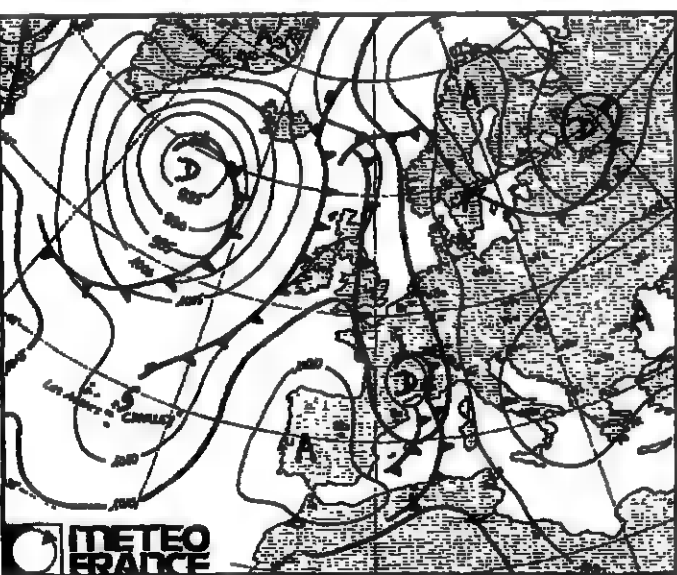


PRÉVISIONS POUR LE 27 SEPTEMBRE 1992



Dimanche : situation pluvio-orageuse critique sur le sud du pays. Sur la Bretagne, le temps est nuageux, gris et pluvieux. Les régions de la Loire et de la vallée du Rhône sont sous l'effet d'un front dépressionnaire qui apporte des orages, parfois violents, et des précipitations de pluie. Les régions du Nord-Est, de la Bourgogne, du Nord des Alpes, sont sous l'effet d'un front dépressionnaire qui apporte des orages, parfois violents, et des précipitations de pluie. Les régions du Nord-Est, de la Bourgogne, du Nord des Alpes, sont sous l'effet d'un front dépressionnaire qui apporte des orages, parfois violents, et des précipitations de pluie.

PRÉVISIONS POUR LE 28 SEPTEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES - minima - maxima - temps observé
le 25-9-1992 à 18 heures TUC et le 26-9-1992 à 0 heures TUC

FRANCE	TOUTES ZONES	ÉTANGER	LIÉGEOISE	LIÉGEOISE
PARIS	12 D	12 D	12 D	12 D
LYON	12 D	12 D	12 D	12 D
MARSEILLE	12 D	12 D	12 D	12 D
NANTES	12 D	12 D	12 D	12 D
STRASBOURG	12 D	12 D	12 D	12 D
Toulouse	12 D	12 D	12 D	12 D
Alger	12 D	12 D	12 D	12 D
Amsterdam	12 D	12 D	12 D	12 D
Bruxelles	12 D	12 D	12 D	12 D
Copenhague	12 D	12 D	12 D	12 D
Dakar	12 D	12 D	12 D	12 D
Hankou	12 D	12 D	12 D	12 D
Hong Kong	12 D	12 D	12 D	12 D
Jakarta	12 D	12 D	12 D	12 D
Manille	12 D	12 D	12 D	12 D
Medan	12 D	12 D	12 D	12 D
Osaka	12 D	12 D	12 D	12 D
Seoul	12 D	12 D	12 D	12 D
Singapour	12 D	12 D	12 D	12 D
Tokyo	12 D	12 D	12 D	12 D
Yokohama	12 D	12 D	12 D	12 D

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément d'été dimanche-lundi.
Signification des symboles : P signalé dans le journal radio-télévisé ; F film à voir ; M ne pas manquer ; C chef d'œuvre du cinéma.

Samedi 26 septembre

- TF 1**
- 20.45 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. Le frère de la rue, avec Fred Dryer, Stefanie Kramer.
- 22.25 Série : Agence tous risques. Le Jugement dernier, de David Hemmings.
- 0.00 Magazine : Formule foot. Résumé de la huitième journée du championnat de France.
- F 2**
- 20.50 Magazine : La Nuit des héros. Présenté par Michel Creton. A Abbeville.
- 22.40 Magazine : Double jeu. Présenté par Thierry Ardisson. Spécial télévision : Variétés : les Ménéges, de R. M. Spencer, Rose et Néma : le film.
- 23.40 Série : Les Incorruptibles. L'Assommoir.
- 0.30 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine.
- F 3**
- 22.20 Série : Police secrets. L'Enveloppe, d'Yves Lafaye. Journal et Météo.
- 22.35 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.
- 22.45 Magazine : Vie à la ville. De Patrick Barrat et Kim R. Spencer. Rose et Néma : le film.
- 23.40 Série : Les Incorruptibles. L'Assommoir.
- 0.30 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine.
- Canal Plus**
- 20.30 Téléfilm : RSVF. De Paolo Barzman.
- 22.00 Spectacle : Supermodel of the World 92.
- 22.20 Flash d'informations.
- 23.30 Cinéma : Ré-enrôlé 2. O. L'Américain de Brian Yarns (1989).
- 1.05 Cinéma : Simple mortel. Le film français de Pierre Jolivet (1991).
- M 6**
- 20.45 Téléfilm : Le Monde de Ludovic. De Jean-François de Decker.
- 22.30 Téléfilm : Au nom de la vérité. D'Anthony Page, avec Jacques Welch, Christa Dorn.
- ARTE**
- 20.40 Documentaire : Les Tambours d'hiver. De Sarah Edor et Leonard Karmel.
- 22.10 Court métrage : The Victor. De Phil Haynes.
- 22.20 Court métrage : L'Équilibre de la peur. D'Edouard Nazarov.
- 22.25 Spectacle : Cirque Plume. D'Alain Hattet.
- 23.20 Documentaire : Poldi Jazz. De Philippe Gampelwitz et Alex Sauter. Dans le cadre de la série Les Travaux d'Ophélie.

Dimanche 27 septembre

- TF 1**
- 20.50 Cinéma : Protection rapprochée. O. Film américain de Peter Hunt (1986).
- 22.30 Magazine : Cinq dimanche.
- 22.40 Cinéma : Sept morts sur ordonnance. O. Film français de Jacques Rouffio (1978).
- F 2**
- 20.50 Cinéma : King Kong. O. Film américain de John Guille (1976).
- 23.10 Magazine : Bouillon de culture. Invité : Jean-Luc Mélenchon.
- 0.10 Journal : Météo.
- 0.25 Magazine : Musiques au cœur.
- F 3**
- 20.45 Spectacle : Dimanche en fête. Magie de Monte-Carlo. Huitième Grand Prix magique de Monte-Carlo.
- 22.00 Magazine : Le Divan. Invité : Gianni Amelio.
- 22.30 Journal et Météo.
- 22.45 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.
- 22.55 Cinéma : Madame de... O. Film français de M. Ophélie. Le roman de Louis de Vignerot (1953).
- 0.05 Musique : Portée de nuit. 1^{er} mouvement de D. Dvorak ; dir. Riccardo Chailly.
- Canal Plus**
- 20.35 Cinéma : Mardis et moi. O. Film franco-allemand de J. W. Weisse (1989).
- 22.15 Flash d'informations.
- 22.20 Magazine : L'Équipe du dimanche. Football. Boxe.
- 0.50 Cinéma : L'Affaire Dominici. O. Film français de Claude Barraud-Aubert (1972).
- M 6**
- 20.45 Téléfilm : Blessure d'amour. De Jack Bender.
- 22.30 Magazine : Culture pub. Sages : le Sept ; Des mots : Cadeau Bonus : le Massacre de la pub ; En quito : Télé dimanche.
- 23.00 Cinéma : Fédéra. O. Film français de Max Pécas (1975).
- 0.40 Magazine : Spécial express. Spécial Monsters of rock 92.
- ARTE**
- 20.30 Cinéma : Le Début. O. Film soviétique de G. P. P. (1970).

CARNET DU Monde

Naissances

— Révélée : DOULILA

à la très grande joie d'annoncer la naissance de ses trois sœurs.

Karine, Danièle, Chérie.

le 11 septembre 1992, à Paris.

77, rue des Quatre-Vents, Neuilly-sur-Seine.

— Partielle, Marc, Maximilien, Benjamin, Martin et Constantin.

souhaitent à leur père, beau-père et grand-père un très bon anniversaire.

Décès

— Saint-Fuscien.

— M. Yves Bresson.

son épouse, M. et M^{me} Georges Bresson.

M. et M^{me} Laurence Bresson, ses enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Bresson, ses petits-enfants.

BILLET

Le cumul
agences-
régies publicitaires

Le projet de loi défendu par M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, sur la moralisation de la vie économique et sur la publicité, a déclenché parmi les publicitaires et les médias une intense activité de lobbying. Un lobbying accusé par l'agence. La discussion devrait avoir lieu à l'Assemblée nationale entre le 5 et le 7 octobre, avant même l'examen du projet de loi de finances.

Certains effets de ce lobbying, s'ils étaient réels, le ministre, pourraient radicalement transformer le visage de la publicité en France.

MM. Philippe Michel et Jean-Michel Carlo, responsables associés de deux des agences publicitaires françaises qui ont le vent en poupe - notamment sur le plan de la création - CLM-BDDO et BDDO, ont remis au ministre une note dans laquelle ils indiquent leur attachement à la commission paritaire (CPI) des médias, la suppression pourrait vider certaines agences, parmi les plus petites, de la disparition. Mais ils ont surtout, au nom du « Club des dix » - outre BDDO et CLM-BDDO, ce « club » regroupe les agences de renom comme Grey, FCB, Deloitte et associés, JWT, Ogilvy ou DDB Needham, et attire l'attention du ministre sur une particularité exclusive française : les liens capitalistiques et organisationnels qui existent entre certaines agences et les régies publicitaires. Les citées visées ne sont autres que les filiales publicitaires du groupe Havas et Publicis, les deux mastodontes de la publicité.

Pour le « Club des dix », dont aucun ne dispose de régie, ne pas toucher à ces liens reviendrait, en cas de suppression de la commission paritaire, à éliminer le pouvoir absolu des régies publicitaires et à protéger les agences qui leur sont liées. Un système qui aboutirait à la faillite des agences dépourvues de régie et à une concentration accrue. Et qui mettrait en danger les médias qui ne bénéficient pas de la protection de régies publicitaires puissantes.

Cette protestation n'est pas sans rappeler le combat mené en 1987 par trois agences indépendantes dont deux - FCB, BDDO - appartenant au « Club des dix », la troisième (RSCG) ayant depuis rejoint Havas, contre l'omnipotence d'Havas dans le monde publicitaire et contre sa volonté de rachet de TF1. Il y a cinq ans également, M. Raymond Barre avait souhaité que « soit interdite le cumul agence de publicité-régie » Le Monde du 17 mai 1987 et demandé que la France suive en cela l'exemple des autres pays européens.

YVES-MARIE LABÉ

Numéro deux européen
du vitrage automobileLa société italienne SIV
va être privatisée

Le gouvernement italien a proposé à la mise en vente de la société SIV (Società Italiana Vetro), l'une des principales sociétés du groupe public en liquidation EFIM. La privatisation de SIV a été officiellement annoncée à l'issue du conseil des ministres du vendredi 25 septembre. La SIV est le principal producteur européen de vitres pour automobiles (22 % de ce marché) mais travaille aussi pour le bâtiment.

Avec un chiffre d'affaires de 11 milliards de lire en 1991 (185 millions de dollars environ), 25 usines, 5 220 employés, la SIV est l'une des entreprises les plus puissantes du groupe EFIM, mais a subi l'effet de la crise de l'automobile. Selon le commissaire extraordinaire chargé de mener la liquidation de l'EFIM depuis le 17 juillet, M. Alberto Predieri, le bilan consolidé de la SIV était négatif à cette date.

Sur fond de mesures d'austérité

L'activité en Roumanie est suspendue aux élections

Près de trois ans après la chute du régime de M. Nicolae Ceausescu, les réformes de l'économie roumaine progressent très lentement. Le plan de redressement conçu avec le Fonds monétaire international (FMI) vise à contenir l'inflation et à stimuler les exportations, mais les réformes structurelles, et notamment la privatisation, heurtent à des obstacles politiques.

BUCAREST

de notre correspondant

Avec ses « nouveaux pauvres » qui battent le trottoir de la capitale, les enfants mendiants lavant hâtivement les pare-brise des grosses cylindrées qui circulent dans un flot d'identiques Dacia, la Roumanie « post-communiste et capitaliste », où la corruption semble se porter mieux que l'économie, prend parfois des allures de Brésil. Alors que 0,5 % de la population affirme pouvoir satisfaire « son besoin de vivre », 23 millions de Roumains frôlent le seuil de la pauvreté (150 francs par mois) et 5,5 millions d'entre eux vivent au-dessous (moins de 90 francs par mois). Signe des temps, un mont-de-piété vient d'ouvrir dans la capitale, pendant que les magasins de luxe s'implantent.

La politique économique du Front de salut national, marqué dans ses premiers mois par de coûteuses mesures démagogiques prélectorales, a fait naufrage. A la veille des élections locales de dimanche 27 septembre, les hommes du Front de salut national au pouvoir depuis la révolution et la chute de Ceausescu en décembre 1989, se rejettent la responsabilité des « désastres ». Au cours des huit

premiers mois de 1992, la production a chuté de 22,9 % par rapport à la même époque de 1991. Et la population, euphorique après la révolution, aujourd'hui déçue par la chute de son niveau de vie (-35 %).

Les coffres
de l'Occident

Le président Iliescu et ses partisans accusent l'ex-premier ministre, M. Petre Roman, et son équipe de « jeunes » d'avoir fait preuve de « dilapidation », voire d'être « corrompus ». Soutenant la nouvelle candidature du président Iliescu, le petit Parti socialiste du travail, dirigé par un ex-premier ministre de Nicolae Ceausescu, est le seul à prôner pour « une économie sociale de marché, opposée au marché libre traditionnel ».

L'opposition, réunie dans la Convention démocratique, promet de faire mieux que MM. Roman et Iliescu, réunis ou séparés, notamment en ouvrant grâce à son emblème - la clef - les coffres de l'Occident. Personne, pourtant, ne prétend vraiment pouvoir faire mieux que l'ancien premier ministre, M. Theodor Stolojan. A ce point que l'opposition, après avoir élu d'un fait un candidat à la présidence, l'a approché pour savoir s'il n'accepterait pas de conduire le gouvernement d'après les élections.

Conclu avec le FMI, le plan de redressement de M. Stolojan vise à réduire une inflation de plus de 16 % en rythme mensuel dans les premiers mois de 1992 et à limiter le déficit commercial qui a atteint 1,6 milliard de dollars en 1991. Grâce à l'introduction de subventions douanières pour les produits non essentiels, une politique de crédit préférentiel pour les exportations et une dévaluation progressive de la monnaie roumaine, la balance commerciale roumaine a enregistré, en août, un excédent de 13,5 mil-

lions de dollars après un premier surplus de 11 millions en juillet.

En augmentant brutalement le taux d'intérêt (le taux de l'État atteint 70 %), et en limitant le déficit budgétaire à moins de 3 % du produit intérieur brut (PIB), M. Stolojan a réussi à stabiliser l'inflation à un rythme annuel de moins de 3 % depuis avril. M. Daniel Deian, directeur des études économiques de la Banque nationale, s'inquiète cependant de la pression sur les salaires dans l'avenir, ainsi que des effets de la baisse des importations sur la production. Un autre signe inquiétant : la faiblesse des investissements dans une industrie obsolète, même si l'épargne progresse.

La montée
du chômage

Les mesures d'austérité ont fait grimper le chômage : de 3 % à la fin de 1991, il est passé à 7 % fin août 1992. Il grimpe à 7 % fin août 1992. Il grimpe à 7 % fin août 1992. Il grimpe à 7 % fin août 1992.

La privatisation n'a pas vraiment démarré sur une grande échelle, alors que les nouvelles règles régissant les rapports entre l'État et les ex-sociétés sont de plus en plus floues. Dans l'agriculture, la loi de restitution des terres a entraîné des petites propriétés - au total, 9,5 millions d'hectares ont été alloués à 5,3 millions de propriétaires - mais les paysans ne disposent ni d'engrais ni d'outils ; le « grainier à blé » a dû importer plus de 3 millions de tonnes de blé cette année. Les élections ne résoudront donc pas tous les problèmes économiques. Mais, une évolution favorable de la vie politique roumaine et des étrangers pourraient se contenter d'un attentisme qui leur a déjà coûté cher.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Référendum en Suisse

Les électeurs helvétiques se prononcent
sur un nouveau réseau ferroviaire alpin...

Dans la perspective du prochain référendum sur l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE), la consultation populaire du dimanche 27 septembre sur la construction d'une nouvelle transversale ferroviaire alpine (NLFA) constituera un premier test européen pour la Suisse. Un refus de l'ambitieux projet ne remettrait pas seulement l'accord de transit conclu entre Berne et la CEE, mais menacerait la participation pleine et entière de la Confédération à l'EEE, qui doit être ratifié le 1^{er} janvier 1993, un grand marché entre les Douze et les Sept (Finlande, Suède, Autriche, Islande, Norvège, Danemark, Liechtenstein) et l'Association européenne de libre échange.

BERNE

de notre correspondant

Déjà qualifiée de « chantier du siècle », la future NLFA prévoit l'ouverture de deux nouveaux tunnels, d'une longueur totale de 50 kilomètres dans les Alpes, ainsi que des lignes d'infrastructure de raccordement avec l'axe l'ouest du pays. Son objectif principal est de transférer de la route au rail le trafic des marchandises en transit qui devrait doubler d'ici l'an 2000, sous l'impulsion de l'extension du marché communautaire. Une fois réalisés les travaux, en 2007, la NLFA sera mieux intégrée au réseau ferroviaire européen et la durée des trajets transalpins raccourcie de moitié. La réalisation de ce projet, le plus important de la Suisse, a déjà débouché sur un crédit de 14,9 milliards de francs suisses, mais le gouvernement ne s'attend pas que le coût définitif, compte tenu des intérêts et de l'inflation, pourrait atteindre les 20 milliards.

La réalisation de la NLFA s'inscrit dans le cadre du rapprochement amorcé par la Suisse avec la CEE. Depuis longtemps déjà, les échanges de prestations pour amener Berne à l'inter-

face frappant les canions de plus de 100 tonnes d'emprunter son territoire, quasi obligé de le nord et le sud du continent. Tout en maintenant son refus d'un couloir pour les 40 tonnes, réclamé par la CEE, la Suisse a offert en compensation un système de transport combiné, privilégiant le rail en aménageant les lignes existantes en attendant la mise en œuvre des nouvelles transversales. Ces propositions ont été reprises dans l'accord de transit signé avec la CEE en complément des dispositions de l'EEE réglementant les transports.

Projet « démesuré »
et « gouffre financier »

Alors que la NLFA a été largement approuvée par le Parlement, l'organisation d'un référendum a été décidée par les écologistes les plus radicaux avec l'appui d'une partie de la population du centre d'Uri, inquiète des bouleversements que les travaux entraîneront au Sud de la centrale. Estimant ce projet « démesuré », ils s'opposent à l'adhésion à l'EEE, qu'ils considèrent comme un « gouffre financier » qui engendrerait quelque 10 milliards de francs suisses et n'est pas suffisamment respectueux de l'environnement. Pour eux, la solution passe par le transfert obligatoire sur le rail du trafic des marchandises en transit.

Le gouvernement et la plupart des partis, tant de droite que de gauche, font valoir que le transport combiné représente la meilleure solution, à la fois respectueuse de l'environnement et des intérêts bien compris du pays. Alors que le Conseil d'Etat (Chambre haute) vient d'approuver à la quasi-unanimité le traité sur l'EEE, qui sera soumis au référendum le 6 novembre, le vote du 27 septembre peut-être un avant-goût du rapprochement de l'Union européenne dans l'opinion helvétique.

JEAN-CLAUDE BUHRER

... et sur l'éventuelle suppression
des droits de timbre

BERNE

de notre correspondant

Faut-il supprimer les droits de timbre sur certaines opérations bancaires afin d'améliorer la compétitivité de la place financière helvétique ? Telle est en substance la deuxième question du référendum de dimanche.

Pour ses partisans, le gouvernement, la droite et les milieux économiques, cette révision de la loi fédérale devrait contribuer à raviver l'attrait de la place financière suisse. Certaines opérations sur titres échappent de plus en plus au marché helvétique au profit d'autres pays qui ont réduit la fiscalité pour attirer les investisseurs.

La Confédération pratique seule à connaître encore de tels impôts. Dès lors, les fonds de placement suisses au Luxembourg, par exemple, paient des droits de timbre sur les titres qu'ils achètent à Londres ou à Zurich qu'à Genève ou à Berne.

Les partisans du projet estiment que les droits de timbre entraînent des préjudices considérables qui se répartissent sur l'ensemble de l'économie. A cet égard, le maintien de ces impôts pourrait coûter quelque 10 000 emplois sur un total de 120 000 dans le seul secteur bancaire.

J.-C. B.

COMMUNICATION

Six mois après
la préemption gouvernementaleDémarrage d'ARTE
sur le réseau hertzien
lundi 28 septembre

La chaîne culturelle franco-allemande ARTE va s'ouvrir au public, lundi 28 septembre à 19 heures, sur l'ex-réseau hertzien de la Cinq. Le gouvernement a fait usage de son droit de préemption sur ce réseau, qui couvre 85 % du territoire français, le 23 avril (le Monde du 25 avril).

Un droit contesté devant le Conseil d'Etat par les associations de téléspectateurs de l'ancienne Cinq et les associations de production.

Depuis le 30 mai, seuls les allemands français au titre de « citoyens français » ont le droit de voir leurs homologues allemands - y avaient accès (le Monde du 1^{er} juin). FR 3 avait cependant lancé un aperçu des programmes d'ARTE, le samedi, pendant plusieurs jours.

Lundi 28 septembre, le public d'appuyer sur le bouton du canal de l'ex-Cinq pour suivre des documentaires, puis le télétexte de la série - sous-titrée - « Monty Python's Flying Circus », un journal baptisé « Le monde » et ensuite les « Ailes du désir », film de Wim Wenders, et « Les téléspéctateurs » enfin le droit de voir des chaînes intelligentes, à attendre 23 à 30 », a indiqué un responsable français des programmes.

La cérémonie d'1 heure du lundi 19 heures de l'ouverture de la Cinq sera l'objet d'une émission de l'Union européenne de l'audiovisuel (CSA), qui transmettra entre plusieurs candidats à partir du 30 septembre.

TF1 est autorisé à diffuser « Les marches de la gloire » et « Le monde ». La cour d'appel de Versailles a infirmé, le 25 septembre, un jugement du tribunal de commerce de Nanterre, rendu le même jour, qui interdisait à TF1 de diffuser jusqu'au 7 novembre « Les marches de la gloire » et « Le défi », la transmission de deux films diffusés dans la soirée du 25. France 2 estimait que les émissions diffusées par un transpondeur d'Antenne 2, Laurent Cabrol, inspiraient de « La nuit des héros » et avait fait appel à la justice (le Monde du 29 août).

SOCIAL

Une réduction des effectifs de 2,5 % par an

Remous autour du plan de restructuration
de la Société générale

Les grandes banques généralistes souffrent et cherchent à la fois à diminuer la charge de leur réseau et à sélectionner la clientèle la plus rentable. Dans cette logique, la Société générale a présenté aux syndicats, mercredi 23 septembre, un plan de restructuration sur trois ans qui provoque des remous.

La banque dirigée par M. Michel Viénot envisage de réduire les effectifs de 2,5 % par an, contre 0,8 % en moyenne au cours des cinq dernières années. Sur les 22 300 personnes qui travaillent au réseau national, environ 1 600 emplois devraient ainsi être supprimés en trois ans. Le plan prévoit également quinze regroupements d'agences mères par an (les agences mères s'occupent des travaux administratifs), mais en maintenant le nombre de points de vente.

Après cinq mois de conflit, l'agrement de la nouvelle classification des agents de la Sécurité sociale

Après cinq mois de blocage, le ministère des Affaires sociales a annoncé, jeudi 24 septembre, sa décision d'agréer la nouvelle grille de classification des 180 000 employés des régimes de Sécurité sociale. L'accord conclu en mai par l'Union des caisses de Sécurité sociale (UCASS) et les fédérations FO, CFE-CGC, CFTC et CFDT avait été repoussé (le Monde du 22 mai) par le ministre des affaires sociales, M. René Teulade qui reprochait de ne pas suffisamment prendre en compte les critères de compétence et la qualification.

Bosch : accord sur le travail de nuit du dimanche à l'usine de Caen (Calvados), ont annoncé vendredi 25 septembre qu'elles venaient de signer un accord portant sur l'organisation du travail de nuit et du dimanche. Cet accord, qui concerne 40 des 1 100 salariés de l'usine - dont des femmes - prévoit la création de trois équipes qui travailleront en alternance, y compris la nuit et le week-end. Les salariés concernés travailleront 30 heures par semaine sans réduction de salaire. Cet accord, qui entre en application

J.-M. N.

Retour à la réalité

FRANÇOIS BOSTNAVARON

Recul dans le calme

	Covers 18 sept.	Covers 23 sept.
Alcoa	67 5/8	66
AT&T	44	44
Boring	34 1/2	34
Chase Man. Bank	22 3/4	22 3/4
De Post de Nederland	34	34
Gaston-Knolls	33 3/4	34
Exxon	64	63 1/2
Ford	42 1/8	38 7/8
General Electric	79 3/4	77 7/8
General Motors	34	34
Goodyear	65 1/4	62
IBM	83 1/2	89
ITT	64 3/8	64
Mobile Oil	65 3/8	65 3/8
Occidental	74 3/8	74 3/8
Schlumberger	68 3/4	65 1/2
Tesaco	64 7/8	63 1/8
UAI Corp. (a-bale)	107 3/4	113 1/2
Union Carbide	13 3/8	13 3/8
United Tech.	48	48 3/8
Westinghouse	16 1/8	16 1/8
Xerox Corp.	78	76 3/4

Petite hausse

degrés grâce aux espoirs de baisse des taux, même si la forte expansion de la masse monétaire M3 en août (+9,0% en rythme annuel contre 8,5% en juillet) annoncée mardi les a fortement affectées. La conjoncture, qui reste maussade en Allemagne, a

Métallurgie, mécanique

	25-3-82	Diff.
Current/Materials	184.80	+ 1.20
Domestic Airfare	381	- 19
Oil Market	1645	+ 19
Free-Will	384	- 16.10
India	319	- 10.80
Latin America	384	- 1
Middle East	77.70	- 2.20
Pakistan	354.80	- 42.80
Pakistan Int	168.60	+ 2
Program SA	874	- 20
Senior Admin	666	- 16
Value	721	- 48

Mines d'or, diamants

	25-9-92	DIV.
Anglo-American.....	114.10	+ 1
Bathurst.....	22.90	+ 0.90
De Beers.....	66	unch.
Duke.....	46	- 3
Gencor.....	14.90	+ 0.90
Harmony.....	11.15	- 0.15
Rand Mines.....	14.10	- 0.40
Santa Helena.....	20.10	- 0.50
Western Deep.....	77.20	+ 1.20

Debitoren	48	=	3
Creditoren	14,99	+	0,9

Harmony.....	11.15	- 0.15
Handicrafts.....	14.10	- 0.40
Sainte-Hélène.....	20.10	- 0.90
Western Deep.....	77.20	+ 1.20

Pétrole

	28-8-92	DMF.
BP-France.....	90.50	+ 2.70
Elf-Aquitaine.....	367.50	- 1.80
Esso-Elf.....	237	-
Esso.....	730	- 25
Glostep-Aquitaine.....	690	+ 2
Totol.....	219	- 14.30

Sicconi ou ex-sicconi

	25-9-92	DML
Sak Insects.....	670	- 10
Quenda.....	382	- 14
Insectall 57P.....	312	- 15.50
Insectall.....	376	- 8
Kingshire.....	479	+ 7
Lecidea.....	612	- 27
SoloChemaps.....	119	- 3
Unifast.....	386	- 1

[illegible]

Amor	500	-	0
BPS	185,00	+	3,50
Casal Pina	1.077	+	220
Cay Genial Seguri	200,00	+	2,90
CEP Comarcas	315	-	20
CEN Informatica	280	-	7,90
Club Melitense	300	-	60,00
Dauphin On	240	-	8
Ecos	391	-	4
El Mundo del Este	2.100	-	150
Hochzeit	117,50	+	7,00
Illegale	425	-	60,90
Imperial-Damen	905	-	31
OGC	485	+	1
Pol. Pirelli	440	+	18

377A	2000	
378pos	378.50	-
	378	

	1982	1983	1984
WTA	430	-	23,90
WPGA	378,50	-	18
WPGA	361	-	18
TPI	448	-	24

Valours à revenu fixe ou indexé

	25-9-82	DM.
10 % 1978	988	+ 0,20
2,80 % 1978	93,90	+ 0,20
3 % 1977	98	+ 0,16
10,80 % 1979	161,48	+ 0,48
CNE 3 %	4,789	+ 10
CNE 3 %	98	
CNE Par. 5 000 F.	n.c.	Index
CNE Par. 5 000 F.	92,02	Index
CNE Par. 5 000 F.	92,02	Index

Allied Lyons	6.19	6.09
--------------	------	------

	Cours 18 sept.	Cours 25 sept.
AEF	163	163,60
BASF	217,30	209,60
Boyer	278	260
Commerzbank	241	237
Deutschebank	667,50	657,20
Hochtief	253	237,30
Karstadt	526	490
Mannesmann	230	210
Siemens	603,60	524,20
Volkswagen		

هكذا من الأصل:

Comment attirer les emprunteurs japonais

CHRISTOPHE VETTER

Le zinc, matière grise, matière discrète

MARIE DE WARECK

* Ces pièces d'or ne sont cuites qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

Le chiffre entre parenthèses indique la d'une semaine sur l'autre.

Le franc vainqueur aux points

A Paris, 100 yens étaient cotés, le 25 septembre, 4,1575456
1.007627 F le vendredi 18 septembre 1992.

FRANÇOIS RENARD



Espoir débridé

F. R.

En l'absence du président Djohar

Tentative de coup d'Etat
aux Comores

Un tentative de coup d'Etat a eu lieu, samedi 26 septembre, dans la matinée, aux Comores, où une partie de l'armée a pris le contrôle de la radio nationale et quadrillé certains quartiers de la capitale, Moroni, pendant quelques heures, a indiqué Radio France Internationale. Selon la radio, ce coup de force était dirigé par deux des fils de l'ancien président Ahmed Abdallah, assassiné le 26 novembre 1989.

Aucun coup de feu, pas d'effusion de sang. C'est dans le calme que les deux fils de l'ancien chef d'Etat - des lieutenants, formés l'un à Saint-Cyr, l'autre à l'Académie royale du Maroc - appuyés par une partie de l'armée, ont tenté de renverser le président de la République fédérale islamique des Comores, M. Saïd Mohamed Djohar, selon Radio France Internationale.

En milieu de matinée, les «loyalistes» avaient repris la situation en main, les barages érigés à Moroni par les militaires étant levés. En l'absence du président Djohar, en visite privée à Paris, le vice-président de la République a lu un communiqué à la radio nationale appelant la population au calme. Les instigateurs du coup de force auraient été interceptés, un seul ayant réussi à s'enfuir, selon RFI.

Quelques heures plus tôt, un

ministre avait lu un communiqué à la radio, déclarant : «Depuis quelques mois, le pays connaît une crise sans précédent. Vient d'être ajoutée des menaces de coup d'Etat venant de l'extérieur. La Force armée comorienne (FAC) a pris le pouvoir pour assurer la stabilité de l'Etat et mettre en place une véritable démocratie. Des élections libres seront organisées dans les meilleurs délais».

Le président avait déjà dû faire face à une tentative de coup d'Etat en août 1991, près de deux ans après être arrivé au pouvoir «par accident» - en tant que président de la Cour suprême, il devint président par intérim à la suite de l'assassinat du président Abdallah par deux adjoints de Bob Denard, le fameux mercenaire qui dirigeait la garde présidentielle et qui vit maintenant en Afrique du Sud.

Personnalité effacée, Saïd Mohamed Djohar, soumis à de multiples pressions le poussant à un retour au «système Abdallah» (autoritaire et corrompu), n'a jamais réussi à asseoir son autorité. En janvier dernier, dans le cadre d'un «épisode de réconciliation nationale», il avait formé un gouvernement dirigé par son principal adversaire politique, M. Mohamed Taki. Celui-ci avait été destitué le 3 juillet dernier après avoir été accusé par M. Djohar d'avoir nommé un ancien mercenaire français, M. Patrice Klein, compagnon de baroud de Bob Denard, comme conseiller spécial pour les investissements à l'étranger.

Après la réunion du comité directeur

M. Chevènement s'estime menacé
d'un «règlement de comptes» au PS

M. Jean-Pierre Chevènement a publié, samedi 25 septembre, un communiqué dans lequel il s'élève «qu'au moment où tous les dirigeants des partis politiques se félicitent de la qualité du débat référendaire, les mêmes semblent avoir plus d'une préoccupation que de régler leur compte à ceux qui, minoritaires au sein de leur parti, ont justement permis et porté ce débat».

Le député (PS) du Territoire de Belfort, maire de Belfort, rappelle les propos tenus dans sa ville, à l'occasion d'une rencontre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (le Monde du 19 septembre) et ajoute : «M. Laurent Fabius, par M. Charles Bartolone interposé, nous menace, moi et mes amis, d'être privés d'immunité», dit-il, «à l'entretien avec le responsable des relations extérieures du PS».

par le Monde du 24 septembre. M. Chevènement juge, aussi, «piquant de voir M. Valéry Giscard d'Estaing refuser l'entrée dans un futur gouvernement de la droite de ceux qui récusent la logique du traité de Maastricht».

«Déjà, l'ancien ministre de la Défense, il n'est rien de plus oublié. Pourtant, rien ne sera plus comme avant. (...) Les Français (...) savent qu'il existe une continuité, qui va de leur vie quotidienne à la construction européenne, en passant par la politique économique et sociale de notre pays. Le grand débat qu'a ouvert la campagne référendaire ne se refermera pas, car il y a un débat de principe, de fond, et les Français sont capables de le porter dans les temps qui viennent».

SOMMAIRE

DATES

Il y a quatre-vingts ans, les cubistes au pilori... 2

ÉTRANGER

Cinq dirigeants européens réaffirment leur engagement envers le traité de Maastricht... 3
Manifestation contre Moscou dans le nord du Caucase... 3
M. Arafat redoute un accord séparé entre Israël et la Syrie... 6
Afrique du Sud : M. de Klerk s'engage à organiser des élections pour «tous» dans les deux ans... 4

POLITIQUE

M. Lalonde : participation des écologistes au gouvernement en cas de remaniement... 11
Politiques : «L'écologie de gestion», par André Laurens... 6

HEURES LOCALES

L'avenir au pied des tours : vingt ans après leur achèvement, deux villes des Yvelines célèbrent leur renouveau. Mantes-la-Jolie en démolissant, La Verrière en réhabilitant... 7-8
«Supplément Limoges» : la confiance retrouvée ; Lagrand, une multinationale fidèle ; trois hommes et un pari : la stratégie de l'excellence ; porcelaine et marbre gris... 9 à 12

SOCIÉTÉ

Vaison-la-Romaine et ses voisins passent leurs plaisirs... 13
Une équipe anglo-américaine expé-

ditionne une nouvelle technique de diagnostic précoce de la maladie... 13

CULTURE

Photographies : les obsessions de Sophie Ristelhuber... 14
Musiques : un portrait de la chanteuse Suzanne Vega, hypochondriaque de charme... 14
Dance : Carmen, de Dominique Boivin, à la Biennale de Lyon... 14

ÉCONOMIE

Référendum en Suisse : les électeurs se prononcent sur un nouveau réseau ferroviaire alpin... 17
L'économie roumaine est suspendue aux élections... 17
Revue des valeurs... 18
Crédits, changes, grands marchés... 19

COMMUNICATION

Démarrage d'ARTE sur le réseau hertzien lundi 28 septembre... 17

Services

Abonnements... 2
Carnet... 16
Météorologie... 16
Mots croisés... 16
Télévision... 16
Spectacles... 16
La télématique du Monde : 36 15 LEMONDE 36 15 LM

Ce numéro comporte un cahier «Sans Visa» folio 27 à 36
Le numéro de «Le Monde» daté samedi 26 septembre a été tiré à 492 001 exemplaires.

Tandis que M. Bush et M. Clinton lancent leurs premiers spots télévisés

M. Ross Perot menace de revenir dans la course
à la Maison Blanche

En attendant M. Ross Perot, le milliardaire texan qui pourrait annoncer, lundi 28 septembre, son retour dans la course à la Maison Blanche, le candidat républicain George Bush et son rival démocrate Bill Clinton tentent de peaufiner leur image, dans les premiers spots d'une campagne de publicité télévisée encore perdue.

WASHINGTON

de notre correspondant

Sur fond de musique country et d'images d'un Bill Clinton jouant du saxophone (il signait des lois dans son bureau), le gouverneur de l'Arkansas, la voix off raconte : «Pour payer l'augmentation de ses dépenses dans l'Arkansas, Bill Clinton a augmenté les impôts. Et pas seulement ceux des riches. Il a augmenté la taxe sur les ventes de 3,3 %. Il a imposé une taxe sur les voitures, augmenté la taxe sur la bière, créé une taxe sur la télévision câblée, défendu le projet d'une taxe sur les produits d'épicerie. Et, s'il n'est pas président, Bill Clinton sera le premier à augmenter la dette de notre pays de 220 milliards de dollars. Devinez où il va trouver l'argent?»

Pour sa première «publicité

«Welfare» ou «workfare»

M. Bush se présente comme le candidat du «capitalisme entrepreneurial», celui du minimum d'intervention publique. L'Arkansas, à l'inverse, M. Clinton se présente comme un démocrate traditionnel, qui «impose» encore de l'État. Mais son premier acte de la présidence sera de réduire la dette de l'État. Cette semaine, c'était le Texas, l'État d'adoption de M. Bush, territoire rudement touché par la récession et éminemment disputé. Sur fond de discours musclés de George Bush, le spot rappelle que le président avait promis de créer cent mille emplois en huit ans et souligne qu'il en manque vingt-neuf.

Côté positif, la tâche est plus difficile. Il s'agit de libérer M. Clinton de l'image du démocrate traditionnel, celui qui «impose» encore de l'État. Mais son premier acte de la présidence sera de réduire la dette de l'État. Cette semaine, c'était le Texas, l'État d'adoption de M. Bush, territoire rudement touché par la récession et éminemment disputé. Sur fond de discours musclés de George Bush, le spot rappelle que le président avait promis de créer cent mille emplois en huit ans et souligne qu'il en manque vingt-neuf.

Le profil «positif» de la campagne publicitaire républicaine cherche à pallier l'impression de laisser-aller, d'absence de

«vision» pour l'Amérique qu'a donnée la Maison Blanche durant la présidence Bush quand il s'agissait de traiter des problèmes intérieurs. Le spot présente un George Bush en gros plan, très présidentiel, martelant, mentionnant avant l'Amérique doit «rester une superpuissance militaire et économique» et devenir une «superpuissance exportatrice», qu'elle sera «prête pour le vingt et unième siècle». Signe de ces temps de repli sur les questions intérieures, dans aucun de ces messages télévisés, les républicains n'évoquent l'opération «Tempête du désert» menée pour libérer le Koweït.

Les démocrates ont une autre stratégie. Jusqu'à présent, ils ne font pas de campagne publicitaire nationale; ils privilégient les spots centrés sur tel ou tel État, dont le vote pourrait être décisif pour Bill Clinton en novembre. Cette semaine, c'était le Texas, l'État d'adoption de M. Bush, territoire rudement touché par la récession et éminemment disputé. Sur fond de discours musclés de George Bush, le spot rappelle que le président avait promis de créer cent mille emplois en huit ans et souligne qu'il en manque vingt-neuf.

Côté positif, la tâche est plus difficile. Il s'agit de libérer M. Clinton de l'image du démocrate

traditionnel, celui qui «impose» encore de l'État. Mais son premier acte de la présidence sera de réduire la dette de l'État. Cette semaine, c'était le Texas, l'État d'adoption de M. Bush, territoire rudement touché par la récession et éminemment disputé. Sur fond de discours musclés de George Bush, le spot rappelle que le président avait promis de créer cent mille emplois en huit ans et souligne qu'il en manque vingt-neuf.

Apaiser l'irascible Texas

L'affrontement ne satisfait pas M. Ross Perot, l'indépendant, qui s'est, plutôt piteusement, retiré de la course à la mi-juillet, après avoir mal encadré une batterie de sondages et d'articles de presse peu favorables. Le milliardaire texan joue les Cassandra : aucun des deux candidats, dit-il, ne s'attaque vraiment au mal profond de l'économie américaine - le déficit budgétaire - et le pays va à la catastrophe. Après s'être féroceusement repêché, M. Perot avait, très académiquement, proposé un référendum et très drastiquement, un programme de lutte contre le déficit en gros, beaucoup d'impôts supplémentaires et beaucoup de réductions des dépenses publiques.

Constatant à regret que ni M. Bush ni M. Clinton ne se sont inquiétés de l'austérité qu'il préconise, M. Perot lance, au début de la semaine, un appel à la «révolution» et menace de revenir dans la course. Il y était entré lors d'un show télévisé, en mai, dont il sera à nouveau l'hôte lundi soir. Pas de mensurables, démocrates et républicains ont en défection à Dallas, dans la journée, avant l'émission, pour rencontrer et tenter d'apaiser l'irascible petit Texas.

ALAIN FRACHON

Au Pérou

Abimael Guzman
en cage
LIMA

de notre correspondant

Deux jours après son arrestation, le chef et fondateur du Parti communiste-Sentier lumineux a été présenté, jeudi 24 septembre, à quelques heures de la justice, dans la cour d'un commissariat de Lima. Abimael Guzman, dont le mouvement «maoïste» a provoqué la mort de milliers de personnes en douze ans, était enfermé dans une immense cage de fer, recouverte d'une toile. Lorsque celle-ci a été enlevée, le «président Gonzalo», comme il se fait appeler, est apparu dans une tenue rayée noir et blanc des bagnards, avec un écriteau suspendu au cou portant le numéro 1509. Il a prononcé pendant un quart d'heure une violente harangue, faisant l'apologie de la lutte armée. Ses propos étaient quasiment incompréhensibles dans le vacarme créé par les questions des journalistes, les vomissements d'un hélicoptère qui survolait la scène et les insultes lancées par des policiers en civil : «Assassin, ivrogne, fou!» ou «A mort!». Quelques bribes audibles ont toutefois permis de saisir qu'il annonçait «une nouvelle vague de la révolution en hommage à Mao Zedong».

Les policiers ont mis fin à la présentation en entonnant l'hymne national, alors que M. Guzman, brandissant le poing, essayait son visage en sueur avec une serviette. Il semble qu'il faille s'attendre qu'il soit condamné, le 27 octobre, à la prison à vie par un tribunal militaire. Les habitants de Lima ont jugé les terroristes.

N. B.

Un nouvel espace vert à Paris

Le parc André-Citroën
ouvert aux promeneurs

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a inauguré, vendredi 25 septembre, le parc André-Citroën, dans le quinzième arrondissement. D'une superficie égale à celle du parc Montsouris, l'ouverture au public de ce nouvel espace vert de 14 hectares marque l'ultime étape de la reconquête de la vieille plaine de Grenelle par la Ville de Paris.

Dans le quinzième arrondissement de Paris, où, au début du siècle, s'installait l'un des plus beaux fleurons de la révolution industrielle, on découvre aujourd'hui fleurs, eau, sentes, arbres, jardins sauvages et carreaux fleuris. En 1914, André Citroën obtint l'accord de l'Etat pour édifier une usine afin de contribuer à l'effort de guerre. De ses ateliers sortaient des voitures aussi célèbres que la Tréfle avant 1940 et la DS en 1957.

Mais, dès 1971, la Ville met à l'étude un plan d'aménagement du secteur entraînant la disparition des usines Citroën, rachetées 375 millions (23 hectares) et une rénovation totale du quartier. Aujourd'hui, ce sont 2 300 logements, dont 30 % de logements sociaux, un hôpital, des équipements scolaires, sportifs et culturels qui ont été construits aux abords du nouveau parc.

Œuvre des architectes Patrick Berger, Jean-Paul Vignier, Jean-François Vody et des paysagistes Gilles Clément et Alain Provost, ce parc, dont le coût est estimé à 388 millions de francs, n'est pas totalement achevé. Plus d'un hectare doit encore être aménagé en bordure de Seine, pour permettre aux promeneurs d'attein-

dre le fleuve. Les travaux s'achèveront en 1995. Cet espace vert offre à la fois de grands espaces pour la détente et, pour les amoureux de plantes, une grande variété de végétaux qu'ils pourront notamment découvrir dans la grande serre voisine de l'ombrage.

L'eau est partout présente, dans le grand canal ou en lisière de la pelouse centrale, coulant douce en cascade dans les nymphéas et les grandes rigoles qui font sautiller les différents jardins. Avec le parc de Berry, à l'est, qui s'étendra sur 13 hectares le long de la Seine en 1993, le parc André-Citroën est l'un des plus beaux fleurons de la politique de la Mairie de Paris en faveur des espaces verts. Depuis 1977, ont été créés 103 hectares de jardins, de parcs et promenades dans la capitale, soit en quinze ans un patrimoine supérieur à celui aménagé au cours de ces cent dernières années.

JEAN PERRIN

Le lancement de la sonde américaine Mars-Observer. Une fusée américaine Titan-3 a été lancée de Cap Canaveral (Floride), vendredi 25 septembre à 19 h 05 (heure française), emportant une sonde spatiale chargée d'effectuer une étude globale de la planète Mars. Construite par la division Astro-Space de General Electric pour le compte du Jet Propulsion Laboratory (JPL) de la Nasa, Mars-Observer devrait gagner en août 1993 son orbite définitive, où elle restera le temps d'une année martienne (687 jours). - (AFP, UPI)

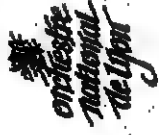
La plupart
des gardiens de prison
ont repris le travail

Après l'annonce par la chancellerie de la levée des sanctions prononcées depuis le début du conflit à l'encontre des surveillants de prison, le service avait normalement repris, vendredi 25 septembre à 20 heures, dans la plupart des 174 établissements pénitentiaires. Douze établissements, dont les Ramennes (Marseille), Clairvaux (Aube) et la Santé (Paris), continuaient, par la grève, mais leurs responsables syndicaux admettaient que tout pourrait rentrer dans l'ordre lundi matin.

Dans un communiqué, le syndicat Force ouvrière a estimé que cette décision permet d'«envisager au plus tôt l'ouverture de négociations portant prioritairement sur les mesures sécuritaires». L'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP) a déclaré que «les sanctions étaient totalement dépourvues de sens» et que les surveillants soient encore dans l'attente des arrêtés levant les sanctions. Estimant que les «revendications majeures du conflit (effectif, sécurité, conditions de vie et de travail, dignité, droit d'expression) n'ont reçu aucune réponse immédiate», la CGT se dit convaincue que «les personnels reprendront l'action».

Mitterrand se repose à Belle-Ile (Morbihan). - M. François Mitterrand est arrivé vendredi 25 septembre en fin d'après-midi à Belle-Ile (Morbihan). Le président de la République, qui poursuit sa convalescence après son opération du 11 septembre, devrait séjourner quelques jours dans un hôtel de la chaîne Relais et Châteaux, le Castel-Claire, indique l'Agence France Presse, qui donne pour source la gendarmerie de Lorient. Selon l'usage adopté pour les déplacements privés du chef de l'Etat, M. Mitterrand ne confirme ni ne dément cette information.

NOUVELLE TELEVISION



1 9 9 2 - 1 9 9 3

orchestre national de lyon

emmanuel krivine

12 chefs d'orchestre, 27 solistes internationaux invités...
une véritable anthologie du grand répertoire classique...
l'intégrale gustav mahler (2e partie)...
■ créations mondiales pour la musique de notre temps...
le piano romantique et le violon du XXe siècle...
une illustration du patrimoine musical français...
des cycles de conférences et concerts-lectures...
les jardins musicaux pour les enfants...
la carte orchestre plus pour les - de 28 ans...
la carte sélection classique...

saison 92/93
paris, lyon et région
tournées :
suisse (mars 93), autriche (juin 93)

projets discographiques
sous le label denon distribué en france par b.m.g.
bizet, debussy et tchaïkowsky
prochaines sorties discographiques
saint - saëns (octobre 92), franck (janvier 93)

informations et réservations par correspondance
ou par téléphone au service des relations ■ le public
orchestre national de lyon
auditorium maurice ravel
82, rue de bonnel
69431 lyon cedex 03
78 60 37 13 / 78 60 01 54 - poste 207

envoi du programme complet de la saison 1992/1993 de l'orchestre national de lyon sur simple demande
nom prénom
adresse
coupon ■ retourner ■ l'orchestre national de lyon service des relations ■ le public, ■ rue ■ bonnel 69431 lyon cedex 03

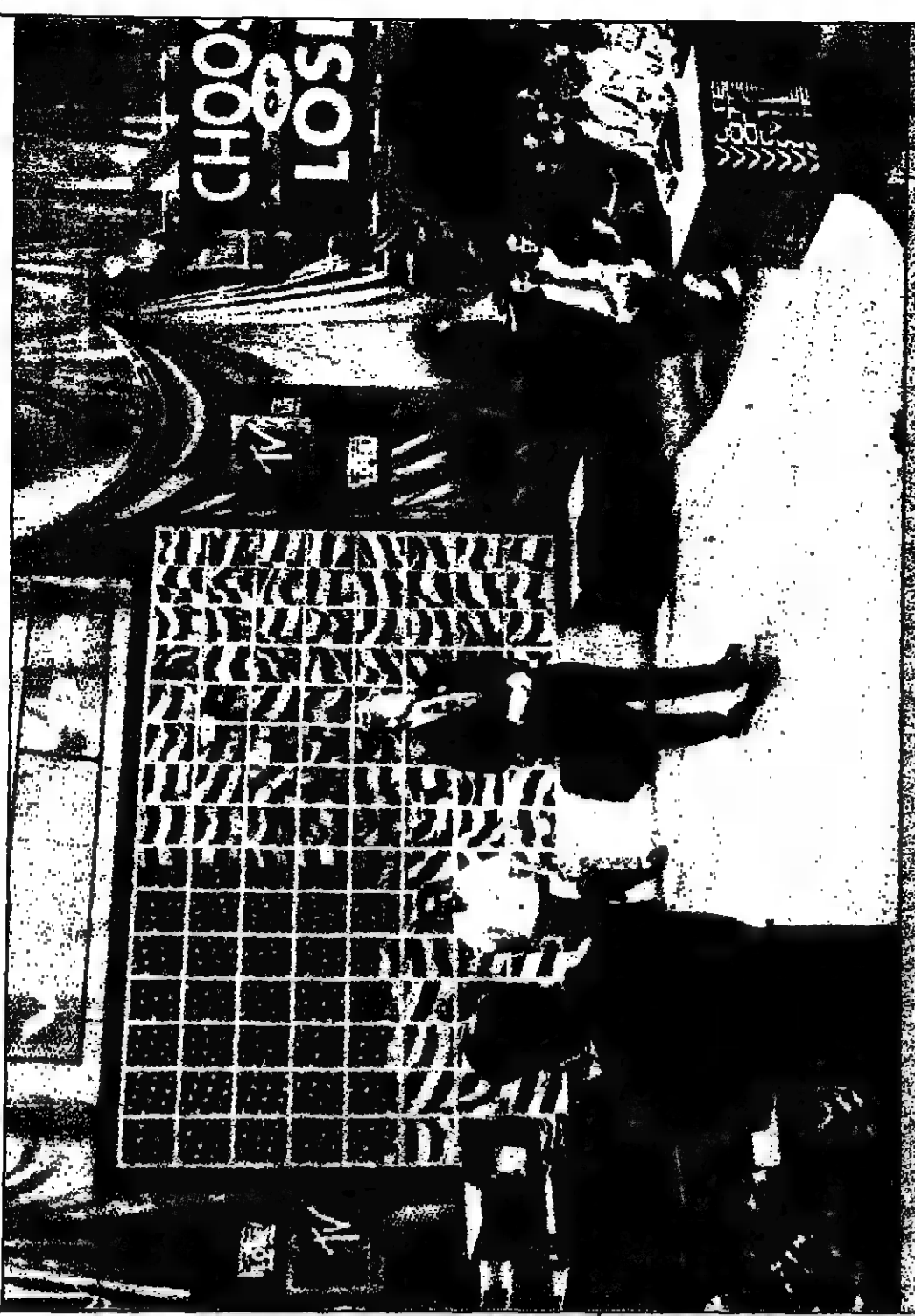
vent par l'academisme (la M... Histoire

Le Monde

RADIO TELEVISION

LA COURSE A LA MAISON BLANCHE

La télévision américaine en campagne



Saint-Petersbourg : première soirée thématique d'ART sur l'ex-réseau de la Cing
En ballon dans la nuit : un téléfilm de Michael Witten sur France 2

LE MONDE n° 14826. Dimanche 27 - lundi 28 septembre 1992.

هكذا من الرجل

Les rendez-vous

[illegible]

par BRUNO FRAPPAT

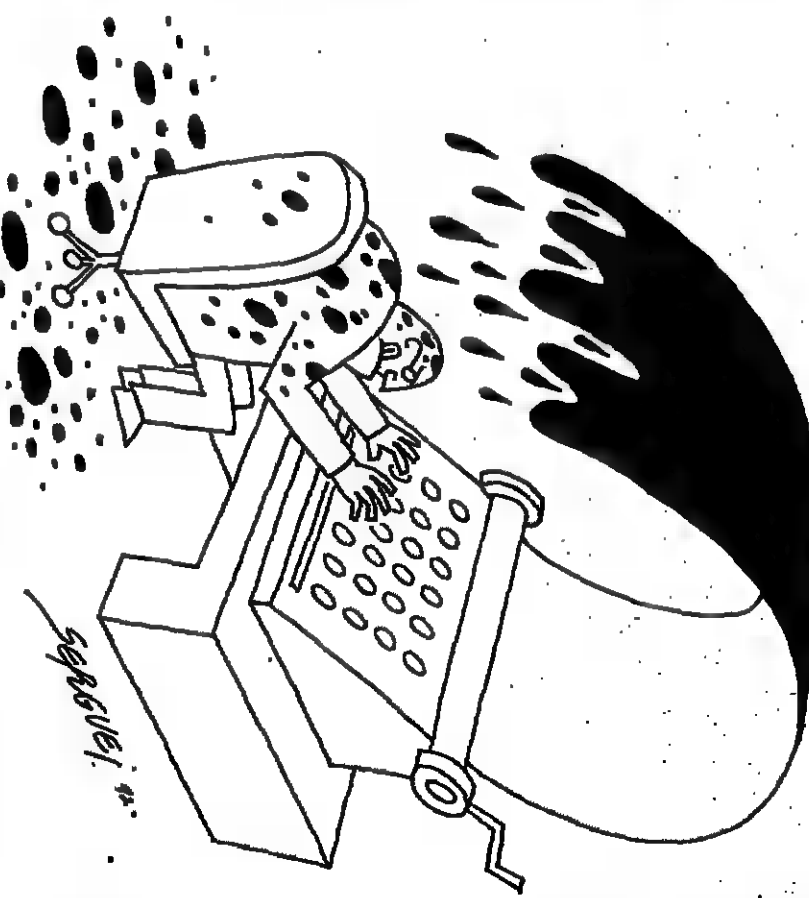
idéologiques. Deux exemples liés

« une » de la Grosse Bertha — « l'hebdo qui

moins rationnelles que sont le bon goût, la mesure, l'art de raisonner et cette politesse

Chaque indice fait d'un moment, pourait
 aguer, il est p... vite que paraitra
 plusieurs maitres répond, observ-
 tions observent, l'ait même, la compétence
 Dans l'ensemble du feu, André Cham-
 brand rappelle comment, deux heures avant
 la mort de Georges Pompidou, François Mi-
 llerand, tandis que tout Paris échangeait
 nombreux, tuxedo, regard, sans répliquer à notre
 contraire "évoquant devant lui l'air du chef
 l'Etat : "Qu'en savez-vous ? Qu'est-ce que
 agitation ? Qu'est-ce que ces calculs ?
 Pompidou ne porte pas bien, c'est vrai. Et
 alors ? Est-ce une raison pour nous pré-
 sents ? Etate et obligations tout sens de la

ment lost.



9.00	Sélie : Châc contre	9.00	Pauline : Felson Quez
9.27	Médo (e) 6.58, 9.23.	9.05	Pauline : Avec le journal à 7.00, 7.20, 7.00.
9.30	Pauline : La Death du docteur Cabrel.	9.35	Pauline : Annuairement 1079.
7.00	Journal.	9.00	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
9.30	Châc Domitille avec l'écrit.	9.30	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
9.30	Télé. 1079.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
9.30	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
9.40	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
10.35	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
10.40	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
11.20	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
11.25	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
11.35	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
12.25	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
12.35	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
13.00	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
13.35	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
14.30	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
15.25	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
16.15	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
17.25	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
17.55	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
18.25	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
18.55	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
19.50	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
20.00	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
20.45	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
21.00	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
21.25	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
21.55	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
22.00	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
22.25	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
22.55	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
23.00	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
23.25	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
23.50	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
24.00	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
24.25	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
24.50	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
25.00	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
25.25	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
25.50	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
26.00	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
26.25	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
26.50	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
27.00	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
27.25	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
27.50	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
28.00	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
28.25	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
28.50	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
29.00	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
29.25	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
29.50	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079, 1079 et 1079.
30.00	Pauline : Les lettres et passions.	9.35	Pauline : 1079,

L'odyssée des grands fonds

« MÉMOIRE DE LA MER » SUR FRANCE 3-MÉDITERRANÉE

ACTUALITÉ

27

Depuis de nombreuses années, le docteur Jacques-Henri Baixe conserve une précieuse collection de films sur la mer. France 3-Méditerranée les présente dans une collection mensuelle. Bienôt sur le réseau national ?

un support atténué, qui sont inflammables. L'expert, flanchant du budget, a donc réalisé un support magnétique (vidéo) qui ne brûle pas. Mais, si bien, qu'il n'a pu éliminer l'IVM, soit parce que les cinq ou six bandes suffisant pour relire les cinq ou six bandes qui disposaient de ce document. En attendant la possibilité de dénicher un film par l'entremise d'un support magnétique, l'entremise numérique, le vidéoliquide, l'écrit, Jacques-Henri Bats se félicite du pouvoir « portage » d'un plus grand nombre d'éléments pour le « décodage ».

Il faut alors ces données recopiées et rendues : « c'est » cette « bibliothèque de la mer », ces documents (enfin ! inconnus) du Tivandou, sous-marine, les océanistes et l'évolution... *Vingt-Mille Lieux* (du 1965) et le premier film sous-marin, au monde et compte de documents séquentiels de l'aventure

des films. Williamson s'empare, personnellement, sur les fonds marins dans un harnachement digne du capitaine Nemo. Un autre document met aux prises quelques requins féroces avec une fillo plongeur, l'occède par un esplanade en corle de malle. Et, l'occède de son air antiverreux, un volé entièrement consacré au rebordage de la Dode à Toulon.

De surprises en découvertes, l'air s'enchante. On de la mer" nous permet de avoir accès à cette prodigieuse collection. Les documents de qualité et l'édiction riche du film, dont certains sont inédits ou révisés, nous délassent, que le docteur Bado prodige amuseusement dans son submersible, mais qu'il est bon pour nous partager les découvertes. Le film national pourrait reprendre cette série avec la Dode à Toulon.

JOSE LENZINI

«LE BAL», DE JEAN-LOUIS BENOÎT

Variations au château de Ferrières

En choisissant d'adopter pour son film un genre hybride, la tragi-comédie, Jean-Louis Benoît, homme de théâtre, donne une nouvelle portée au roman d'Ivène Nemirouski

[illegible][illegible]

Laelle Azoulay et Daafik Erenou.

[illegible]

44

ΠΝ

ω

8,00 **Séto** : *Passions*.
 8,27 **Mélieux** (et G. S. G.) : *201*.
 8,30 **Failliot** : *La Destin du détective Chivet*.
 7,20 **Journal**.
 8,30 **Club Doornick** exent l'école N. C.D.B.
 8,30 **Télé-écouter**.
 8,00 **Failliot** : *Histoires et passions*.
 9,40 **Séto** : *Les Érudits de l'Institut Suédois*.
 10,38 **Diversément** :
 Air en notes et notes à lire
 10,30 **Séto** : *Milieu et Société*.
 11,20 **Jeu** : *Tourner... manège*.
 11,55 **Jeu** : *La Roue de la fortune*.
 12,25 **Jeu** : *La Joute Piv.*
 12,55 **Magazine** : *À venir dire*.
 13,00 **Journal**, *Méto et Bourne*.
 13,25 **Failliot** : *Les Feux de l'Amour*.
 14,30 **Séto** : *Pour l'Amour du Jeune*.
 15,25 **Failliot** : *Hépatite centrale*.
 16,18 **Club Doornick**.
 Récit on le Balle Voz : *Huit ex artille* : *Cip* : *Amor*.
 17,25 **Jeu** : *Une famille en ex*.
 17,55 **Séto** : *Histoires et passions*.
 18,25 **Failliot** : *Santa Barbara*.
 18,55 **Magazine** : *Coucou, c'est moi!*
 Présenté par Christiano Decaux.
 19,50 **Diversément** : *Le Séto Show* (et à 1,00).
 20,00 **Journal**, *Télé et Méto*.
 20,40 **Jeu** : *Pochell*.
 Gorge d'Euro de l'UEFA : *Autisme-Léonov* :
 21,00 **Séto** : *Le direct d'Autisme* : *21,05*.
 22,45 **Cinéma** : *La Vallée* : *n*
 Film français de Georges Lauer (1973). Avec
 Marjole Dany, Michel Constantin, Jean-Pierre
 Sociéty Films.
 1,05 **Journal et Méto**.
 1,10 **TF 1 nuit**.
 Séto : *Indes du barillets*, de Jean Lager et
 Jean-Claude Fouan (conf.).
 1,35 **Failliot** : *On ne vit qu'une fois*.
 1,55 **Séto** : *Chasseurs de scoop*.
 2,50 **Documentaire** : *Histoire des inventions*.
 3,45 **Failliot** : *Le Boomring not (et folie)*.
 5,15 **Musique**.
 8,40 **Séto** : *L'Inhumain de nuit*.
 8,05 **Failliot** : *Salon Quot*.
 8,15 **Télévision** : *Avec le Journal* : *1,00*, *1,20*, *1,00*.
 8,30 **Failliot** : *Anniversaire Véra*.
 8,55 **Failliot** : *Amour, gloire et beauté*.
 9,20 **Jeu** : *Le jeu*.
 9,30 **Magazine** : *Le Vainqueur*.
 10,30 **Magazine** : *Le Vainqueur*.
 11,15 **Failliot** : *Le Vainqueur*.
 11,25 **Jeu** : *Monte*.
 11,30 **Jeu** : *Monte*.
 11,30 **Jeu** : *Monte*.
 12,25 **Jeu** : *Monte*.
 12,30 **Jeu** : *Monte*.
 12,35 **Jeu** : *Monte*.
 12,40 **Jeu** : *Monte*.
 12,45 **Jeu** : *Monte*.
 12,50 **Jeu** : *Monte*.
 12,55 **Jeu** : *Monte*.
 13,00 **Jeu** : *Monte*.
 13,05 **Jeu** : *Monte*.
 13,10 **Jeu** : *Monte*.
 13,15 **Jeu** : *Monte*.
 13,20 **Jeu** : *Monte*.
 13,25 **Jeu** : *Monte*.
 13,30 **Jeu** : *Monte*.
 13,35 **Jeu** : *Monte*.
 13,40 **Jeu** : *Monte*.
 13,45 **Jeu** : *Monte*.
 13,50 **Jeu** : *Monte*.
 13,55 **Jeu** : *Monte*.
 14,00 **Jeu** : *Monte*.
 14,05 **Jeu** : *Monte*.
 14,10 **Jeu** : *Monte*.
 14,15 **Jeu** : *Monte*.
 14,20 **Jeu** : *Monte*.
 14,25 **Jeu** : *Monte*.
 14,30 **Jeu** : *Monte*.
 14,35 **Jeu** : *Monte*.
 14,40 **Jeu** : *Monte*.
 14,45 **Jeu** : *Monte*.
 14,50 **Jeu** : *Monte*.
 14,55 **Jeu** : *Monte*.
 15,00 **Jeu** : *Monte*.
 15,05 **Jeu** : *Monte*.
 15,10 **Jeu** : *Monte*.
 15,15 **Jeu** : *Monte*.
 15,20 **Jeu** : *Monte*.
 15,25 **Jeu** : *Monte*.
 15,30 **Jeu** : *Monte*.
 15,35 **Jeu** : *Monte*.
 15,40 **Jeu** : *Monte*.
 15,45 **Jeu** : *Monte*.
 15,50 **Jeu** : *Monte*.
 15,55 **Jeu** : *Monte*.
 16,00 **Jeu** : *Monte*.
 16,05 **Jeu** : *Monte*.
 16,10 **Jeu** : *Monte*.
 16,15 **Jeu** : *Monte*.
 16,20 **Jeu** : *Monte*.
 16,25 **Jeu** : *Monte*.
 16,30 **Jeu** : *Monte*.
 16,35 **Jeu** : *Monte*.
 16,40 **Jeu** : *Monte*.
 16,45 **Jeu** : *Monte*.
 16,50 **Jeu** : *Monte*.
 16,55 **Jeu** : *Monte*.
 17,00 **Jeu** : *Monte*.
 17,05 **Jeu** : *Monte*.
 17,10 **Jeu** : *Monte*.
 17,15 **Jeu** : *Monte*.
 17,20 **Jeu** : *Monte*.
 17,25 **Jeu** : *Monte*.
 17,30 **Jeu** : *Monte*.
 17,35 **Jeu** : *Monte*.
 17,40 **Jeu** : *Monte*.
 17,45 **Jeu** : *Monte*.
 17,50 **Jeu** : *Monte*.
 17,55 **Jeu** : *Monte*.
 18,00 **Jeu** : *Monte*.
 18,05 **Jeu** : *Monte*.
 18,10 **Jeu** : *Monte*.
 18,15 **Jeu** : *Monte*.
 18,20 **Jeu** : *Monte*.
 18,25 **Jeu** : *Monte*.
 18,30 **Jeu** : *Monte*.
 18,35 **Jeu** : *Monte*.
 18,40 **Jeu** : *Monte*.
 18,45 **Jeu** : *Monte*.
 18,50 **Jeu** : *Monte*.
 18,55 **Jeu** : *Monte*.
 19,00 **Jeu** : *Monte*.
 19,05 **Jeu** : *Monte*.
 19,10 **Jeu** : *Monte*.
 19,15 **Jeu** : *Monte*.
 19,20 **Jeu** : *Monte*.
 19,25 **Jeu** : *Monte*.
 19,30 **Jeu** : *Monte*.
 19,35 **Jeu** : *Monte*.
 19,40 **Jeu** : *Monte*.
 19,45 **Jeu** : *Monte*.
 19,50 **Jeu** : *Monte*.
 19,55 **Jeu** : *Monte*.
 20,00 **Jeu** : *Monte*.
 20,05 **Jeu** : *Monte*.
 20,

ARTE

[illegible]

ME

11.12	15.12	19.12	23.12	27.12	31.12
12.12	16.12	20.12	24.12	28.12	30.12
13.12	17.12	21.12	25.12	29.12	31.12
14.12	18.12	22.12	26.12	30.12	31.12
15.12	19.12	23.12	27.12	31.12	31.12
16.12	20.12	24.12	28.12	31.12	31.12
17.12	21.12	25.12	29.12	31.12	31.12
18.12	22.12	26.12	30.12	31.12	31.12
19.12	23.12	27.12	31.12	31.12	31.12
20.12	24.12	28.12	31.12	31.12	31.12
21.12	25.12	29.12	31.12	31.12	31.12
22.12	26.12	30.12	31.12	31.12	31.12
23.12	27.12	31.12	31.12	31.12	31.12
24.12	28.12	31.12	31.12	31.12	31.12
25.12	29.12	31.12	31.12	31.12	31.12
26.12	30.12	31.12	31.12	31.12	31.12
27.12	31.12	31.12	31.12	31.12	31.12
28.12	31.12	31.12	31.12	31.12	31.12
29.12	31.12	31.12	31.12	31.12	31.12
30.12	31.12	31.12	31.12	31.12	31.12
31.12	31.12	31.12	31.12	31.12	31.12

France-Culture 25

LES NUITS MAGNÉTIQUES : GRAND ANGLE

Amour et tabous

PIDEURS, imprudents, cahotamment, manufactures de jeunes filles, rires de coiffeuses, petites historiettes ou grandes passions, ils racontent une belle histoire d'azur. Ils n'ont plus vingt ans depuis longtemps. Ils ont parfois bien au-delà des soixante-dix et ils ont une lourde chaise et plus longue et plus belle que leur nuit d'ébène. Aimer, s'abandonner au désir, aimer



■ **Great Yarmouth 2, de Tony Ray-Jones,**

[illegible][illegible]

mensonge, cela — *je n'ai rien mal, à Vivre libre-
ment, loin du regard de la communauté
magnébile qui juge et condamne.*
Vivre librement, sans attendre l'honneur du
père. Paradoxe et dualité, désir tabou et plaisir
interdit, jardin — *reçu du mariage rituel*
ces jeunes filles s'inventant des voiles nouvelles.
Detachées mais pionnières.

ARMELLE CRESSARD

● *Dix entre les rîdes ou l'Amour après solennité*
200, 1^{er} octobre, 22 h *l'Amour sans volte*
samedi 3, 11 heures.

Samedi 3 octobre[illegible]

Dimanche 4 octobre

[illegible]

Pour écouter France Culture sur la bande FM : Azores 80,72 MHz; Bordeaux 97,70; Brest 98,20; Caen 91,63; Clermont-Ferrand 98,40; Grenoble 88,20 et 90,10; Lille 88; Limoges 89,50; Lyon 94 et 88,80 MHz; Marseille 86,60 et 99,00 MHz; Metz 94,50; Montpellier 87,80; Mulhouse 88,60; Nancy 88,70; Nantes 84,20; Nice 101,30; Orléans 95,80; Paris 86,80; Rennes 98,85; Rennes 98,30; Rouen 94; Strasbourg 87,10; Toulon 87,10; Toulouse 80,10 et 80,15 MHz.

conservatoire

10 Mercredi 30 septembre

TF 1	F 2	F 3
6.00 Sépie : Club pour. 6.27 Météo (à 6.55, 7.15). 6.30 Félicitation : Le Dictionnaire de l'Académie. 7.00 Club Mini : Vidéo Wilson. La Marche du monde. 7.20 Club Mini : Vidéo Wilson. La Marche du monde. 8.00 Club D'Orphée . 8.15 Club D'Orphée . 8.30 Club D'Orphée . 8.45 Club D'Orphée . 9.00 Club D'Orphée . 9.15 Club D'Orphée . 9.30 Club D'Orphée . 9.45 Club D'Orphée . 10.00 Club D'Orphée . 10.15 Club D'Orphée . 10.30 Club D'Orphée . 10.45 Club D'Orphée . 11.00 Club D'Orphée . 11.15 Club D'Orphée . 11.30 Club D'Orphée . 11.45 Club D'Orphée . 12.00 Club D'Orphée . 12.15 Club D'Orphée . 12.30 Club D'Orphée . 12.45 Club D'Orphée . 13.00 Club D'Orphée . 13.15 Club D'Orphée . 13.30 Club D'Orphée . 13.45 Club D'Orphée . 14.00 Club D'Orphée . 14.15 Club D'Orphée . 14.30 Club D'Orphée . 14.45 Club D'Orphée . 15.00 Club D'Orphée . 15.15 Club D'Orphée . 15.30 Club D'Orphée . 15.45 Club D'Orphée . 16.00 Club D'Orphée . 16.15 Club D'Orphée . 16.30 Club D'Orphée . 16.45 Club D'Orphée . 17.00 Club D'Orphée . 17.15 Club D'Orphée . 17.30 Club D'Orphée . 17.45 Club D'Orphée . 18.00 Club D'Orphée . 18.15 Club D'Orphée . 18.30 Club D'Orphée . 18.45 Club D'Orphée . 19.00 Club D'Orphée . 19.15 Club D'Orphée . 19.30 Club D'Orphée . 19.45 Club D'Orphée . 20.00 Club D'Orphée . 20.15 Club D'Orphée . 20.30 Club D'Orphée . 20.45 Club D'Orphée . 21.00 Club D'Orphée . 21.15 Club D'Orphée . 21.30 Club D'Orphée . 21.45 Club D'Orphée . 22.00 Club D'Orphée . 22.15 Club D'Orphée . 22.30 Club D'Orphée . 22.45 Club D'Orphée . 23.00 Club D'Orphée . 23.15 Club D'Orphée . 23.30 Club D'Orphée . 23.45 Club D'Orphée . 24.00 Club D'Orphée .	6.00 Félicitation : Pelion Quest. 6.30 Félicitation : Amoureux d'été. 6.55 Félicitation : Amoureux d'été. 7.20 Félicitation : Amoureux d'été. 7.45 Félicitation : Amoureux d'été. 8.00 Félicitation : Amoureux d'été. 8.15 Félicitation : Amoureux d'été. 8.30 Félicitation : Amoureux d'été. 8.45 Félicitation : Amoureux d'été. 9.00 Félicitation : Amoureux d'été. 9.15 Félicitation : Amoureux d'été. 9.30 Félicitation : Amoureux d'été. 9.45 Félicitation : Amoureux d'été. 10.00 Félicitation : Amoureux d'été. 10.15 Félicitation : Amoureux d'été. 10.30 Félicitation : Amoureux d'été. 10.45 Félicitation : Amoureux d'été. 11.00 Félicitation : Amoureux d'été. 11.15 Félicitation : Amoureux d'été. 11.30 Félicitation : Amoureux d'été. 11.45 Félicitation : Amoureux d'été. 12.00 Félicitation : Amoureux d'été. 12.15 Félicitation : Amoureux d'été. 12.30 Félicitation : Amoureux d'été. 12.45 Félicitation : Amoureux d'été. 13.00 Félicitation : Amoureux d'été. 13.15 Félicitation : Amoureux d'été. 13.30 Félicitation : Amoureux d'été. 13.45 Félicitation : Amoureux d'été. 14.00 Félicitation : Amoureux d'été. 14.15 Félicitation : Amoureux d'été. 14.30 Félicitation : Amoureux d'été. 14.45 Félicitation : Amoureux d'été. 15.00 Félicitation : Amoureux d'été. 15.15 Félicitation : Amoureux d'été. 15.30 Félicitation : Amoureux d'été. 15.45 Félicitation : Amoureux d'été. 16.00 Félicitation : Amoureux d'été. 16.15 Félicitation : Amoureux d'été. 16.30 Félicitation : Amoureux d'été. 16.45 Félicitation : Amoureux d'été. 17.00 Félicitation : Amoureux d'été. 17.15 Félicitation : Amoureux d'été. 17.30 Félicitation : Amoureux d'été. 17.45 Félicitation : Amoureux d'été. 18.00 Félicitation : Amoureux d'été. 18.15 Félicitation : Amoureux d'été. 18.30 Félicitation : Amoureux d'été. 18.45 Félicitation : Amoureux d'été. 19.00 Félicitation : Amoureux d'été. 19.15 Félicitation : Amoureux d'été. 19.30 Félicitation : Amoureux d'été. 19.45 Félicitation : Amoureux d'été. 20.00 Félicitation : Amoureux d'été. 20.15 Félicitation : Amoureux d'été. 20.30 Félicitation : Amoureux d'été. 20.45 Félicitation : Amoureux d'été. 21.00 Félicitation : Amoureux d'été. 21.15 Félicitation : Amoureux d'été. 21.30 Félicitation : Amoureux d'été. 21.45 Félicitation : Amoureux d'été. 22.00 Félicitation : Amoureux d'été. 22.15 Félicitation : Amoureux d'été. 22.30 Félicitation : Amoureux d'été. 22.45 Félicitation : Amoureux d'été. 23.00 Félicitation : Amoureux d'été. 23.15 Félicitation : Amoureux d'été. 23.30 Félicitation : Amoureux d'été. 23.45 Félicitation : Amoureux d'été. 24.00 Félicitation : Amoureux d'été.	7.30 C'est l'été ! 7.45 C'est l'été ! 8.00 C'est l'été ! 8.15 C'est l'été ! 8.30 C'est l'été ! 8.45 C'est l'été ! 9.00 C'est l'été ! 9.15 C'est l'été ! 9.30 C'est l'été ! 9.45 C'est l'été ! 10.00 C'est l'été ! 10.15 C'est l'été ! 10.30 C'est l'été ! 10.45 C'est l'été ! 11.00 C'est l'été ! 11.15 C'est l'été ! 11.30 C'est l'été ! 11.45 C'est l'été ! 12.00 C'est l'été ! 12.15 C'est l'été ! 12.30 C'est l'été ! 12.45 C'est l'été ! 13.00 C'est l'été ! 13.15 C'est l'été ! 13.30 C'est l'été ! 13.45 C'est l'été ! 14.00 C'est l'été ! 14.15 C'est l'été ! 14.30 C'est l'été ! 14.45 C'est l'été ! 15.00 C'est l'été ! 15.15 C'est l'été ! 15.30 C'est l'été ! 15.45 C'est l'été ! 16.00 C'est l'été ! 16.15 C'est l'été ! 16.30 C'est l'été ! 16.45 C'est l'été ! 17.00 C'est l'été ! 17.15 C'est l'été ! 17.30 C'est l'été ! 17.45 C'est l'été ! 18.00 C'est l'été ! 18.15 C'est l'été ! 18.30 C'est l'été ! 18.45 C'est l'été ! 19.00 C'est l'été ! 19.15 C'est l'été ! 19.30 C'est l'été ! 19.45 C'est l'été ! 20.00 C'est l'été ! 20.15 C'est l'été ! 20.30 C'est l'été ! 20.45 C'est l'été ! 21.00 C'est l'été ! 21.15 C'est l'été ! 21.30 C'est l'été ! 21.45 C'est l'été ! 22.00 C'est l'été ! 22.15 C'est l'été ! 22.30 C'est l'été ! 22.45 C'est l'été ! 23.00 C'est l'été ! 23.15 C'est l'été ! 23.30 C'est l'été ! 23.45 C'est l'été ! 24.00 C'est l'été !.

France-Musique 23

Des inconnus dans la Maison

RETROUVAILLES

La Maison de la Musique, ce n'est pas seulement un lieu où l'on va écouter de la musique, c'est aussi un lieu où l'on va découvrir de nouveaux talents, de nouvelles œuvres, de nouvelles formes d'expression. C'est pourquoi la Maison de la Musique a décidé de consacrer une section à des artistes moins connus, à des œuvres moins connues, à des formes d'expression moins connues. C'est ainsi que nous vous présentons aujourd'hui une sélection de œuvres et d'artistes que nous pensons intéressants et méritant d'être connus.

La Maison de la Musique a toujours été un lieu de découverte, de rencontre, de dialogue. C'est pourquoi nous sommes heureux de vous présenter aujourd'hui une sélection de œuvres et d'artistes que nous pensons intéressants et méritant d'être connus.

La Maison de la Musique a toujours été un lieu de découverte, de rencontre, de dialogue. C'est pourquoi nous sommes heureux de vous présenter aujourd'hui une sélection de œuvres et d'artistes que nous pensons intéressants et méritant d'être connus.

Samedi 3 octobre

2.00 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 7.00 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 12.00 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 18.00 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 23.00 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique.	10.30 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 11.00 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 11.30 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 12.00 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 12.30 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 13.00 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 13.30 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 14.00 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 14.30 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 15.00 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 15.30 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 16.00 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 16.30 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 17.00 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 17.30 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 18.00 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 18.30 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 19.00 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 19.30 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 20.00 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 20.30 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 21.00 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 21.30 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 22.00 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 22.30 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique. 23.00 La Nuit de la Musique . Programme de la nuit de la musique.
---	--

SAISON D'ÉTÉ

18

Samedi 3 octobre

TF1

F2

F3

F4

F5

F6

F7

F8

F9

F10

F11

F12

F13

F14

F15

F16

F17

F18

F19

F20

F21

F22

F23

F24

F25

F26

F27

F28

F29

F30

F31

F32

F33

F34

F35

F36

F37

F38

F39

F40

F41

F42

F43

F44

F45

F46

F47

F48

F49

F50

F51

F52

F53

F54

F55

F56

F57

F58

F59

F60

F61

F62

F63

F64

F65

F66

F67

F68

F69

F70

F71

F72

F73

F74

F75

F76

F77

F78

F79

F80

F81

F82

F83

F84

F85

F86

F87

F88

F89

F90

F91

F92

F93

F94

F95

F96

F97

F98

F99

F100

F101

F102

F103

F104

F105

F106

F107

F108

F109

F110

F111

F112

F113

F114

F115

F116

F117

F118

F119

F120

F121

F122

F123

F124

F125

F126

F127

F128

F129

F130

F131

F132

F133

F134

F135

F136

F137

F138

F139

F140

F141

F142

F143

F144

F145

F146

F147

F148

F149

F150

F151

F152

F153

F154

F155

F156

F157

F158

F159

F160

F161

F162

F163

F164

F165

F166

F167

F168

F169

F170

F171

F172

F173

F174

F175

F176

F177

F178

F179

F180

F181

F182

F183

F184

F185

F186

F187

F188

F189

F190

F191

F192

F193

F194

F195

F196

F197

F198

F199

F200

F201

F202

F203

F204

F205

F206

F207

F208

F209

F210

F211

F212

F213

F214

F215

F216

F217

F218

F219

F220

F221

F222

F223

F224

F225

F226

F227

F228

F229

F230

F231

F232

F233

F234

F235

F236

F237

F238

F239

F240

F241

F242

F243

F244

F245

F246

F247

F248

F249

F250

F251

F252

F253

F254

F255

F256

F257

F258

F259

F260

F261

F262

F263

F264

F265

F266

F267

F268

F269

F270

F271

F272

F273

F274

F275

F276

F277

F278

F279

F280

F281

F282

F283

F284

F285

F286

F287

F288

F289

F290

F291

F292

F293

F294

F295

F296

F297

F298

F299

F300

F301

F302

F303

F304

F305

F306

F307

F308

La télévision américaine en campagne

Quarante ans après son entrée dans les foyers américains, la télévision joue plus que jamais un rôle décisif dans la course à la Maison Blanche. Mais elle évolue, et les candidats doivent suivre... L'élection présidentielle de 1992 est marquée par l'entrée du câble en politique, l'interaction avec les électeurs, les talk-shows et l'« info-divulguement ». Quant au contenu... ?

EN 1968, à l'heure du journal télévisé, un candidat politique américain pouvait espérer que l'on cite ses propos pendant environ quatre-vingt-trois secondes. En 1988, le record fut (un segment d'interview en jargon) écarté puis à peine moins de neuf secondes (1). En admettant que le déclin continue à ce rythme, les candidats de 1992 n'auraient que le temps de dire : *Vous votez, monsieur X*, pour passer sans coupure.

[illegible]

Mais, millions d'Américains ont suivi les conventions sur CNN. La tendance se confirme en 1992 : le câble a fait non entrée en politique. En 1993, la Cable News Network, qui a doublé son audience depuis 1988 et programme quotidiennement *"Inside Politics 92"*, lance des séminaires *"Democracy in America"*, une série documentaire reprise sur CNN International portant sur les grands thèmes de campagne. Ces Congrès qui se sont sans conteste la concurrence la plus complète de ces jours-féod de l'information. Les deux réseaux de câbles, les réseaux faisant figure de cœurs de médiations, le Cable News Network, qui diffuse Cable Street Public Affairs Network, qui diffuse en direct les travaux du Congrès, retransmettent en version intégrale les sessions lors de la campagne, sans aucun ni commentaire, ni commentaire publicitaire. Au juillet dernier, CNN avait redonné la parole aux conventions, tandis que CSPAN redonne la parole aux conventions historiques (Congrès américains et ses manifestations en 1968, les quatorze ministères) à Robert Kennedy en 1964...



Richard Nixon, qui avait pourtant peiné contre le premier président de l'âge de la télévision (John F. Kennedy, le premier démocrate à avoir osé affronter la publicité politique), gagnait avant de passer à l'audiovisuel : « Ce n'est pas normal qu'un type dépende d'un *gadget* comme la télévision pour se faire élire ? » *La télévision n'est pas un gadget*, a écrit *titre (2)*. « La télévision est un *gadget* », a répondu le producteur. « Comment dire Reagan, autrement à juste titre « communicationnaire », capable d'attirer la télévision avec une efficacité dévastatrice ? La télévision avec ses affreux effets de montage, n'est-elle pas la convention républicaine d'aujourd'hui ? » Ce n'est pas à en rester là : la classe politique est aussi accusée de ne pas répondre à la question politique que signifiait « passer le temps ». Dans *titre (3)*, la télévision « passe le temps » à elle seule, l'Y le premier Y du monde, le premier Y de la télévision, qui se grandit devant le poste, tout campagne médiatique.

Puisieurs fois nous ont marqué cette élection présidentielle. D'abord un chassé-croisé entre les politiciens (publiquité) et hommes de télévision (journalisme). Ensuite, la candidature de John Sununu, ayant à peine quitté son poste de secrétaire général de la Maison Blanche, a remplacé celle d'un sénateur républicain, le sénateur du New Hampshire, devenu candidat à l'inverse : une fois élu, il se consacrerait à l'économie.

En 1948, l'immédiat fut rétrospectivement la première cause de l'échec de Stevenson. Le candidat démocrate, ce n'est pas *Harry S. Truman contre Feltwell*, Stevenson perdit. La publicité politique dans les journaux de Madison Avenue avait le Parti républicain.

Mais les réticences demeurèrent : en 1968,

centra. Ensuite, les sénateurs et les députés américains vont dans des émissions d'un format moins intéressant. En février dernier, l'indépendant Ross Perot a annoncé sa candidature en direct pendant le talk-show de Larry King sur CNN. Quant à Bill Clinton, il a annoncé sa remontée à l'annale de John F. Kennedy en jouant du piano au "Ariston Hall Show" (dans une très bonne émission d'interviews et de débats présentée par un animateur noir réputé pour son franc-parler et ses idées libérales) !

Sur MTV (qui avec sa campagne « Choose or Lose » incite les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales), le gouvernement d'Arkansas a répondu pendant une heure et demi aux questions souvent persiflantes d'un public de dix-huit à vingt-quatre ans. Ce programme offrait une tribune que le candidat démocrate, tenu d'être plus créatif s'il veut



Les conventions démocratiques ou républicaines (photos et classes) font de moins en moins à l'échelle nationale. Les messages et émissions bien ciblés. Comme « Choose or Lose », sur MTV (photo de couverture), durant lequel Bill Clinton a répondu en direct aux questions des 18-24 ans.

atteste que la conversion négative de Bush par les réseaux depuis octobre 1991 est en corrélation directe avec sa chute dans les sondages. « Les *retailers* [vendeurs] ont poussé les politiciens en général, et les candidats en particulier, à divulguer l'information la moins à souligner, la plus déclinatoire, la plus négative et conflictuelle. La médiation tout ce qui est négatif et conflictuel ».

Journalistes entre candidats et électeurs a rendu le processus électoral *très négatif*, explique Richard Noyes, directeur politique du centre, qui juge avoir ramené l'actuelle distorsion de la conversation idéologique. De leur côté, les tenants du l'information pure et d'une critique, ce qu'ils qualifient d'« info-diversisme » (*informationism*), disent

(1) *Sound Bite News: Television Coverage of Elections*, 1968-1988, par Daniel C. Hallin, USCD.
(2) *The Living Room Candidate, A History of President Bill Clinton on Television*, exposition au Museum of the Moving Image, à New-York.

CLAUDINE MULARD

La « productrice » de Bill Clinton

Qui conseille le challenger démocrate en matière de télévision ?
Linda Bloodworth-Thomason, productrice de « sitcoms ».

QUAND le soir de sa nomination par la commission démocrate, en juillet dernier, Bill Clinton se tint à pied sur une rue de New-York, jusqu'au Madison Square Garden, il défiait un pays accablé par John F. Kennedy en 1960, l'idée de ce bain de foule, qui caprive les téléspectateurs, était-elle déjà dans l'air ?

« Ça ne me paraît pas probable », dit le journaliste, un sénateur conservateur et un homme d'affaires, qui a travaillé pendant dix ans pour le journaliste. « D'après ce que j'ai vu, le journaliste, Débordant d'énergie créatrice, elle-même, écrit ses scénarios des finissimes de la rédaction et se battraient à un autre script : les deux événements se déroulent à la fois, et les deux dernières semaines de la campagne de Clinton ont été une véritable révolution dans le journalisme (modèles américains... dans l'esprit du triple T, à la Kennedy), »

[illegible]

« Il y'a tellement sur leur réservation... jusqu'à ce qu'ils voient le film, s'ils a envoyé son coffret et qu'ils veulent pour les préparer, lui et son épouse à la convention. Henry Thomson, mal et coproduisant, travaille à la préparation des débits de la rentrée.

Leurs conseils, « Bill se continue à parler dans tous les forums, que est l'information ou les nouvelles, applique la productrice. Culturellement, nous ne sommes pas des snobs. Ça pays est immense, vous ne pouvez pas aller partout, ni compter sur les médias pour vous définir, vous devez la faire vous-même, et passer au le prochain encore et encore. La télévision au sol n'est noble, ni ne dégradé un candidat. L'important, c'est ce que vous en faites. »

Si l'épilogue présidentiel finit avec l'élection de Bill Clinton, la productrice-secrétaire s'aura pour quelques choses. « Je ne voudrais pas promettre les Amérique en émettant une coquette vide. Mais j'ai le bonheur d'avoir un produit... fabuleux. »

C. M.

C. M.